

TABLE DES MATIÈRES

CÉGEPS	3
LE DEVOIR : Les cégeps ont 44 ans : Au Canada, «c'est au Québec qu'on trouve le plus grand nombre de jeunes de 30 ans ou moins ayant un diplôme d'études supérieures» - Vendredi 28 janvier 2012	3
Cégeps en région	3
LA TRIBUNE: Hausse d'inscriptions au Cégep de Thetford - Publié le mardi 13 mars 2012 à 09h57	3
L'AVANTAGE.QC.CA : La Ville défend les cégeps - Publié le mardi, 07 février 2012 09:21.....	3
Cégep de Valleyfield	4
LA VOIX : À l'aube de la construction de la nouvelle prison : Le Cégep formera les futurs agents correctionnels – Vendredi 03 février 2012	4
Cégep Grandby-Haute-Yamaska	4
LA VOIX DE L'EST : Le cégep en bon état – Mardi 31 janvier 2012	4
GRANDBY,ENRÉGION.CA : Le cégep de Granby est en santé! – Lundi 30 janvier 2012, à 16h03.....	5
Cégep Gérald-Godin	5
LE DEVOIR : Le cégep Gérald-Godin n'est plus menacé – Vendredi 28 janvier 2012	5
Collège Brébeuf	5
LE DEVOIR : À Brébeuf - Le Baccalauréat international a la cote : McGill et l'UQ ajoutent 1,5 à la cote R – Vendredi 28 janvier 2012.....	5
Cégep François-Xavier Garneau	6
LE SOLEIL: La firme chargée de régler la crise à F.-X.-Garneau avait embauché la directrice – Mercredi 22 février 2012.....	6
LE SOLEIL : Tensions au Collège Garneau: l'association étudiante défend la directrice – Mercredi 25 janvier 2012	7
LE SOLEIL : La directrice du Collège Garneau défend son leadership – Mardi 24 janvier 2012	7
RADIO-CANADA / QUÉBEC : Le Collège François-Xavier-Garneau secoué par une crise – Mise à jour le lundi 23 janvier 2012 à 16 h 47 HNE	8
Les commentaires (4)	8
LE SOLEIL : Collège Garneau: la démission de la directrice générale réclamée – Lundi 23 janvier 2012.....	8
JOURNAL DE QUÉBEC.COM : Direction : Climat tendu à F.-X.-Garneau – Dimanche 22 janvier 2012, à 23h03.....	9
Abitibi-Témiscamingue	9
RADIO-CANADA / ABITIBI-TEMISCAMINGUE: Baisse du nombre de demandes d'inscription au cégep – Mise à jour le jeudi 15 mars 2012 à 12 h 08 HAE	9
RADIO-CANADA / ABITIBI TEMISCAMINGUE: Le Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue reçoit 2,3 M\$ pour la recherche – Mise à jour le vendredi 10 février 2012 à 16 h 50 HNE.....	9
Saguenay-Lac-St-Jean	10
RADIO-CANADA / SAGUENAY-LAC ST-JEAN : Des étudiants sur le piquet des syndiqués en lock-out de l'aluminerie Alma – Mise à jour le jeudi 19 janvier 2012 à 16 h 25 HNE	10
LBR.CA : Communiqué de presse : «Étudiants : on paie moins cher, on se montre la face !» - La Société de transport du Saguenay - Publié le lundi 9 janvier 2012 à 9 h 02	10
Centre du Québec	10
RADIO-CANADA / MAURICIE – CENTRE DU QUÉBEC: Une nouvelle formation en robotique offerte à Victoriaville –Mise à jour le vendredi 17 février 2012 à 12 h 22 HNE	10
Estrie-Montérégie	11
LA VOIX DE L'EST : Des cours de cégep en anglais à Cowansville ? – Mardi 17 janvier 2012.....	11
Montréal	11
HÔTELS, RESTAURANTS ET INSTITUTIONS : La chaîne hôtelière Sofitel choisit l'ITHQ comme partenaire pour son programme « School of excellence » - Jeudi 12 janvier 2012	11
CANOE.CA : ITHQ : Comme New York et Shanghai – Mercredi 11 janvier 2012 17h50.....	11
UNIVERSITÉS	11
JOURNALDEMONTREAL.COM: Montréal: 10e meilleure ville au monde pour étudier - Mise à jour: mercredi 15 février 2012, 19H45.....	11
LE DEVOIR : Universités québécoises - La fréquentation est en hausse... pour l'instant : «Le Québec demeure en retard en matière de scolarisation universitaire» _ Samedi 28 janvier 2012	12
Université de Montréal (UdeM)	13
LE DEVOIR : Le futur campus Outremont suscite déjà des craintes – Mercredi 1er février 2012.....	13
LE DEVOIR : Université de Montréal - «Une troisième avenue pour les partenariats» : Le recteur oeuvre à mieux préparer les étudiants pour le marché du travail – Samedi 28 janvier 2012.....	13
Polytechnique	14
LE DEVOIR : Polytechnique - Un code de déontologie ne suffit pas!: «L'éthique appliquée à l'ingénierie ne s'enseigne nulle part ailleurs dans le monde occidental» - samedi 28 janvier 2012.....	14
UQAM	14
LE DEVOIR: L'UQAM met un frein à l'embauche: L'incertitude financière force l'université à retarder le recrutement de 77 professeurs – Vendredi 02 mars 2012	14
LE DEVOIR : UQAM - En avant la musique!: «Nous nous attardons aux besoins actuels des musiciens» - Samedi 28 janvier 2012	15
LE DEVOIR : Divorce entre la TELUQ et l'UQAM : La Télé-Université redevient une école supérieure autonome – Samedi 13 janvier 2012	15
Concordia University	16
THE GAZETTE : Former university president returns : Gets teaching job after \$700,000 payout – Tuesday, January 31, 2012	16
LE DEVOIR : Quartier Concordia - Plus qu'un quartier universitaire : «L'une de nos plus grandes réussites est notre intégration à la trame urbaine» - Samedi 28 janvier 2012.....	16
THE GAZETTE : Students advised to 'cite the site' : Advocacy coordinator wants Concordia's revised plagiarism policy to include intent – Friday, January 27, 2012	17
McGill University	17
THE GAZETTE: McGill principal Heather Munroe-Blum will leave controversial legacy: Hailed by some for making university better, Monroe-Blum's departure welcomed by others – Thursday, February 16, 2012	17
THE GAZETTE.COM : Food resupply effort foiled; McGill University occupation enters Day 3 : Security guard said to have cut off rope with a bucket being lowered from sixth-floor window – Tuesday, February 9, 2012 10:40 AM	18
THE GAZETTE : Student-led occupation continues at McGill : Demand ouster of provost, funding for radio station – Tuesday, February 9, 2012.....	19

THE GAZETTE : Two dozen students occupy McGill office : Claim university has 'attacked student life,' demand resignation of deputy provost – Wednesday, February 8, 2012	19
THE GAZETTE : The ever-changing value of a university 'A' : Grade curving; McGill policy upsets students - February 3, 2012 5:13 AM....	19
Université de Sherbrooke (UdeS)	20
LE DEVOIR : Université de Sherbrooke - «Le monde est devenu multidisciplinaire» : Réussite et qualité de vie sont des maîtres mots – Samedi 28 janvier 2012.....	20
UQTR	21
LE NOUVELLISTE : Au moins 3500 rendez-vous à la clinique de l'UQTR – Vendredi 03 février 2012	21
LE NOUVELLISTE : La nouvelle rectrice amorçe son mandat – Vendredi 03 février 2012.....	21
RADIO-CANADA / MAURICIE-CENTRE-DU-QUÉBEC : Inauguration d'une clinique universitaire multidisciplinaire en santé – Mise à jour le jeudi 2 février 2012 à 12 h 12 HNE.....	22
L'EXPRESS DE DRUMMONDVILLE : La rectrice de l'UQTR entre officiellement en fonction - Nadia Ghazzali trace les grandes lignes de son mandat – Jeudi 02 février 2012	22
98,5 FM : CKOI : Nadia Ghazzali s'installe - le jeudi 02 février 2012 à 12h00	22
L'HEBDO JOURNAL : UQTR: emphase sur l'international et la recherche - La nouvelle rectrice présente ses priorités – Jeudi 02 février 2012	23
RADIO-CANADA / MAURICIE-CENTRE DU QUÉBEC : Succès pour la Journée carrière de l'Université du Québec à Trois-Rivières – Mise à jour le mercredi 25 janvier 2012 à 17 h 59 HNE.....	23
RADIO-CANADA / MAURICIE : L'UQTR présente sa nouvelle rectrice – Mise à jour le vendredi 20 janvier 2012 à 16 h 21 HNE.....	23
LE NOUVELLISTE : L'UQTR fait son entrée au cégep –= Vendredi 13 janvier 2012.....	23
L'EXPRESS DE DRUMMONDVILLE : L'UQTR offrira dès septembre deux programmes de baccalauréat à Drummondville : Une autre étape vers le futur campus universitaire – Jeudi 12 janvier 2012	24
L'HEBDO JOURNAL : L'UQTR offrira deux programmes à Drummondville – Jeudi 12 janvier 2012	24
Université Laval	25
LE SOLEIL: Un étudiant se lance dans la course au rectorat de l'Université Laval - Publié le mardi 13 mars 2012 à 05h00 Mis à jour le mardi 13 mars 2012 à 08h25	25
LE SOLEIL : Élection à l'Université Laval: le recteur soupçonné de censure – Mardi 31 janvier 2012	25
LE DEVOIR : Université Laval - La solidarité universitaire en action : Plus de 600 ententes dans une soixantaine de pays – Samedi 28 janvier 2012	26
LE SOLEIL : Robert Mantha se présente au rectorat – Samedi 28 janvier 2012	26
LE SOLEIL : Course au rectorat de l'Université Laval: le doyen de la faculté des sciences sociales se lance - Publié le jeudi 19 janvier 2012 à 05h00.....	26
LA PRESSE : Les services secrets s'invitent dans les universités - Mis à jour le lundi 16 janvier 2012 à 14h35.....	27
LE SOLEIL : Point de vue : L'université gouvernée à la manière d'une entreprise?, par Thomas De Koninck et Luc Langlois, Faculté de philosophie, Université Laval - Mis à jour le mercredi 11 janvier 2012 à 05h45.....	27
LE SOLEIL : L'Université Laval dernière à offrir le sans-fil gratuit – Vendredi 06 janvier 2012	28
UQAC	29
RADIO-CANADA / SAGUENAY-LAC-ST-JEAN: Martin Gauthier serait le prochain recteur de l'UQAC – Mise à jour le mercredi 14 mars 2012 à 18 h 02 HAE	29
JOURNAL DE QUÉBEC: Bientôt un recteur à Chicoutimi - Publié le: mardi 13 mars 2012, 17H59 Mise à jour: mardi 13 mars 2012, 18H05	29
RADIO-CANADA / SAGUENAY-LAC-ST-JEAN: Rectorat à l'UQAC : les professeurs demandent la reprise du processus – Mise à jour le mardi 21 février 2012 à 17 h 46 HNE.....	29
UQAR	30
LE SOLEIL : Mission accomplie pour le recteur de l'UQAR, Michel Ringuet – Mardi 07 février 2012	30
L'INFORMATION : Le recteur Michel Ringuet annonce son départ à la retraite - Publié le 6 février 2012 à 17:54	30
RADIO-CANADA : Bas-Saint-Laurent : le recteur de l'UQAR Michel Ringuet part à la retraite – Mise à jour le lundi 6 février 2012 à 17 h 40 HNE.....	30
L'AVANTAGE.QC.CA : Il quittera l'UQAR en août : Michel Ringuet est fier du travail accompli - Publié le lundi, 06 février 2012 13:52 -	31
L'AVANTAGE.QC.CA : Inscriptions à la hausse à l'UQAR - Publié le mardi, 03 janvier 2012 09:49 -	31
UQAT	32
RADIO-CANADA / ABITIBI-TEMISCAMINGUE: Une chaire de recherche sur les eaux minières à l'UQAT – Mise à jour le mardi 13 mars 2012 à 14 h 06 HAE	32
RADIO-CANADA / ABITIBI TEMISCAMINGUE: L'UQAT aura sa propre école de génie – Mise à jour le mercredi 8 février 2012 à 16 h 55 HNE	32
RADIO-CANADA – ABITIBI-TEMISCAMINGUE : Les travaux de deux chercheuses de l'UQAT parmi les dix découvertes de 2011 – Mise à jour le lundi 9 janvier 2012 à 11 h 38 HNE.....	32

LE DEVOIR : Les cégeps ont 44 ans : Au Canada, «c'est au Québec qu'on trouve le plus grand nombre de jeunes de 30 ans ou moins ayant un diplôme d'études supérieures» - Vendredi 28 janvier 2012



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir

Pierre Vallée

Après plus de 40 ans d'existence, qu'en est-il aujourd'hui du réseau des cégeps? Bien que le succès soit au rendez-vous, chiffres à l'appui, certains insistent toujours pour remettre en cause, de temps à autre, la pertinence de ce modèle d'éducation supérieure typiquement québécois. Sans compter que les cégeps ont plusieurs défis à relever dans les années à venir. Les cégeps devront subir des compressions de 80 millions de dollars dans les deux prochaines années. À force de couper dans le réseau, la qualité de l'enseignement ne risque-t-elle pas d'être affectée? C'est du moins la crainte formulée par Jean Perron, président et directeur général de l'Association des cadres des collèges du Québec.

Après plus de 40 ans d'existence, qu'en est-il aujourd'hui du réseau des cégeps? Bien que le succès soit au rendez-vous, chiffres à l'appui, certains insistent toujours pour remettre en cause, de temps à autre, la pertinence de ce modèle d'éducation supérieure typiquement québécois. Sans compter que les cégeps ont plusieurs défis à relever dans les années à venir. «L'efficacité et l'utilité des cégeps ont été clairement démontrées, affirme Jean Perron, président et directeur général de l'Association des cadres des collèges du Québec. Ce n'est pas moi qui le dis, mais plutôt l'économiste Pierre Fortin. Dans une étude qu'il a réalisée, il a révélé que, au Canada, c'est au Québec qu'on trouve le plus grand nombre de jeunes de 30 ans ou moins ayant un diplôme d'études supérieures. Ce taux s'établit à 72 %, et les cégeps en sont grandement responsables. De plus, si on s'attarde au secteur technique, on constate un taux de placement sur le marché du travail de près de 93 %.»

Cégeps en région

LA TRIBUNE: Hausse d'inscriptions au Cégep de Thetford - Publié le mardi 13 mars 2012 à 09h57

Nelson Fecteau, La Tribune (THETFORD MINES) Contre toute attente, le Cégep de Thetford connaîtra une augmentation de 23,7 pour cent de son nombre d'inscriptions pour l'automne 2012. Ce sont pas moins de 443 élèves qui se sont inscrits au Cégep de Thetford, comparativement à 358 qui l'avaient fait pour l'automne 2011. Les prévisions du MELS étaient de 363 pour 2012. Cette hausse du nombre d'inscriptions n'est pas un phénomène global puisque de nombreuses

institutions collégiales ont enregistré une diminution importante. Avec de pareils résultats, on comprend mal la remise en question du réseau. On croirait plutôt en sa consolidation. «Mais c'est le contraire qui se produit. Les cégeps devront subir des coupes de 80 millions de dollars dans les deux prochaines années. On envisage une pénurie de main-d'oeuvre spécialisée dans les prochaines années, mais cette main-d'oeuvre, c'est en grande partie dans les cégeps qu'on la forme. On coupe donc au moment où on devrait investir. Il y a là une incohérence dans le discours du gouvernement.»

Ces coupes présagent-elles le pire? «Je crains que, à force de couper dans le réseau, la qualité de l'enseignement finira par être affectée. À moins que le gouvernement, pour compenser le sous-financement, ne soit tenté par une hausse des droits de scolarité, ce qui nuirait alors à l'accessibilité d'un réseau conçu dès le départ pour rendre l'enseignement supérieur gratuit pour tous les Québécois. J'ose espérer que non.»

Une pénurie de cadres

La relève du personnel est l'un des importants défis que les cégeps devront relever dans les années à venir. En cela, les cégeps n'échappent pas au problème du vieillissement de la population. «Plusieurs professeurs prendront leur retraite et il faudra assurer une relève de qualité. Mais le problème est encore plus aigu du côté du personnel d'encadrement. Le sous-financement du réseau a fait en sorte que, pour préserver la qualité de l'enseignement, il a fallu réduire le nombre des cadres. Le résultat est que les cadres en poste cumulent les tâches et ont vu leur semaine de travail s'allonger. Les prochaines coupes ne feront rien pour améliorer la situation.»

Ainsi, il devient de plus en plus difficile de recruter des cadres. «La somme de travail accrue dissuade les personnes de postuler pour ces emplois et les gains salariaux ne viennent pas à compenser. On n'arrive plus à recruter dans notre bassin naturel que sont nos professeurs et nos employés des divers services. Ils préfèrent demeurer syndiqués plutôt que de devenir cadres. On doit aller à l'extérieur, et même là, la tâche est difficile. On doit parfois afficher deux ou trois fois un poste avant d'obtenir des candidatures valables.»

Autre irritant qui s'ajoute: le régime de retraite. «Auparavant, les cadres étaient tenus de verser une contribution de 3 % supérieure à celle des syndiqués, mais ils jouissaient de certains avan-

tages. Mais le gouvernement a changé la donne. Il maintient la contribution supérieure mais élimine les avantages. Cela rend le recrutement des cadres encore plus difficile, puisque plusieurs candidats potentiels à ces postes sont sur le marché du travail depuis plusieurs années, et la question du régime de retraite devient alors importante.»

Vers un véritable engagement de l'État

Selon Jean Perron, la solution aux défis que devront relever les cégeps passe par un véritable engagement de l'État dans le réseau des cégeps. «Il faut absolument valoriser cet ordre d'enseignement. On ne doit plus considérer les cégeps comme le prolongement du secondaire. Au contraire, les cégeps sont synonymes d'enseignement supérieur, que ce soit au général, qui mène à l'université, ou en formation technique, d'où sortent plusieurs des emplois de l'économie du savoir.»

Qui plus est, la culture organisationnelle d'un cégep a ses particularités. «Le fonctionnement d'un cégep s'apparente à celui d'une université et non à celui d'une école secondaire. Certains de nos cégeps ont des populations étudiantes qui s'apparentent à certaines petites universités. Quarante-six de nos quarante-huit cégeps ont des centres de transfert technologique où il se fait de la recherche.» De plus, le rôle des cégeps ne se limite pas à la seule formation scolaire. «En région, les cégeps sont souvent le principal pôle économique et culturel. Notre formation technique est très bien adaptée aux réalités et aux besoins du marché du travail et elle tient compte des besoins particuliers des régions.»

C'est pour toutes ces raisons que Jean Perron croit que «l'État doit affirmer de façon claire son soutien au réseau des cégeps et y consentir les sommes nécessaires. Mieux soutenir financièrement le réseau des cégeps ne doit pas être perçu comme une dépense, mais bien comme un investissement. Et un investissement durable, en plus, puisqu'il crée des emplois durables.»

Et une façon de bien signifier son engagement envers les cégeps serait la création, par le gouvernement du Québec, d'un ministère de l'Éducation supérieure. «Ce ministère regrouperait les universités et les cégeps. Ce serait un signal fort que le gouvernement place les cégeps carrément dans le domaine de l'enseignement supérieur et qu'il croit en l'efficacité et la pertinence de cet ordre d'enseignement.»

L'AVANTAGE.QC.CA : La Ville défend les cégeps - Publié le mardi, 07 février 2012 09:21





La maire de Rimouski, Éric Forest, s'est porté à la défense des collèges des régions. par Thérèse Martin

Le conseil municipal de Rimouski appuie les cégeps des régions en demandant au ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport de mettre en place des solutions structurantes pour assurer leur développement.

Pour atteindre cet objectif et pour maintenir un véritable réseau collégial, au Québec, la Ville propose une douzaine de solutions, dont celles de gérer l'offre de formation collégiale avec une vision nationale cohérente, en évitant notamment les programmes en concurrence, d'implanter un mécanisme de centralisation des demandes d'admission permettant une meilleure

répartition dans le réseau, de combler les places disponibles dans les programmes à faible effectif de certains collèges avant d'accorder de nouvelles autorisations de ces mêmes programmes dans d'autres collèges.

La Ville de Rimouski demande également au Ministère d'implanter des programmes exclusifs permettant aux collèges ciblés de se démarquer dans des champs spécifiques, d'accorder la priorité aux programmes offerts en région au moment du recrutement d'étudiants étrangers, de valoriser la formation technique, de gérer de façon intégrée la formation professionnelle et technique, de bonifier le programme d'aide financière aux études, de réviser certains éléments du mode de financement actuel du réseau collégial, afin de tenir compte des réalités régionales.

Le maire de Rimouski, Éric Forest, a ajouté que la formation de la main-d'œuvre est actuellement un défi important et que les collèges doivent être consolidés et renforcés. Dans sa résolution, la Ville considère qu'un cégep est un soutien essentiel au développement social, économique, technologique et culturel de sa région

Nouveau « boum » dans les Prés

Ça va bouger ce prochain printemps dans le secteur des Prés du Saint-Rosaire. La Ville de

Rimouski lance la 18e phase de travaux. Un investissement de 5,4 millions \$ permettra de réaliser des travaux d'aqueduc, d'égout, de voirie et d'éclairage dans les rues Alcide-C.-Horth, Fernand-Seguín, Gaston-Desrosiers, Pascal-Parent, Anne-Hébert, l'avenue Léonidas Sud et des rues futures. Les terrains de la phase 18 seront mis en valeur, de nouvelles zones résidentielles seront créées. Ce nouveau développement localisé dans un secteur en effervescence depuis déjà quelques années comprendra environ 154 terrains résidentiels, sans compter un parc de quartier et un emplacement pour une garderie.

Patrimoine et noms de rues

Le Comité du patrimoine du Bic demande que soit élargie la consultation sur les nombreux changements de noms de rues qui sont prévus, dans ce secteur. Les porte-parole du Comité bicois déclarent n'avoir reçu aucune réponse du comité de toponymie de la Ville, à cet égard. Ils demandent que s'appliquent les principes d'un processus de démocratie participative, un modèle que les autorités municipales semblent pourtant promouvoir. Le Comité du patrimoine du Bic regroupe une centaine de personnes.

Cégep de Valleyfield

LA VOIX : À l'aube de la construction de la nouvelle prison : Le Cégep formera les futurs agents correctionnels – Vendredi 03 février 2012



Photo Jean-Philippe Morin François Bouthillier, coordonnateur de la Formation aux entreprises du Cégep, Réjean Dauplaise, maire de Sorel-Tracy, Marie-Christine Héroux, conseillère pédagogique et criminologue, Fabienne Desroches, directrice du Cégep et Sylvain Simard, député de Richelieu.

Jean-Philippe Morin

Alors que les travaux pour la nouvelle prison provinciale devraient débuter sous peu sur le terrain du boulevard Fiset, le Cégep de Sorel-Tracy a mis les bouchées doubles afin de permettre au personnel d'être formé d'ici la fin de la construction.

Un nouveau programme d'attestation d'études collégiales (AEC) nommé *Intervention en milieu juvénile et correctionnel* sera en vigueur dès le 30 avril 2012 et les inscriptions pour le programme ont déjà commencé.

La directrice générale du Cégep Fabienne Desroches, qui est également directrice de la Formation continue, était visiblement fière de ce projet novateur, puisqu'il s'agit du premier AEC de ce genre au Québec.

«Il faut remarquer l'énergie, l'adrénaline et l'enthousiasme créés par ce projet novateur. Il s'agit du reflet de ce qu'est le Collège dans la communauté. Ça dépasse tout le côté pédagogique, puisqu'il suffit de regarder l'impact dans le milieu régional, communautaire et intersectoriel. Les gens à l'interne ont vraiment travaillé fort», jubilait-elle en conférence de presse.

Le député de Richelieu Sylvain Simard a travaillé très fort afin d'amener la nouvelle prison à Sorel-Tracy. Alors que la compétition avec Valleyfield était plus intense que jamais, M. Simard, de concert avec la population et des intervenants du milieu, a réussi deux fois plutôt qu'une à maintenir la construction du nouveau centre correctionnel dans la région.

«Le gouvernement du Québec a décidé il y a près de deux ans d'implanter la prison ici, et l'AEC au Cégep est donc une étape de plus à la venue de ce nouveau centre de détention. 159 emplois étaient prévus, mais ce sera probablement plus que ça, alors une telle formation s'avérerait nécessaire», explique-t-il, tout en mentionnant que l'échéancier était respecté.

Formation à double-volet

Comme l'AEC se nomme *Intervention en milieu juvénile et correctionnel*, le programme s'en veut un à double-volet, soit dans un milieu correctionnel avec des adultes ou dans un milieu juvénile avec des plus jeunes. Il est important pour la criminologue et conseillère pédagogique Marie-Christine Héroux d'avoir cette double formation.

«On peut ainsi développer des compétences connexes dans certains cours et en développer des plus spécifiques dans d'autres cours», commente-t-elle.

Le programme vise donc à former des personnes aptes à intervenir en matière de prévention, d'accompagnement, d'encadrement et de surveillance dans divers milieux de garde juvénile ou correctionnel adulte.

La formation a été profilée en collaboration avec les Services correctionnels du Québec, du Canada et des Centres jeunesse de la Montérégie et de Montréal. La personne diplômée pourra donc se retrouver dans un centre provincial ou fédéral après ses études.

Il s'agit d'un cours de six sessions d'une durée totale de 1740 heures, dont 420 sont prévues pour un stage à la dernière session. Les personnes intéressées peuvent s'inscrire dès maintenant pour la session qui débute le 30 avril prochain en appelant au Cégep de Sorel-Tracy au 450.742.6651. Une entrevue de sélection et un test de français écrit sont à prévoir.

Cégep Grandby-Haute-Yamaska

LA VOIX DE L'EST : Le cégep en bon état – Mardi 31 janvier 2012

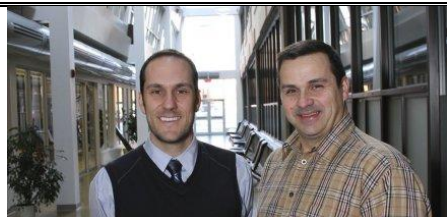


photo Alain Dion «On a mis l'argent aux bons endroits», dit François Deschênes, directeur des services administratifs au cégep de Granby Haute-Yamaska,

photographié ici avec Denis Gauthier, coordonnateur des ressources matérielles, devant l'atrium où l'on voit une partie de la nouvelle bibliothèque.

Pascal Faucher, La Voix de l'Est

(Granby) Le cégep de Granby Haute-Yamaska est une institution solide, du moins au chapitre de l'immobilier et de ses appareils.

Une firme d'experts indépendants a statué que les bâtiments et les machines de l'établissement d'enseignement supérieur de la rue Saint-Jacques respectent les normes et sont en très bon état.

À la lumière des vérifications de RCAA-Planifika, le cégep a obtenu un «indice de vétusté physique» de 0,17%, un excellent résultat qui le place parmi les institutions collégiales les mieux entretenues au Québec.

«Nous avons fait le choix par le passé de consacrer le financement au maintien de l'intégrité de l'enveloppe du bâtiment et notre cégep en est aujourd'hui récompensé», indique la secrétaire de direction Lucie Deslandes, dans un communiqué.

Les analyses ont porté sur la plomberie, le chauffage, la prévention des incendies, la ventilation,



la climatisation, les systèmes électriques et les éléments architecturaux. On a étudié la santé des immeubles, le niveau du déficit d'entretien et les investissements requis pour sa résorption. Les vérifications faisaient suite à une commande ministérielle.

«On a mis l'argent aux bons endroits», dit François Deschênes, directeur des services administratifs au cégep.

GRANDBY, EN RÉGION.CA : Le cégep de Granby est en santé! – Lundi 30 janvier 2012, à 16h03

Par Stéphanie Mac Farlane

La firme Planifika a gagné l'appel d'offres du ministère de l'Éducation, des Loisirs et du Sport (MELS) et a procédé à un audit des bâtiments des cégeps, dont celui de Granby, l'automne dernier.

«Ils ont regardé l'architecture, la toiture, s'il y avait de la fissure dans les briques. Ils regardaient aussi les éléments mécaniques et électriques», explique François Deschênes, directeur des services administratifs au Cégep de Granby – Haute-Yamaska.

Deux jours ont été nécessaires aux spécialistes et au total, 369 éléments ont été répertoriés et évalués.

Il en ressort que le Cégep de Granby – Haute-Yamaska, qui a déboursé 16 351,65\$ pour cet audit, a un indice de vétusté moyen de 0,17%.

«Ils calculent cet indice en divisant le coût total des exigences de maintenance sur le coût de remplacement des effectifs», indique M. Deschênes.

En d'autres mots, cet indice permet de savoir ce qu'il manque au bâtiment pour qu'il corresponde aux critères d'une bâtisse neuve. «Pour nous, il n'y a rien de névralgique. Ce sont de petites choses à corriger. Par exemple, il y a du crépi sur les fondations et de petites fissures dans les

briques», ajoute le directeur des services administratifs au Cégep de Granby – Haute-Yamaska.



Photo: Courtoisie Cégep de Granby - Haute-Yamaska

Le Cégep de Granby – Haute-Yamaska est en tête de liste des cégeps les plus en «santé» du réseau collégial, selon la firme Planifika qui a inspecté l'ensemble des établissements collégiaux du Québec.

Ce dernier précise que le formateur chargé de remettre les résultats aux institutions a dit que les performances de l'établissement granbyen étaient très bonnes. «C'est la même firme qui a procédé à l'audit partout au Québec», enchaîne

M. Deschênes. Planifika n'a pas établi de palmarès à proprement parler.

Saine gestion

L'administration du Cégep fait un lien direct entre les résultats de l'audit et les investissements faits annuellement. «Chaque année, on investit l'enveloppe gouvernementale pour le maintien au maintien des bâtiments», dit François Deschênes. Si bien que les petites failles trouvées n'ont rien de majeur. Le Cégep ne mettra pas de côté les plans de 2012 où plusieurs centaines de milliers de dollars devraient être investies, notamment dans l'aménagement paysager extérieur et dans la réfection de blocs sanitaires.

Sécurité des machines

Les cégeps avaient également l'obligation de déposer à la CSST avant le 31 décembre dernier un plan d'action en matière de santé et sécurité. Afin de réaliser ce travail, le Cégep de Granby a mandaté une firme externe afin d'évaluer le volet portant sur la sécurité des machines.

Au total, 32 machines ont fait l'objet d'une évaluation. Certaines recommandations ont été émises, mais il s'agit pour la majorité des cas que d'améliorations mineures et non prioritaires. Le Cégep s'est engagé à donner suite à ces recommandations d'ici l'an prochain.

Cégep Gérald-Godin

LE DEVOIR : Le cégep Gérald-Godin n'est plus menacé – Vendredi 28 janvier 2012

Lisa-Marie Gervais

La survie du cégep Gérald-Godin n'est plus menacée, même qu'elle est assurée pour au moins dix ans. Tout juste avant Noël, Le Devoir avait révélé que la survie de ce petit — et jeune — cégep de l'ouest de l'île de Montréal était menacée, celui-ci étant aux prises avec un sérieux déficit engendré notamment par des compressions gouvernementales. La ministre de la Famille, Yolande James, dont la circonscription accueille le cégep, serait intervenue auprès de sa collègue Line Beauchamp, au ministère de l'Éducation, pour qu'on vienne en aide au seul cégep francophone de l'ouest de l'île.

Une rencontre a finalement eu lieu le 19 janvier dernier pour examiner les pistes de solution. «Le ministère a montré de l'ouverture et la pérennité du collège est assurée, a indiqué le directeur du cégep, Christian Roy. Je ne peux pas entrer dans les détails de ce qui a été discuté, mais je peux

dire qu'on va avoir une situation budgétaire saine pour les dix prochaines années.» Il assure au passage que les coupes n'affecteront pas les services aux étudiants.

Ainsi, certaines pistes de solution ont été envisagées pour le financement. Le cégep pourrait par exemple obtenir des sommes ou des remboursements auxquels il a droit en immobilisation. «C'est très technique, mais tout porte à croire qu'on va y arriver», a-t-il noté.

M. Roy admet que ce cri du cœur dans les médias à la veille de Noël a inquiété certains étudiants et membres du personnel. «Ça été mon travail de rassurer tout le monde. Et maintenant que c'est le temps des inscriptions, j'ai vérifié, on n'a jamais eu autant de demandes à ce stade-ci de l'année», a-t-il dit.

20 millions en compressions

Par ailleurs, le ministère de l'Éducation (MELS) a confirmé qu'il y aura des coupes paramétriques dans les réserves des cégeps, y compris ceux qui ont les coffres vides. «Le MELS nous a confirmé que les coupes appliquées aux 48 collèges seraient paramétriques, au prorata d'une partie des allocations qu'on a du ministère», a souligné Caroline Tessier, directrice des communications de la Fédération des cégeps.

Mais comme la Loi sur l'équilibre budgétaire ne permet pas aux collèges de faire des déficits, les trois cégeps qui le sont, soit le collège de Maisonneuve, le cégep de Gaspé et le cégep Gérald-Godin, devront plancher, avec l'aide du ministère de l'Éducation, sur un plan de redressement comportant des solutions pour améliorer leurs finances. Interpellé pour avoir plus de détails sur la façon dont seront traités ces trois cégeps en difficulté, le ministère de l'Éducation n'a pas été en mesure de fournir des explications au Devoir.

Collège Brébeuf

LE DEVOIR : À Brébeuf - Le Baccalauréat international a la cote : McGill et l'UQ ajoutent 1,5 à la cote R – Vendredi 28 janvier 2012

Marie-Hélène Alarie

Depuis quelques années, on entend parler des programmes d'enseignement du Baccalauréat international. Au Collège Brébeuf, ce bac est enseigné depuis bientôt trente ans. Petite visite guidée au cœur de ce programme.

Jacques Lemaire est coordonnateur du Baccalauréat international au Collège Brébeuf. D'année en année, il voit arriver les étudiants et les voit repartir avec en mains un diplôme de Baccalauréat international (BI). Il y a trente ans, on était loin de se douter de l'engouement qui s'emparerait de la population étudiante pour ce super diplôme.

«Ici, au Collège Jean-de-Brébeuf, le BI existe depuis 1983; nos premiers diplômés sont sortis en 1985», explique Jacques Lemaire. Ce qui fait du collège le pionnier francophone du BI au

Canada. «Au départ, l'idée est venue d'un élève qui siégeait au Conseil des études. Les professeurs ont tout de suite trouvé le défi intéressant, puisqu'il permettait aux étudiants de se mesurer à d'autres du monde entier.»

L'Organisation du Baccalauréat international est l'organisme qui chapeaute les programmes partout dans le monde. L'organisme est présent dans plus de 115 pays et compte plus de 210 000 étudiants. Au départ, le BI est conçu dans le but d'offrir une formation de qualité aux enfants de gens qui se déplacent beaucoup sur la planète. Aujourd'hui très répandu dans la population en général, on retrouve ce programme tant au niveau primaire que secondaire et collégial. Ce qui donne beaucoup de cohésion au programme du BI, c'est que les étudiants doivent réussir un examen synthèse à la fin de leur

scolarité. Cet examen est le même, peu importe où on a étudié dans le monde. «À Brébeuf, dès l'an prochain, on donnera le programme au secondaire, ce qui fait du Collège le premier établissement au Québec à offrir les deux niveaux», ajoute M. Lemaire.

Les différents profils

«Historiquement, le premier programme du BI qu'on a offert a été Sciences de la nature; en 1983, il n'y avait que ce programme avec les voies sciences pures et sciences de la santé.» Aujourd'hui, plusieurs choix s'offrent aux étudiants: langues, cinéma, et le profil psychologie qui s'est ajouté au programme depuis la rentrée de 2011.

Pour l'an prochain, on prépare un nouveau BI en commerce et gestion. «On peut élargir l'offre, d'autant plus qu'on a beaucoup d'étudiants qui



sont admis au BI», ajoute M. Lemaire. Cet engagement se traduit par 180 admissions pour cette année. La période d'inscription pour l'an prochain débute à peine et on peut prédire admettre autant de jeunes en septembre 2012, sinon peut-être un peu plus encore que cette année. Jacques Lemaire se souvient qu'il y a à peine quelques années, «c'était plutôt 85 ou 90 nouveaux élèves. Ce qui veut dire qu'en 3 ou 4 ans, on a presque doublé le nombre d'étudiants. La capacité d'accueil est d'environ 200 nouvelles admissions.»

En nombre absolu, le BI ajoute de nouveaux étudiants, mais l'enthousiasme est tel que la population autrefois inscrite au DEC se tourne aujourd'hui vers le BI. De plus, le Collège attire une clientèle qui vient vers l'institution spécifiquement pour le BI.

Les avantages

«Certains de nos é-lèves vont étudier à l'extérieur du Québec, mais la plupart vont dans des universités d'ici, donc il s'agit de les former correctement pour entreprendre des études universitaires.» Les avantages d'un tel programme sont majeurs quand il s'agit de poser sa candidature dans une faculté universitaire. Dans le réseau de l'Université du Québec et à l'Université McGill, en reconnaissance du BI, on ajoute 1,5 point à la cote R. Ailleurs, aux universités de Montréal, Laval, Sherbrooke et Concordia, on considérera non seulement la cote R de l'étudiant, mais aussi ses résultats à l'examen du BI. «Les universités apprécient les exigences académiques du BI, par exemple la rédaction d'un mémoire, exercice qu'on ne retrouve pas au DEC

et qui est très solide au plan intellectuel.» En effet, peu importe son profil, l'étudiant doit rédiger un mémoire portant sur un sujet de son choix. Cette exigence permet de familiariser les candidats avec la démarche de la recherche et de la rédaction de niveau universitaire.

Créativité, action et service (CAS)

Créativité, action et service, le CAS est le volet parascolaire du programme du BI. C'est en fait le second pilier de la formation. Ce n'est pas seulement encouragé, mais c'est une condition d'obtention du diplôme. «Ça peut faire en sorte que le passage au collégial n'est pas seulement le passage d'un cours à l'autre, mais un investissement humain», rappelle Jacques Lemaire. Il y a des dizaines de projets de services dans la communauté auxquels les étudiants sont appelés à participer. Ils choisissent eux-mêmes les activités qui les intéressent. Quel-ques-uns vont participer à des stages humanitaires à l'extérieur du pays pendant que d'autres feront du bénévolat dans des centres d'aide aux devoirs, dans les milieux vulnérables de Montréal ou dans les hôpitaux.

Quand on parle de créativité, les projets sont multifformes. Les jeunes choisissent alors d'apprendre une langue ou un instrument de musique, mais cet apprentissage doit se faire à l'extérieur de la structure scolaire. Et finalement, en ce qui concerne l'action, encore là, les choix sont nombreux. Ces dernières années, on a vu au Collège Jean-de-Brébeuf la fondation d'une antenne d'Amnistie internationale et la formation d'un groupe écologique.

En nombre d'heures investies, le programme demande un minimum de 150 heures. Mais Jacques Lemaire le cons-tate: «Il n'est pas rare de voir des jeunes aller beaucoup plus loin et faire de 400 à 450 heures.» Le tout se concentre dans les trois premières sessions, puisque la quatrième est consacrée à l'étude en vue de l'examen final.

Les anciens

Généralement, les diplômés du BI se retrouvent dans des carrières très intéressantes. Beaucoup d'étudiants vont demeurer dans le domaine universitaire. Plusieurs vont opter pour le cursus en médecine, mais on retrouvera aussi des diplômés du BI dans le monde des affaires et de la finance. Certains s'en iront à l'étranger, comme cet ancien étudiant qui est aujourd'hui à Harvard après des études en physique et en chimie, et qui se prépare à une brillante carrière. «De manière générale, les étudiants du BI se démarquent à l'expression orale et à l'écrit par une qualité d'argumentation particulièrement solide, précise M. Lemaire. Ce sont des étudiants très curieux intellectuellement et ça se reflète dans leur cheminement universitaire. Beaucoup atteindront la maîtrise et le doctorat.»

Finalement, le programme du BI permet aux étudiants de se mesurer à d'autres jeunes partout dans le monde. Les diplômés reçoivent une reconnaissance particulière lors de leur admission dans une université, qu'elle soit québécoise ou étrangère. Mais au-delà des bienfaits pédagogiques d'un tel programme, le BI forme des citoyens responsables, et ça, c'est déjà tout un programme!

Cégep François-Xavier Garneau

LE SOLEIL: La firme chargée de régler la crise à F.-X.-Garneau avait embauché la directrice – Mercredi 22 février 2012



Photothèque Le Soleil, Steve Deschênes
Selon Sylvie Fortin, directrice des communications du Collège Garneau, l'Association des cadres savait que la firme Melanson Roy et Associés avaient participé à l'embauche de Denise Trudeau (photo), tandis que l'avocat des employés émet des doutes.

Marc Allard, Le Soleil

(Québec) La firme choisie pour poser un diagnostic organisationnel dans la foulée du conflit entre la directrice générale du Collège François-Xavier-Garneau, Denise Trudeau, et la presque totalité des cadres du Collège, est la même qui avait participé au processus de sélection qui avait conduit à la nomination de Mme Trudeau. L'association qui représente les cadres dénonce la situation.

La firme en question, Melanson, Roy et Associés, un groupe-conseil en psychologie industrielle et développement organisationnel, fait partie d'Optimum Talent, l'entreprise qui avait évalué les candidatures pour le poste de directrice générale. Denise Trudeau occupe ce poste depuis janvier 2011.

Lundi, les membres du conseil d'administration du Collège ont reçu une lettre de Me Pierre Brun, l'avocat de l'Association des cadres des collèges

du Québec (ACCQ), qui s'étonnait qu'aucun d'entre eux n'ait soulevé «la question de ce conflit d'intérêts».

«Dans la mesure où ces consultants eurent été des personnes impartiales et crédibles, l'idée de procéder à un diagnostic organisationnel serait demeurée valide malgré tout, écrit Me Brun dans sa lettre. Mais, en l'espèce, le choix de ces personnes est tout à fait inacceptable.»

Hier, la directrice des communications du Collège Garneau, Sylvie Fortin, nous a indiqué que ni la présidente du conseil d'administration du cégep, Annie Bélisle, ni la directrice générale, Denise Trudeau, ne répondraient à nos questions.

Mme Fortin a néanmoins confirmé au *Soleil* que le conseil d'administration a voté le lundi 13 février une résolution pour mandater la firme, mais affirme qu'aucun contrat n'a été signé avec elle.

Joint au téléphone, Me Brun précise qu'il a été mis au courant deux jours après la résolution, alors qu'il était en compagnie de l'avocat du collège, Me François Barbeau. À cette occasion, les deux avocats ont eu une conférence téléphonique avec Francine Roy, qui devait travailler sur le dossier du Collège Garneau avec son associée, Danielle Melanson.

«Lors de la discussion, c'était clair pour nous que je m'adressais à la personne qui avait le mandat et que le processus était enclenché», dit Pierre Brun.

Médiation non amorcée

Dans sa lettre, l'avocat de l'ACCQ précise également que lors de sa conversation avec Mme Roy, celle-ci a estimé que le diagnostic organisationnel devait précéder la médiation, qui n'a toujours pas été amorcée au Collège Garneau. À ce moment, il ignorait toujours que cette firme avait participé au processus de Denise Trudeau.

Malgré plusieurs appels, hier, ni Francine Roy ni Danielle Melanson n'ont rappelé *Le Soleil*.

Selon Sylvie Fortin, les membres du conseil d'administration étaient au courant du rôle que Melanson, Roy et Associés (Optimum Talent) avait joué dans le processus d'embauche, qui était d'analyser les candidatures et accompagner le comité de sélection», qui prenait la décision finale.

L'avocat de l'ACCQ émet des doutes. Si «le conseil [d'administration] a été gardé dans l'ignorance, cela soulèverait de très sérieuses questions», écrit-il, ajoutant «qu'il est pour le moins très peu professionnel de la part de Mme Roy de ne pas avoir soufflé mot sur son rôle passé lors la conversation téléphonique que nous avons eue avec elle le 15 février dernier».

Hier, Valérie Plante-Lévesque, la responsable aux affaires internes de l'association étudiante du Collège F.-X.-Garneau, qui est aussi membre du conseil d'administration, a affirmé au *Soleil* que la résolution pour mandater la firme avait été adoptée à l'unanimité.

«L'information qu'on a eue, c'était que c'était une firme reconnue, réputée, qui était dans les meilleures dans le domaine, et on s'est rallié à cette position qui a été présentée par la présidente du conseil d'administration [Annie Bélisle]», dit-elle.

Mme Plante-Lévesque affirme que Mme Bélisle a indiqué que le Collège avait déjà fait affaire avec la firme, mais dit qu'elle ne se souvient pas si elle a précisé que Melanson, Roy et Associés (Optimum Talent) avait participé au processus d'embauche de la directrice générale. L'étudiante dit qu'elle n'y aurait cependant pas vu de conflit d'intérêts.

Deux autres membres du conseil d'administration, qui ont préféré ne pas être identifiés, ont toutefois assuré au Soleil qu'ils n'avaient pas été

informés de l'implication de la firme dans l'embauche de Denise Trudeau. «Si on l'avait su, dit l'une de ces sources, on aurait tout de suite soulevé le drapeau».

Depuis plusieurs mois, le Collège François-Xavier-Garneau traverse une période mouvementée. Sur les 26 cadres du Collège, 25 réclament la démission de Denise Trudeau. En ce

moment, cinq cadres sont en congé de maladie. Selon l'ACCQ, il s'agit d'une «crise sans précédent» dans le réseau collégial.

LE SOLEIL : Tensions au Collège Garneau: l'association étudiante défend la directrice – Merc redi 25 janvier 2012

Marc Allard, Le Soleil

(Québec) L'Association étudiante du Collège F.-X.-Garneau se porte à la défense de la directrice générale du cégep, Denise Trudeau, alors que la presque totalité des cadres du cégep réclament sa démission.

Mardi, l'Association générale étudiante du Collège François-Xavier-Garneau (AGECFXG) a réagi aux propos tenus dans une lettre que l'Association des cadres des collèges du Québec (ACCQ) a envoyée la semaine dernière à ses 1200 membres pour dénoncer le style de gestion «autoritaire» de Mme Trudeau et réclamer son départ.



Photothèque Le Soleil
Le Collège François-Xavier-Garneau, à Québec L'AGECFXG précise dans un communiqué qu'elle ne veut pas prendre parti dans le conflit opposant la directrice et l'ACCQ, qui représente 25 cadres du cégep sur 26. Mais l'association étudiante n'envoie que des fleurs à la directrice et attaque plusieurs fois l'ACCQ.

À «l'encontre d'une image autoritaire, l'attitude de la directrice générale nous apparaît affable et éthique», peut-on lire dans le communiqué. L'AGECFXG déplore que les décisions au cégep soient en ce moment entre les mains d'un «petit nombre de cadres» et estime que la directrice générale s'est mise sur la bonne voie en annonçant une tournée de consultations auprès des différents groupes de la communauté cégepienne.

«Nous, on n'a pas vu le portrait de sorcière que l'ACCQ a tracé d'elle», explique au téléphone Félix Gingras-Genest, le responsable des communications de l'association étudiante. Dans son communiqué, l'AGECFXG estime que «la réticence des cadres» envers Mme Trudeau et les changements organisationnels qu'elle propose s'explique plutôt par le fait que la directrice,

arrivée en janvier 2011, vient de l'extérieur du campus, «une pratique peu courante au collège». Le président de l'ACCQ, Jean Perron, se défend d'avoir attaqué personnellement la directrice dans la lettre qu'il a envoyée la semaine dernière aux 1200 membres de l'association et estime que la dénonciation des 25 cadres repose sur la manière dont la directrice gère ses relations avec eux et non sur une quelconque résistance au changement.

Mardi, Denise Trudeau a répliqué à la lettre de l'ACCQ en affirmant que les récriminations de la presque totalité des cadres qui souhaitent sa démission étaient «alarmistes». «Quand elle dit qu'on est alarmistes, remarque M.Perron, je voudrais juste dire que 25 cadres sur 26 qui vivent un conflit depuis au moins six mois avec leur patron, je ne pense pas que ce soit une situation qui est normale.»

LE SOLEIL : La directrice du Collège Garneau défend son leadership – Mardi 24 janvier 2012



Photothèque Le Soleil, Yan Doublet

Denise Trudeau, directrice générale du Collège François-Xavier-Garneau (photographiée ici avec son conseil lors d'une manifestation contre la hausse des droits de scolarité en novembre dernier), est «dorénavant l'unique interlocutrice» des récriminations des cadres du cégep.

Marc Allard, Le Soleil

(Québec) La directrice générale du Collège François-Xavier-Garneau, Denise Trudeau, estime que les récriminations de la presque totalité des cadres du cégep qui réclament sa démission sont «alarmistes» et que leur réaction est «démensurée».

En plein jour de rentrée, hier, Mme Trudeau a dû répliquer à une lettre que l'Association des cadres des collèges du Québec (ACCQ) a envoyée la semaine dernière au nom des 25 cadres du cégep sur 26 qui dénoncent le style de gestion «autoritaire» de la directrice. Obtenue par *Le Soleil* et d'autres médias, la lettre demande aux 1200 membres de l'ACCQ de ne pas postuler pour les postes affichés à Garneau.

Embauchée en janvier 2011, Denise Trudeau soutient qu'il est normal que son arrivée il y a un an à la tête du cégep ait causé des frictions avec les cadres, puisqu'elle succédait à l'ancien directeur général, Yves Blouin, qui était en poste depuis 2002 après avoir été longtemps dans la haute gestion de l'établissement. «Ne serait-ce que cela, c'est un changement organisationnel important, qui normalement s'avère [la] cause

de certains impacts», a expliqué Mme Trudeau, hier, au *Soleil*.

La directrice générale souligne qu'en prenant ses fonctions à la direction du Collège, elle a dû régler un conflit «extrêmement important» entre le Collège et le syndicat des enseignants. Cette «opération», dit-elle, a aussi bousculé les cadres du Collège.

À la suite des compressions budgétaires imposées par le ministère de l'Éducation dans les cégeps, Mme Trudeau dit avoir pris des «décisions qui peuvent aussi avoir affecté certains cadres du Collège».

«C'est une série d'événements, une conjoncture très particulière qui explique la situation», ajoute-t-elle.

Mme Trudeau confirme que cinq cadres du cégep sont en ce moment en congé de maladie. Mais elle dit qu'elle n'est pas en mesure de savoir si ces cas sont reliés aux tensions qui règnent entre la directrice et les 25 cadres.

«Tous les congés de maladie ne sont pas automatiquement liés à la situation», dit-elle. Deux remplaçants assurent présentement les intérim de directeur des ressources humaines et de la directrice adjointe au service des ressources à l'enseignement. Mme Trudeau a refusé de dévoiler la facture de ces intérim.

Questionnée à savoir pourquoi la presque unanimité des cadres du cégep souhaite son départ, Mme Trudeau s'est limitée à dire qu'elle est «impatiente» d'en discuter avec eux, afin de comprendre «la réalité derrière tout ça».

Elle dit avoir invité trois fois les cadres, en vain, à la rencontrer avec la présidente du conseil d'administration, Annie Bélisle. Vu la tension qui existait avec la directrice générale, les cadres n'ont pas voulu la rencontrer directement et ont demandé à l'ACCQ de les représenter devant le C. A.

Dans une lettre datée du 13 janvier que *Le Soleil* a obtenue, Mme Bélisle - qui n'a pas rappelé *Le Soleil* hier - a toutefois écrit au président de l'ACCQ, Jean Perron, pour lui mentionner que «dorénavant l'unique interlocutrice dans ce

dossier est madame Denise Trudeau, directrice générale», précisant que le C. A. et sa présidente n'accueilleraient plus ses «missives».

Médiateur

Pour l'instant, les deux parties s'entendent sur la nécessité de recourir à un médiateur, mais ne sont pas d'accord sur la personne qui sera choisie. La direction a proposé une ancienne employée de la Fédération des cégeps qui a représenté les collèges dans plusieurs dossiers de relations de travail. L'ACCQ veut que le médiateur soit choisi d'un commun accord et considère que la candidate suggérée ne répond pas à des critères d'impartialité.

Les représentants de l'ACCQ et de la direction du cégep devaient se rencontrer, hier, notamment pour discuter du choix d'un médiateur, indique Denise Trudeau. «Je ne nierai pas qu'il y a une problématique, dit-elle, mais je suis tout à fait optimiste quant à la suite des choses.»

«Climat de méfiance»

Une centaine de professeurs du Collège François-Xavier-Garneau ont signé une pétition, le 18 novembre, dans laquelle ils estimaient qu'un «climat de méfiance» s'était installé au cégep depuis le début novembre.

La pétition, qui n'émanait pas du syndicat des professeurs du cégep, était signée par 106 professeurs. Elle demandait des réponses à la suite d'une résolution que les membres du conseil d'administration ont adoptée à l'unanimité le 1er novembre qui appuyait la directrice générale, Denise Trudeau, dans ses démarches de «changements organisationnels».

«Comme le C. A. est frappé d'un huis clos et que nous n'aurons pas accès au procès-verbal de cette réunion, nous sommes condamnés à faire confiance, à attendre et, depuis peu, à vivre avec les rumeurs de toutes sortes», écrivaient les signataires.

Ces derniers se demandaient notamment si la réorganisation envisagée par Mme Trudeau allait avoir des conséquences sur «l'excellente réputation» du Collège.

«Peu à peu, à mesure que des bribes d'information circulent, plus ou moins orientées, un climat de méfiance s'installe», peut-on lire dans la lettre obtenue par Le Soleil.

Selon un professeur du cégep qui a préféré garder l'anonymat, la nature de cette réorganisation n'a pas encore été dévoilée par la directrice générale. Plusieurs employés du cégep s'attendaient à en savoir plus à la rentrée des profes-

seurs, il y a deux semaines, mais Denise Trudeau a seulement indiqué qu'il y aurait des consultations, sans plus, indique le professeur. «Ça demeure un mystère.»

RADIO-CANADA / QUÉBEC : Le Collège François-Xavier-Garneau secoué par une crise – Mise à jour le lundi 23 janvier 2012 à 16 h 47 HNE



Collège François-Xavier-Garneau

L'administration du Collège François-Xavier-Garneau fait face à une crise sans précédent. Selon l'Association des cadres des collèges du Québec (ACCQ), 25 des 26 cadres de l'institution réclament la démission de la directrice générale Denise Trudeau.

L'ACCQ a été saisie de la situation. L'Association reproche à Mme Trudeau de gérer l'établissement de façon autoritaire et sans respecter les valeurs du Cégep. L'ACCQ a fait parvenir une lettre à ses 1200 membres pour réclamer la démission de la directrice générale.

Selon l'ACCQ, une dizaine de cadres du Collège François-Xavier-Garneau seraient en congé de maladie ou auraient démissionné depuis l'entrée en poste de Denise Trudeau, il y a un peu moins d'un an.

La directrice souhaite le dialogue

La directrice générale défend quant à elle sa gestion de l'établissement. Sans donner de détails, Denise Trudeau fait savoir qu'elle souhaite effectivement changer la culture organisa-

tionnelle de l'établissement. Elle reconnaît que certains cadres ont de la difficulté avec les changements proposés, mais elle affirme qu'il s'agit d'une minorité. Denis Trudeau dément les chiffres avancés par l'ACCQ.

La directrice générale indique qu'elle souhaite le dialogue pour résoudre le problème.

Elle dénonce la sortie médiatique de l'Association des cadres, alors que les deux parties devaient se rencontrer lundi pour choisir un médiateur. « Je croyais que l'Association des cadres était de toute bonne foi dans cette opération-là. Je dois constater que cette bonne foi, elle semble pour ma part ébranlée. Ce sont d'énormes accusations », dit-elle.

Denise Trudeau a répliqué en faisant parvenir une mise en demeure à l'Association des cadres des collèges du Québec dénonçant sa prise de position.

De son côté, le président du syndicat des professeurs du Collège, Pierre Mercure, affirme que les relations de travail sont bonnes entre les enseignants et la directrice générale et qu'ils n'éprouvent aucun problème de communications.

Les commentaires (4)

Envoyé par [Stephane Gregoire](#) de Québec, 23 janvier 2012 à 18 h 26 HNE

Il s'agit ici d'une nouvelle qui a suscité peu de commentaires jusqu'ici. Mais considérant l'explosion du nombre de cadres dans la fonction publique et le secteur parapublic ces dernières années, ce n'est pas rien comme nouvelle. En effet nous verrons (et certains vivront) une augmentation du nombre de conflits de ce genre, conflits qui

par ailleurs, risquent de mettre en péril la qualité des services à la population. C'est déjà commencé dans la santé, c'est maintenant au tour de l'éducation, secteur dans lequel on est en train d'implanter le même système de gestion...

Y a t-il lieu de s'interroger sur la compétence réelle de ces gestionnaires?

Envoyé par [Jacques Hebert](#) de quebec, 23 janvier 2012 à 10 h 56 HNE

il me semble que quand il y a 25 personnes sur 26 qui demandent ta démission le message ne peut être plus clair.ces gens la ne sont pas tous et celles parti en maladie

Envoyé par [Patjo83 Patricia](#) de Québec, 23 janvier 2012 à 19 h 31 HNE *en réponse à Jacques Hebert de quebec*

Personnellement, je pense que les cadres résistent aux changements apportés à l'organisation. Ils ont effectués un pacte pour détruire la directrice générale. Je n'ai aucun respect pour ces cadres qui veulent saboter le cégep et à détruire l'image du cégep avec leur soit disant maladie et démission et encore plus à faire des déclarations publiques. De toute façon, une grande partie des cadres qui sont en congé actuellement n'avaient déjà aucune crédibilité auprès d'une grande majorité des enseignants. Ils ont été très incompetents sur plusieurs dossiers.

Envoyé par un utilisateur non divulgué, 23 janvier 2012 à 09 h 05 HNE

Ce commentaire a été retiré par le modérateur car il ne respectait pas la [netiquette](#).

LE SOLEIL : Collège Garneau: la démission de la directrice générale réclamée – Lundi 23 janvier 2012



Photothèque Le Soleil, Jocelyn Bernier
Denise Trudeau, directrice générale du Collège François-Xavier-Garneau

Ian Bussièrès, Le Soleil

(Québec) Qualifiant la situation qui règne présentement au Collège François-Xavier-Garneau entre la directrice générale Denise Trudeau et 25 de ses 26 cadres de «crise sans précédent dans le réseau collégial», l'Association des cadres des collèges du Québec (ACCQ) a demandé il y a quelques jours la démission de Mme Trudeau et recommande à ses membres de ne postuler sur aucun poste affiché dans l'établissement collégial de Québec.

Le pdg de l'ACCQ, Jean Perron, a fait parvenir cette semaine une lettre à ses 1200 membres pour leur expliquer la situation qui règne à Garneau.

«En tant qu'association professionnelle, il est de notre devoir de dénoncer les graves répercussions liées à l'imposition par la directrice générale d'une culture managériale autoritaire et non

respectueuse des valeurs de l'institution», écrit-il dans la lettre dont *Le Soleil* a obtenu copie.

M. Perron y dénonce aussi l'inaction du conseil d'administration du Collège dans cette crise qui durerait depuis l'été et s'inquiète des conséquences de cette inaction.

«Nul doute, nous sommes face à un sérieux risque de dysfonctionnement du cégep en entier si le conseil d'administration n'assume pas ses responsabilités dans les plus brefs délais», poursuit-il, soulignant que la situation s'était à ce point dégradée que l'ACCQ n'avait eu d'autre choix que de demander au conseil d'administration le départ de la directrice générale, qui aurait su faire l'unanimité contre elle dans sa propre équipe de gestion.

Le torchon brûle depuis plusieurs mois entre la directrice générale, qui est en poste depuis un peu moins d'un an, et 25 des 26 cadres du Collège.

Dans une présentation faite au conseil d'administration en décembre, des cadres ont exposé leurs récriminations quant au style de gestion de Mme Trudeau, qu'ils accusent entre autres de ne pas travailler en équipe et de ne pas soutenir ses cadres, de manquer de reconnaissance et de mal communiquer sa vision.

Les cadres se sont ensuite retirés du dossier pour le confier à l'ACCQ, qui a précisé qu'elle était prête à payer 50 % des coûts d'un médiateur.

L'ACCQ aurait souhaité que le médiateur soit neutre, objectif et choisi en consensus par l'ACCQ et la direction, mais la direction aurait plutôt choisi de nommer elle-même une médiatrice, une employée de la Fédération des cégeps

qui a représenté les collégés dans plusieurs dossiers de relations de travail.

Jean Perron indique également dans sa lettre qu'en raison de la crise qui sévit au Collège F.-X.-Garneau, plusieurs départs et congés de maladie auraient été notés au cours des derniers mois. Il cite entre autres les départs de plusieurs gestionnaires, le départ avancé de la directrice des études et une hausse vertigineuse des congés de maladie.

Selon les informations obtenues par *Le Soleil*, ce sont 5 des 26 cadres de l'établissement qui seraient présentement absents pour cause de maladie.

«Il s'agit d'effectifs qu'il faut évidemment remplacer dans la précipitation, parfois difficilement et à des coûts importants. Sur une équipe de gestion déjà réduite par rapport à des collèges de même taille, cette perte de plus de 30 % des compétences d'encadrement est profondément alarmante», indique M. Perron, qui encourage ses membres à ne poser leur candidature à aucun des postes affichés à Garneau d'ici à ce que le conflit soit résolu.

Le Soleil a tenté sans succès hier de joindre la directrice générale du Collège, Denise Trudeau. Quant à la présidente du conseil d'administration, Annie Bélisle, elle ne nous a pas rappelés.

La Fondation aussi atteinte

La crise a eu des répercussions jusque dans la Fondation du Collège, dont le président, Laurent Plante, a remis sa démission à la fin du mois de novembre après 37 années à l'emploi de l'établissement.

«Pour moi, la mission première d'une Fondation est de soutenir le Collège, et je ne me sentais

pas capable de soutenir un collège dirigé de cette façon-là. En 37 ans, j'ai vu plusieurs conflits, mais celui-là, je n'étais pas capable», a-t-il déclaré en entrevue au *Soleil*.

«Depuis le dépôt de ma lettre de démission, le climat n'a fait que se détériorer. Plusieurs cadres sont maintenant en congé et un autre a décidé d'aller travailler dans un autre collège dans un emploi de même niveau. Lorsque plus de 90 %

des cadres ne sont pas en accord avec la façon de gérer de la directrice actuelle et que cela affecte même la santé de plusieurs, il y a un problème majeur», résume-t-il.

JOURNAL DE QUÉBEC.COM : Direction : Climat tendu à F.-X.-Garneau – Dimanche 22 janvier 2012, à 23h03



Photo Daniel Mallard
Jean Perron

Cynthia St-Hilaire

L'Association des cadres des collèges du Québec (ACCQ) réclame la démission de la directrice générale du Collège François-Xavier-Garneau, Denise Trudeau.

Le président-directeur général de l'ACCQ, Jean Perron, dénonce « l'imposition par Mme Trudeau d'une culture managériale autoritaire et non respectueuse. »

M. Perron fait savoir que depuis l'entrée en poste de Mme Trudeau le 4 janvier 2011, cinq cadres ont démissionné et autant sont en congé de maladie.

C'est faux, répond la directrice générale. « Il faut nuancer. Je ne peux pas vous dire le nombre, mais ils ne sont pas dix, a-t-elle souligné. Certains ont pris leur retraite, d'autres sont en congé de maladie et on ne peut pas empêcher les gens d'aller travailler ailleurs. »

Médiation

Selon le pdg de l'ACCQ, la situation entre les cadres et la directrice générale a commencé à s'envenimer en août.

L'ACCQ a réclamé qu'un processus de médiation soit amorcé. « On était prêt à payer la moitié des coûts à la condition que le consultant choisi soit impartial. Le conseil d'administration a rejeté cette demande. »

Denise Trudeau assure qu'elle est complètement d'accord avec le processus de médiation. « Je crois au dialogue, je vais tout faire pour l'encourager, insiste-t-elle. Le conseil d'administration m'a donné le mandat de rechercher la meilleure ressource professionnelle pour cette médiation. »

Milliers de dollars

M. Perron s'attend à ce que cette histoire coûte des milliers de dollars au collège. « Ils vont faire affaire avec des chasseurs de tête pour trouver de nouveaux cadres. Et ils n'auront pas le choix de trouver des remplaçants à ceux qui sont en maladie. Dans ce temps-là, ils doivent payer en double.

« Pour la direction des études, c'est moi qui assume la tâche par intérim sans coût supplémentaire », répond Mme Trudeau, ajoutant qu'il est normal dans une organisation que des frais soient engagés pour le roulement de personnel.

La ministre informée

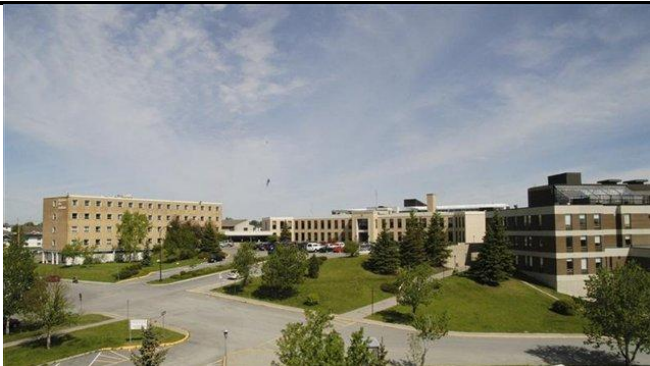
Le pdg de l'ACCQ enverra une lettre à la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, dans les prochains jours pour l'informer du climat qui règne au Collège François-Xavier-Garneau.

Mme Trudeau croit que le réel conflit n'est pas entre elle et ses cadres, mais plutôt avec l'ACCQ.

« C'est un problème avec la direction et l'Association des cadres. Moi, je travaille avec mes cadres, soutient-elle. Je suis en poste depuis seulement un an. Mon prédécesseur a été là pendant 20 ans. C'est un choc des cultures. »

Abitibi-Témiscamingue

RADIO-CANADA / ABITIBI-TEMISCAMINGUE: Baisse du nombre de demandes d'inscription au cégep – Mise à jour le jeudi 15 mars 2012 à 12 h 08 HAE



Le Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue, campus de Rouyn-Noranda (archives)

Si le nombre de demandes n'augmente pas au cours des prochains tours d'inscription, le cégep devrait compter une centaine d'étudiants en moins à l'automne prochain.

Le programme le plus affecté par cette baisse est techniques policières. Le directeur général du Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue, Daniel Marcotte, explique que l'École nationale de police à Nicolet refuse beaucoup de demandes d'inscription et que cela décourage les étudiants de vouloir devenir policiers.

Le directeur des communications à l'École nationale de police du Québec, Pierre St-Antoine, précise que l'établissement refuse une centaine de candidats chaque année parce que le programme est trop contingenté.

Le boom minier dans la région est aussi l'une des causes de la baisse d'intérêt pour techniques policières.

« La situation économique met de la pression sur notre clientèle. Les jeunes ont accès à des emplois immédiats et bien rémunérés. » – Daniel Marcotte, directeur général du Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue

Le nombre de demandes d'inscription en soins préhospitaliers d'urgence a également diminué au premier tour.

RADIO-CANADA / ABITIBI TEMISCAMINGUE: Le Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue reçoit 2,3 M\$ pour la recherche – Mise à jour le vendredi 10 février 2012 à 16 h 50 HNE



Le Conseil de recherche en sciences naturelles et en génie du Canada accorde une troisième subvention depuis 2009 au Centre technologique des résidus industriels (CTRI) du Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue.

La présidente du conseil de recherche, Suzanne Fortier, précise que l'aide financière de 2,3 millions de dollars est de cinq ans.

« On a ici le leadership, la vision et on a construit une base bien solide », explique Mme Fortier.

Le directeur scientifique du CTRI, Robin Potvin, indique que l'argent servira, entre autres, aux recherches sur la décontamination des eaux acides des minières qui ne sont plus en fonction.

« Il est certain qu'on va faire avancer la science, qu'on va avoir des solutions qui sont disponibles ou on va avoir amélioré des solutions existantes », croit M. Potvin.

Le Centre jardin du lac Pelletier a aussi contribué au projet, avec un montant de 500 000 \$, malgré le risque que la recherche représente. Le président, Steve Lalancette, souligne la qualité de l'équipe de recherche et la réputation du CTRI.

Le directeur général du cégep, Daniel Marcotte, rappelle que l'établissement ne se destinait pas à la recherche au départ.

D'ailleurs, même si le CTRI a le financement pour des projets, il manque toujours d'espace. M. Marcotte espère d'ailleurs que les subventions pour agrandir le bâtiment suivront.

RADIO-CANADA / SAGUENAY-LAC ST-JEAN : Des étudiants sur le piquet des syndiqués en lock-out de l'aluminerie Alma – Mise à jour le jeudi 19 janvier 2012 à 16 h 25 HNE



Les travailleurs en lock-out de l'aluminerie de Rio Tinto Alcan à Alma ont reçu un appui symbolique des étudiants du Cégep de Jonquière et de l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC) durant la nuit de mercredi à jeudi.

Un petit groupe de jeunes est venu manifester sur le piquet, aux côtés des syndiqués.

Un membre du comité exécutif de l'Association étudiante du Cégep de Jonquière, Mathieu Morin, croit qu'il est important que les jeunes se joignent aux travailleurs en lock-out.

« On les appuie dans leurs démarches parce qu'ils se battent, d'abord et avant tout, pour les jeunes avec la question de la sous-traitance, la question du plancher d'emploi », mentionne M. Morin.

La présidente de l'Association étudiante du Cégep de Jonquière, Kim Samson, voit déjà des répercussions du conflit. « J'ai un ami qui a déjà

prévu aider ses parents financièrement parce que son père travaille ici, dit-elle. Il ne prévoit pas avoir des mesures financières suffisantes pour les prochains mois et il a décidé d'aider son père et peut-être lâcher l'école aussi. »

Les travailleurs, dont Marc Côté, ont apprécié la visite des jeunes. « Si ces jeunes-là n'ont plus de place ici, plus de place honorable pour gagner leur croûte, ils vont s'expatrier, ils vont aller dans d'autres régions, ils vont prendre le bord de Montréal comme bien des jeunes font », souligne-t-il.

L'Association étudiante du Cégep de Jonquière souhaite demander à l'ensemble des étudiants d'appuyer les travailleurs en lock-out lors d'une assemblée générale prévue le 31 janvier.

Nouvel appui financier

La centaine de membres du syndicat Métallos des employés du chemin de fer Roberval-Saguenay a accepté, en assemblée générale, d'accorder un prêt sans intérêt de 50 000 \$.

Un montant est également réservé pour du soutien technique.

Le président du syndicat, André Deschênes, affirme que la lutte menée par les travailleurs d'Alma est importante pour tous, même si ses membres ont déjà accepté l'introduction de la sous-traitance lors de la dernière négociation.

« On n'était pas dans le même contexte qu'eux autres, soutient M. Deschênes. On ne regrette

pas ce qu'on a négocié, mais c'est un autre combat. »



Drapeau blanc dans les églises

Par ailleurs, les cinq églises d'Alma ont décidé d'afficher un drapeau blanc devant l'autel pendant toute la durée du lock-out chez Rio Tinto Alcan en signe de paix et de neutralité.

Le prêtre Jacques Fortin ajoute qu'une prière universelle sera prononcée chaque dimanche pour demander la réconciliation des deux parties. Le prêtre souhaite une entente rapide entre le syndicat et la multinationale, mais pas à n'importe quel prix. Il affirme que l'église ne peut pas rester indifférente et qu'elle doit s'impliquer auprès des paroissiens pour éviter que le conflit dégénère.

LBR.CA : Communiqué de presse : «Étudiants : on paie moins cher, on se montre la face !» - La Société de transport du Saguenay - Publié le lundi 9 janvier 2012 à 9 h 02



LBR.ca - Saguenay - 9 janvier 2012 - La Société de transport du Saguenay informe sa clientèle étudiante, qu'elle sera vigilante concernant la vérification des titres de transport étudiant et le contrôle des passagers qui bénéficient de ce tarif réduit.

A cet effet, dès aujourd'hui, la présentation de la carte étudiante avec photo est obligatoire et sera exigée à chaque embarquement.

Globalement, la STS estime à 200 000 \$ par année la perte financière liée à la falsification d'un titre de transport ou à une utilisation induite ou non justifiée de la tarification. La STS rappelle aux usagers d'être vigilants et de signaler les situations problématiques au (418) 545-2487. Les étudiants doivent obligatoirement présenter la carte d'étudiant avec photo accompagnée de la passe mensuelle.

Une carte mensuelle pour les étudiants à temps complet de tout âge coûte 48 \$, en comparaison au tarif adulte de 60 \$; un laissez-passer trimestriel revient à 44 \$ par mois, une économie pour les étudiants de 20 à 26 % sur le prix régulier.

De plus, tous les usagers du transport en commun peuvent se prévaloir d'un crédit d'impôt fédéral non remboursable. La grille tarifaire du

transport en commun de Saguenay est la plus économique au Québec.

La clientèle étudiante constitue 70 % du total des usagers de la STS. Ce sont des clients qui posent chaque jour un geste favorable pour l'environnement. 3 850 000 gestes par année ça compte ! Le tarif étudiant est un privilège. Qui a des privilèges, a aussi des devoirs. « **On paie moins cher, on se montre la face !** » sera un mot d'ordre diffusé dans le réseau étudiant de niveaux secondaire, collégial et universitaire et dans les médias.

Étudiants : il faut être prêt à poser un geste de plus.

-30-

Source :

Louise Malaison, conseillère en communication

lmalaison@stsaguenay.com
(418) 545-3683 poste 6438

Centre du Québec

RADIO-CANADA / MAURICIE – CENTRE DU QUÉBEC: Une nouvelle formation en robotique offerte à Victoriaville –Mise à jour le vendredi 17 février 2012 à 12 h 22 HNE



Robotique

Le Cégep de Victoriaville s'associe au Cégep de Lévis-Lauzon pour le lancement d'un programme d'études collégiales en robotique industrielle.

C'est la pénurie de main-d'oeuvre spécialisée dans ce domaine qui a incité les deux établissements à offrir cette formation.

Le programme de 615 heures accueillera ses premiers étudiants à l'automne 2012.

Selon Emploi Québec, plus de 90 % des étudiants formés en robotique industrielle se trouvent un emploi.

L'annonce de ce programme est bien accueillie par plusieurs dirigeants d'entreprises québécoises. « On a de la difficulté à l'interne à recruter de la main-d'oeuvre spécialisée pour concevoir et fabriquer des cellules robotisées. Le deuxième problème, c'est que nos clients ont des craintes à installer des robots sur le plancher de production parce qu'ils n'ont pas la main-d'oeuvre », explique le président AGT, Éric Bélanger.

LA VOIX DE L'EST : Des cours de cégep en anglais à Cowansville ? – Mardi 17 janvier 2012



photo Alain Dion

Les cours seraient donnés au département de l'éducation aux adultes de l'école secondaire Massey-Vanier, à Cowansville, mais pas réservés aux finissants de cet établissement.
Pascal Faucher, La Voix de l'Est

(Cowansville) Les anglophones de Brome-Missisquoi et de la Haute-Yamaska n'auront peut-être plus à s'exiler pour fréquenter un cégep dans leur langue.
La commission scolaire Eastern Townships sonde présentement les élèves de secondaire V et de l'éducation aux adultes du secteur anglais de l'école Massey-Vanier, à Cowansville, afin de voir s'il y a un intérêt pour y offrir des cours de niveau collégial dans la langue de Shakespeare, et ce, dès septembre.
Offerts sur cinq semestres, les cours aboutiraient à l'obtention d'un diplôme d'études collégiales en sciences humaines, soit le parcours dit «général». La commission scolaire s'inspire d'une expérience similaire menée avec succès depuis quelques mois à Huntingdon, en Montérégie.
«On est très enthousiastes, affirme la directrice générale d'Eastern Townships, Chantal Beaulieu. Pour contrer le décrochage, ça donne une option

de plus à nos jeunes.» Les cours permettraient aux élèves qui n'ont pas les moyens ou l'envie de déménager, ou d'étudier dans un établissement francophone, de faire leur cégep à proximité.
Première cohorte
À cause de leur bilinguisme, les jeunes anglophones des régions rurales du Québec sont plus susceptibles que les francophones de quitter leur coin de pays pour une grande ville ou une autre province et ne pas y revenir, indique Mme Beaulieu. «Même si le cégep n'est pas de notre juridiction, offrir les meilleures possibilités à nos élèves l'est.»
Le programme prendra son envol si au moins 25 élèves s'inscrivent pour la première cohorte. Les cours seront dispensés par des professeurs du collège régional Champlain, campus Lennoxville, un établissement public avec qui Eastern Townships collabore dans ce projet.

Montréal

HÔTELS, RESTAURANTS ET INSTITUTIONS : La chaîne hôtelière Sofitel choisit l'ITHQ comme partenaire pour son programme « School of excellence » - Jeudi 12 janvier 2012



De gauche à droite, Magali Laurent, directrice des ressources humaines de Sofitel Monde et Lucille Daoust, directrice générale de l'ITHQ lors de la signature officielle du 11 janvier dernier.
par Ginette Poulin
L'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec (ITHQ) fait maintenant partie des

15 établissements choisis de par le monde par la chaîne Sofitel World pour participer à son programme de perfectionnement institutionnel *School of Excellence*.
En vertu de cette entente, signée le 11 janvier dernier, les finissants des programmes de Hautes Études en gestion hôtelière internationale et de Gestion du tourisme et de l'hôtellerie qui répondent aux critères de sélection pourront être intégrés à un établissement Sofitel pour un stage rémunéré d'une durée maximale de 18 mois.
D'une durée de trois ans, ce partenariat vise notamment à combler l'importante pénurie de main-d'œuvre qui touche l'industrie hôtelière partout dans le monde. « Nous considérons ce programme comme un accélérateur de carrière pour les jeunes diplômés. *School of Excellence*

leur propose un apprentissage personnalisé, parrainé par un dirigeant, afin d'assurer une bonne intégration dans l'entreprise ; illustrant ainsi la volonté de Sofitel d'investir pour développer les compétences d'étudiants motivés à travailler à l'échelle internationale », souligne Mme Laurent.
« L'ITHQ est fier de pouvoir offrir à ses étudiants des lieux de stages haut de gamme et à la pointe des plus récentes technologies en matière de gestion hôtelière grâce à un partenaire de l'envergure de Sofitel », ajoute Mme Daoust.
Rappelons que Sofitel regroupe 120 hôtels et 30 000 chambres et suites dans 40 pays.

CANOE.CA : ITHQ : Comme New York et Shanghai – Mercredi 11 janvier 2012 17h50



© Joël Lemay / Agence QMI

Une assiette du menu royal de l'ITHQ, à l'occasion du passage du Prince William et de sa femme Kate en juillet dernier.
Charles Lecavalier, Agence QMI
MONTRÉAL – Montréal se hisse désormais au même niveau que New York, Lausanne, Shanghai et Honk Kong dans le domaine de l'industrie hôtelière grâce à un partenariat entre l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec (ITHQ) et la chaîne d'hôtels de luxe Sofitel, présente dans 40 pays.

Seulement 15 maisons d'éducation ont été sélectionnées pour ce prestigieux partenariat et l'Institut est l'unique représentant du Canada.
L'entente de trois ans permet aux finissants des programmes de gestion hôtelière de l'ITHQ d'être admissibles à l'école d'excellence de Sofitel.
«Le rayonnement de l'ITHQ dans le monde amplifie certainement la notoriété de Montréal, a indiqué Lucille Daoust, directrice générale de l'établissement. Nous faisons partie de l'élite des écoles hôtelières.»
Travailler à l'autre bout de la planète
Des étudiants finissants, comme Marie-Pier Hébert, ont désormais l'opportunité d'aller travailler à l'autre bout de la planète. «Ça m'ouvre beaucoup de portes, a dit la jeune femme. C'est une formation qui s'étend après l'école. Ça va me permettre, par exemple, d'aller dans un établissement en Chine et d'y travailler pendant un an.»
La direction de Sofitel a indiqué avoir été charmée par le bilinguisme du programme de l'ITHQ.
«Sofitel est une chaîne française et il est important pour nous d'avoir des ambassadeurs qui parlent le français, a expliqué Magali Laurent, directrice des ressources humaines de Sofitel Monde. Chez nous, peu importe où on se trouve

dans le monde, nous accueillons nos clients en disant "bonjour", et on les quitte en disant "merci".»
Réputation mondiale
C'est le troisième partenariat international de l'ITHQ. L'Institut est aussi l'un des 11 membres du très sélecte Leading hotels schools of the world et est partenaire avec la chaîne Relais et Château.
«Il y a une cohorte de 20 étudiants par années pour le programme de hautes études en gestion hôtelière internationale, a souligné Jens Bungardt, conseiller en affaires internationales de l'ITHQ. La sélection est très sévère et on peut penser qu'avec cette annonce, le programme va attirer plus d'étudiants étrangers.»

Quelques écoles réputées sélectionnées
MONTRÉAL – Quelques écoles d'hôtellerie réputées qui ont été sélectionnées pour un partenariat avec la chaîne d'hôtels de luxe Sofitel:
- Cornell University (États-Unis)
- Emirates Academy (Émirats arabes unis)
- Oxford (Royaume-Uni)
- Shanghai Business School (Chine)

UNIVERSITÉS

JOURNALDEMONTREAL.COM: Montréal: 10e meilleure ville au monde pour étudier - Mise à jour: mercredi 15 février 2012, 19H45





© Joël Lemay / Agence QMI / Archives
 Montréal est la 10e meilleure ville universitaire au monde, selon le palmarès Best Student Cities in the World 2012.

Sarah Bélisle / Agence QMI

Montréal est la 10e meilleure ville universitaire au monde, selon le palmarès Best Student Cities in the World 2012 publié mercredi par la firme britannique QS.

La métropole arrive après Paris, Londres, Boston, Melbourne, Vienne, Sydney, Zurich, Berlin et Dublin, mais elle est préférée à des grandes villes comme Barcelone, Singapour, New York, San Francisco, ou Tokyo.

La seule autre ville universitaire canadienne figurant dans le top 50 du classement QS est Vancouver, qui arrive à la 31e place.

La qualité de vie dont profitent ses résidents, de même que le grand nombre d'étudiants étrangers qui choisissent d'y poursuivre leurs études auraient fait notamment fait pencher la balance en faveur de Montréal.

LE DEVOIR : Universités québécoises - La fréquentation est en hausse... pour l'instant : «Le Québec demeure en retard en matière de scolarisation universitaire» _ Samedi 28 janvier 2012



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir
 L'inscription des étudiants à l'UQAM.

L'augmentation des droits de scolarité prévue au cours des cinq prochaines années — 1625 \$, peu importe le programme d'études — pourrait-elle affecter le taux de fréquentation?

Assia Kettani

Les universités au Québec sont de plus en plus fréquentées, se réjouit la Conférence des recteurs et principaux des universités du Québec (CREPUQ). Après avoir connu une hausse constante mais modeste depuis 1997, le taux de fréquentation des universités québécoises affiche pour la troisième année consécutive une hausse plus marquée: 3,8 % en 2009, 3,7 % en 2010 et 2,7 % en 2011. On doute toutefois de pouvoir poursuivre sur cette lancée.

Pour expliquer l'augmentation de la fréquentation dans le réseau universitaire, Daniel Zizian, président-directeur général de la CREPUQ, insiste sur trois facteurs importants.

«Premièrement, la courbe démographique du bassin d'étudiants potentiels est à la hausse», souligne-t-il. Deuxièmement, cet achalandage accru serait lié à l'implantation de nouveaux programmes par les universités. «Les universités font un effort constant pour répondre à l'évolution de la société: 78 nouveaux programmes ont ainsi été autorisés par le ministère de l'Éducation dans les cinq dernières années.» Et, enfin, il faut compter le fruit des efforts de recrutement des étudiants étrangers qui ont été déployés depuis plusieurs années, dont l'objectif a été atteint au-delà des espérances: alors qu'on visait une augmentation de 10 % du nombre des étudiants étrangers en 2008-2011, la hausse a atteint 23,5 %.

«La présence de ces étudiants étrangers est un atout pour le Québec, pour le système universitaire et pour la société de façon générale», souligne Daniel Zizian. Il s'agit d'un apport au niveau de la recherche, puisqu'elle ouvre davantage les étudiants québécois à l'international. C'est aussi un apport pour la société québécoise, puisqu'une partie de ces étudiants étrangers décide de demeurer sur place. Ceux qui retournent dans leur pays deviennent des têtes de

projet, tant au niveau de la recherche que de l'économie, et resteront des ambassadeurs à vie du Québec à l'étranger.»

La CREPUQ souhaite d'ail-leurs que soit reconnue l'importance du rôle des universités à l'égard des objectifs ambitieux du gouvernement en matière d'immigration. «L'accueil des étudiants étrangers cadre avec le projet d'immigration du gouvernement provincial, puisque c'est une des meilleures façons d'assurer l'intégration des immigrants dans le marché du travail. Les employeurs sont rassurés sur leur formation, et le temps qu'ils passent au Québec leur permet de mieux connaître le marché du travail et facilite leur intégration.»

En deçà de la moyenne canadienne

Mais le taux de fréquentation des universités québécoises a encore de la marge avant de pouvoir rivaliser avec celui qui prévaut dans le reste du Canada: le Québec demeure en deçà de la moyenne canadienne, et surtout derrière l'Ontario, qui affiche le plus haut taux de diplômés universitaires au pays.

En 2006, le taux de diplomation, tous cycles confondus, était de 21,4 % au Québec, contre 22,6 % au Canada et 24,7 % en Ontario, ce qui constitue un écart important, rappelle Daniel Zizian, considérant le fait que chaque point représente 66 000 diplômés. «Le Québec demeure en retard en matière de scolarisation universitaire. Nous souhaitons dans un premier temps atteindre la moyenne canadienne et nous visons ensuite à rattraper l'Ontario.»

D'autre part, l'écart entre les deux provinces s'est creusé au cours des 20 dernières années: en 1991, les taux étaient respectivement de 13 % et 14,6 %, soit un écart de 1,6 %, alors que l'écart est aujourd'hui de 3,3 %. «Nous avançons, mais l'Ontario avance plus vite. Il faut faire des efforts supplémentaires», poursuit Daniel Zizian.

Cet objectif de rattrapage risque pourtant de se heurter à l'évolution de la société québécoise. En effet, les prévisions de l'effectif étudiant universitaire du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport annoncent une augmentation jusqu'en 2014-2015, suivie d'un déclin jusqu'en 2025, en raison de la diminution du bassin démographique des étudiants.

Droits de scolarité et fréquentation

D'autre part, l'augmentation des droits de scolarité prévue au cours des cinq prochaines années — 1625 \$, peu importe le programme d'études — pourrait-elle affecter le taux de fréquentation? Pas forcément, selon la CREPUQ, notamment si cette augmentation s'accompagne d'une bonification des programmes de prêts et bourses.

Un avis contesté par la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), qui estime que l'augmentation prévue aura des effets inévitables sur la fréquentation universitaire des étudiants. Selon Martine Desjardins, présidente de la FEUQ, cette augmentation entraînera non seulement une baisse des effectifs, mais aussi une modification de la provenance des étudiants. «Il y aura moins d'étudiants issus des classes moyennes et défavorisées», explique Martine Desjardins. Les aides financières seront insuffisantes, selon elle, puisqu'une partie des étudiants n'ont pas accès à ces prêts. Les grands perdants seront ainsi les étudiants issus de la classe moyenne, dont les revenus sont trop élevés pour avoir accès aux bourses et trop faibles pour supporter une hausse des droits de scolarité. Pour preuve, Martine Desjardins cite l'exemple de l'Ontario, où l'augmentation des droits de scolarité a entraîné une modification du profil démographique des étudiants. «Dans les facultés de médecine, la proportion des étudiants issus de milieu modeste a baissé de 30 %», souligne-t-elle.çà

La question de l'endettement étudiant représente une autre ombre au tableau, puisque les étudiants seraient obligés d'emprunter. «Quelque 65 % des étudiants finissent leur bac avec une dette moyenne de 14 000 \$, rappelle Martine Desjardins. La perspective de s'endetter davantage est inenvisageable.»

Étudier en région

Autres grands perdants: les étudiants en région. En effet, alors que le niveau de scolarité des parents influence l'accès des étudiants aux études supérieures, les régions ne bénéficient pas d'une grande tradition de fréquentation universitaire. «En région, 70 % des étudiants sont des étudiants de première génération. En conséquence, les parents ont tendance à mal prévoir le coût réel des études», explique Martine Desjardins. En raison des déplacements souvent plus importants, le coût des études supérieures y est également plus élevé. «Les étudiants en région sont plus endettés qu'à Montréal. Par exemple, un étudiant en Abitibi cumule une dette moyenne de 16 000 \$ à la fin d'un bac.»

On devra donc s'attendre à ce que la courbe de fréquentation des étudiants à l'université, en hausse depuis près de 15 ans, connaisse un repli, qu'il s'agisse de droits de scolarité majorés ou de l'évolution démographique. Alors que l'avenir intellectuel et scientifique du Québec est en jeu, Daniel Zizian propose de redoubler d'efforts pour contrer ce mouvement et ne pas perdre du terrain. «C'est essentiel pour les universités de rester à la fine pointe de l'enseignement et de la recherche», estime-t-il.

LE DEVOIR : Le futur campus Outremont suscite déjà des craintes – Mercredi 1er février 2012

Jeanne Corriveau
C'est toujours le calme plat sur le site de l'ancienne gare de triage Outremont où l'Université de Montréal compte construire son campus des sciences. Mais dans les quartiers adjacents à ce vaste terrain, on s'inquiète déjà des effets qu'aura le projet sur le développement immobilier dans les secteurs environnants.

La Ville de Montréal a récemment annoncé son intention de mener une démarche de planification pour encadrer le développement des secteurs limitrophes au futur campus de l'Université de Montréal (UdeM). Un Plan de développement urbain, économique et social (PDUES) — qui s'apparente à un Programme particulier d'urbanisme (PPU) — sera élaboré au cours des prochains mois pour ensuite être soumis à la consultation en 2013.

Ce processus ne rassure pas les groupes de citoyens et les organismes des quartiers Petite-Patrie, Villeray et Parc-Extension qui ont décidé

de créer la Coalition Marconi-Beaumont pour défendre les intérêts des résidents. Plusieurs projets de condos de luxe sont en voie de se réaliser dans ces secteurs, notamment dans le bâtiment de l'ancien Institut des sourds et muets du Saint-Laurent, et la Coalition craint la multiplication de projets immobiliers de ce type.

«Les secteurs Alexandra-Marconi et Beaumont sont caractérisés par une activité industrielle en déclin et ils sont appelés à changer de vocation et à peut-être devenir résidentiels. Si la population et les organismes communautaires ne se mobilisent pas, on va avoir un développement qui fait fi des besoins des populations à faible revenu. On va seulement voir des projets de condominiums de luxe», souligne Andrés Fontecilla, de Solidarité Villeray.

La Ville assure qu'elle sollicitera la participation des citoyens et de la société civile dans le cadre du processus de planification. «L'enjeu n'est pas de procéder à une transformation systématique

du secteur du jour au lendemain. Il y a une mutation qui va se poursuivre à plus long terme en relation avec une bonne insertion du projet du campus Outremont», explique Lise Bernier, responsable de la planification détaillée des abords du campus Outremont à la Ville.

Retard sur le campus

Quant au projet campus de la gare de triage d'Outremont, il prend du retard. En septembre 2009, l'ex-recteur de l'UdeM, Luc Vinet, avait annoncé le début imminent des travaux d'infrastructure sur le site et le démantèlement des voies ferrées. Plus de deux ans plus tard, rien n'a bougé. «On devrait aller en appel d'offres sous peu pour la première partie, qui consiste à décontaminer et à réhabiliter les terrains, a indiqué hier Flavie Côté, du service des communications de l'UdeM. Mais pour l'instant, il n'y a pas encore d'action sur le site.» Le coût de l'ensemble des travaux d'infrastructures et de préparation du site est estimé à 120 millions de dollars.

LE DEVOIR : Université de Montréal - «Une troisième avenue pour les partenariats» : Le recteur oeuvre à mieux préparer les étudiants pour le marché du travail – Samedi 28 janvier 2012



Photo : Source Université de Montréal
Guy Breton, recteur de l'Université de Montréal
Martine Letarte

L'automne dernier, Le Devoir citait quelques passages d'un discours de Guy Breton, recteur de l'Université de Montréal (UdeM), dans lequel il déclarait que les cerveaux doivent correspondre aux besoins des entreprises et qu'il était convaincu que les universités peuvent mieux faciliter le travail des entreprises. Le recteur n'avait toutefois pas eu l'occasion d'expliquer sa pensée. Il le fait ici.

«Les gens ne veulent pas étudier pour étudier. Ils veulent étudier pour travailler. L'UdeM souhaite former des gens avec des cerveaux mieux alignés sur ce qu'ils veulent faire. Et cela ne s'applique pas seulement aux entreprises privées, mais aussi aux institutions, aux ministères, aux établissements de santé, aux organismes sans but lucratif, aux orchestres symphoniques, aux organisations sportives, etc.», explique Guy Breton, qui a reçu Le Devoir dans son bureau sur la montagne.

«Ça me fait sourire si on me reproche de former les gens pour qu'ils soient mieux outillés pour évoluer dans le milieu de travail qu'ils ont choisi. Le mandat de l'UdeM, c'est de former les gens, de leur donner les outils qu'ils veulent, de faire en sorte qu'ils soient le mieux préparés possible», renchérit le recteur.

À ceux qui craignent que l'université se mette ainsi au service de l'entreprise et des institutions, Guy Breton répond que les organismes subventionnaires protègent l'université. «L'UdeM a dépassé la barre des 500 millions de revenus annuels pour financer sa recherche. 85 % de ces fonds proviennent des organismes subventionnaires qui accordent des fonds aux meilleurs, qui

sont évalués par des comités de pairs. L'entreprise n'est pas impliquée du tout dans le processus. C'est seulement 15 % des fonds qui proviennent de contrats de recherche signés à la suite de commandes passées par des entreprises», explique M. Breton.

Le recteur de l'UdeM croit ainsi que l'université n'est pas tributaire de ces contrats. «Pour chaque contrat qu'une entreprise nous propose, nous avons toujours la possibilité de refuser. Ce sont les organismes subventionnaires qui financent la grande majorité de la recherche, et ce sont eux aussi qui rendent possible la recherche dans des secteurs moins prisés par les entreprises», affirme Guy Breton.

Une série de forums

Actuellement donc, soit les entreprises et les institutions sont écartées des projets de recherche, soit ce sont elles qui passent leurs commandes. Il n'y a pas d'entre-deux. «Les gens des entreprises, des institutions et des universités se connaissent, mais pas suffisamment. Il y a de grandes solitudes. Je crois qu'il y a moyen de faire autrement. J'aimerais qu'on arrive à mettre en place une nouvelle dynamique», affirme Guy Breton.

Le recteur lancera donc dans les prochains mois une série de forums sectoriels pour réunir des gens de l'UdeM, des entreprises et des institutions. «Je pense par exemple au domaine énergétique, au domaine de l'aérospatiale, aux nanotechnologies, etc. Je crois que nous pouvons mieux comprendre les besoins des gens des entreprises et des institutions et qu'ils peuvent mieux comprendre nos réalités. Par exemple, formons-nous adéquatement les gens qui dirigeront nos musées?», questionne M. Breton.

L'objectif de ces forums est de trouver de meilleures façons de collaborer entre l'université, les entreprises et les institutions. «Je crois qu'on peut arriver à développer un langage commun et à trouver une troisième avenue pour les partenariats», affirme le recteur.

Nouvelles formes de partenariats

Concrètement, ces partenariats nouveau genre pourraient prendre différentes formes. «Par exemple, nous pourrions nous allier à une institution pour recruter un expert étranger dans un domaine. Nous pourrions aussi créer des formations courtes et des stages pour des gens qui oeuvrent au sein d'institutions et d'entreprises», indique le recteur.

Prenez par exemple un haut fonctionnaire qui serait accueilli à l'UdeM pour une formation. «Il pourrait en même temps faire découvrir à nos étudiants le genre de carrière qu'il mène. Certains pourraient ensuite s'y intéresser. Ce genre de partenariat permettrait l'échange. Il y a un programme fédéral qui permet de faire ça, mais c'est encore peu utilisé», explique Guy Breton.

Le recteur souhaite ainsi que l'UdeM enseigne de moins en moins en vase clos. «Plutôt que de former les gens en se basant sur un modèle plus théorique, nous souhaitons les former en favorisant l'échange et les contacts. Nous voulons être plus soucieux de l'employabilité de nos étudiants, notamment en les aidant à se faire une bonne réputation à l'extérieur de l'université», explique Guy Breton.

Six étudiants sur dix de l'UdeM sont dans des programmes de formation disciplinaire comme l'histoire et l'anthropologie, pour lesquels il n'y a pas de marché du travail prédéterminé. «Il faut donc exposer ces étudiants à différentes réalités d'emploi pertinentes pour eux. C'est notre rôle, comme université, de bien les outiller», affirme le recteur.

Nouveaux programmes

Cette tendance à vouloir mieux outiller les étudiants pour le marché du travail se traduit également à l'UdeM dans le développement de nouveaux programmes aux cycles supérieurs.

Par exemple, le programme de maîtrise en musique-composition offre l'option musiques de film et multimédia. «L'UdeM, avec ses différentes écoles affiliées, offre la plus vaste gamme de programmes au Canada. Cette caractéristique nous permet de faire des ponts entre différentes disciplines. Ainsi, nous ajoutons à la formation de base des compétences transversales», explique Guy Breton.

Il affirme que c'est non seulement ce que les employeurs demandent, mais aussi, ce que les étudiants demandent. «L'étudiant veut par exemple devenir infirmier, mais en plus, développer des compétences en gestion, en santé publique, en toxicologie, etc. C'est donc ce genre d'amalgame que nous essayons de réaliser. Je crois d'ailleurs que les universités vivent un moment très excitant, puisque les jeunes et les moins jeunes ont envie d'apprendre. Les universités doivent donc profiter de l'occasion pour développer des initiatives intéressantes.»

L'UdeM compte 64 000 étudiants, dont le quart environ aux cycles supérieurs.

LE DEVOIR : Polytechnique - Un code de déontologie ne suffit pas!: «L'éthique appliquée à l'ingénierie ne s'enseigne nulle part ailleurs dans le monde occidental» - samedi 28 janvier 2012

Claude Lafleur
Les ingénieurs sortant de l'École polytechnique de Montréal sont probablement les seuls à posséder une bonne formation en éthique, rapporte Bernard Lapierre, coordonnateur de l'unité d'éthique de l'École polytechnique de Montréal.
«À ma connaissance, indique Bernard Lapierre, l'éthique appliquée à l'ingénierie ne s'enseigne nulle part ailleurs dans le monde occidental. Et chez nous, ce cours est obligatoire pour tous les étudiants. C'est dire qu'il n'y a pas d'étudiants qui sortent avec un baccalauréat de la Polytechnique sans avoir suivi ce cours-là.»
Ce philosophe et éthicien s'empresse d'apporter une nuance intéressante. «Il faut savoir que l'éthique, dans le monde anglo-saxon, c'est de la déontologie pour nous.
On voit donc dans les universités américaines qu'il se donne des cours d'éthique, mais ce sont en réalité des cours de déontologie.»
La déontologie, explique-t-il, est un système de normes et de points de repère qui régularise nos comportements, par exemple au sein d'une entreprise. Par contre, aucun système de normes, si élaboré soit-il, ne peut prévoir toutes les éventualités. Et c'est là qu'entre en jeu l'éthique. «Il s'agit de jeter un regard critique sur les systèmes normatifs en vue de prendre des décisions dans des situations délicates», résume M. Lapierre.



Photo : Source École polytechnique
Bernard Lapierre, coordonnateur de l'unité d'éthique de l'École polytechnique de Montréal
Éthique et déontologie
C'est ainsi qu'un bel exemple de l'écart qui sépare parfois la déontologie de l'éthique nous

est donné ces jours-ci, avec l'embauche de Nathalie Normandeau par la firme d'experts-comptables Raymond Chabot Grant Thornton. Il se peut fort bien que l'ex-ministre respecte à la lettre le code de déontologie s'appliquant, sans toutefois avoir un comportement éthique. (Notons ici que nous ne portons pas de jugement, mais posons la question.)
C'est dire que dans les écoles de génie, les étudiants suivent des cours de déontologie, mais pas d'éthique. «"L'éthique", dans le monde anglo-saxon, ça n'existe pas! lance en riant M. Lapierre. En fait, l'univers anglo-saxon fonctionne beaucoup selon des approches normées, alors que l'éthique appliquée, telle que nous l'enseignons à l'École polytechnique, n'existe pas en tant que telle.»
Il va même plus loin en soulignant qu'il y a parfois des cas où suivre la norme va à l'encontre de son esprit. «Un exemple très simple: en voiture, dit-il, la norme est de toujours rouler sur le côté droit de la route. Mais s'il se trouve un enfant sur la chaussée devant nous et qu'on poursuit sa course en appliquant la norme, on va alors à l'encontre du bon sens! Or, dans la pratique de l'ingénierie, il y a des situations où il ne suffit pas de se conformer aux normes. Il faut réfléchir et analyser la situation.»
«Dans notre cours, poursuit-il, nous postulons que la norme ne suffit pas toujours et qu'elle est même intrinsèquement imparfaite, puisqu'elle ne prévoit pas tout. Parfois même, l'appliquer à la lettre peut produire un effet négatif ou indésirable et contraire à son esprit.»
Un très beau cas qui se pose actuellement dans notre société: devrait-on procéder à l'extraction des gaz de schiste? Si on parvenait à réduire au minimum les impacts de cette extraction tout en maximisant les bénéfices pour la société, l'opération deviendrait-elle acceptable, ou demeurerait-elle, quoi qu'il en soit, irrémédiablement condamnable?
Comment donc nos futurs ingénieurs feront-ils pour analyser une situation complexe, pour réaliser qu'il s'agit là d'une situation délicate... d'une problématique éthique? pose le Pr Lapierre pour illustrer l'objet de son cours d'éthique. Et comment ensuite faire une analyse critique de la situation, puis prendre de bonnes décisions? «Ce n'est vraiment pas la même chose que d'ap-

prendre à appliquer un code de déontologie», dit-il.
Le cours de génie: le plus important?
Bernard Lapierre rapporte que la grande majorité de ses étudiants, qui sont dans leur 3e ou 4e année de baccalauréat, sont au début de son cours quelque peu déstabilisés par son approche. «L'ingénierie est un univers très formaté, très formel, dit-il. En utilisant les mathématiques, les ingénieurs cherchent à tout réduire sous la forme d'algorithmes. Or, dans notre cours, les étudiants sont déséquilibrés parce qu'il n'y a pas d'algorithme à appliquer, et souvent, il n'y a même pas une bonne réponse. Il faut souvent devoir décider collectivement de ce qu'on fera devant telle situation.»
Dans le fond, explique-t-il, son cours d'éthique plonge les étudiants «dans le monde réel». «Qu'est-ce que ça veut dire que de vivre en société? Pose-t-il. Qu'est-ce que ça veut dire que d'être responsable par-delà la déontologie? Qu'est-ce qui fait que l'on vit ensemble? etc.»
Pour réussir le cours, il ne s'agit pas pour l'étudiant de passer avec succès un examen, note le professeur. «Les étudiants doivent produire des travaux qui articulent une problématique d'ingénierie ou de technoscience en regard de l'éthique. Ils doivent démontrer qu'ils maîtrisent leur capacité à réfléchir à une situation.» Chacun fait ainsi une véritable démarche personnelle, raconte le professeur, puisqu'il est amené à se positionner, à prendre des décisions et à énoncer des valeurs qui sont les siennes.
«Nos étudiants apprennent donc à quoi ils carbureraient comme futur ingénieur, poursuit Bernard Lapierre, quelle est leur position et où ils s'en vont. Et qu'est-ce qu'ils pensent pouvoir faire et ne pas pouvoir faire...» Chaque étudiant est ainsi amené à se demander: «Qu'est-ce que je ne veux pas faire comme futur ingénieur?»
Au terme du cours, le professeur demande à ses étudiants d'évaluer la pertinence et l'intérêt de ce que lui et ses chargés de cours ont enseigné. «Nous récoltons un taux de satisfaction qui se situe entre 95 et 98 %, indique M. Lapierre avec satisfaction. Mais, surtout, certains étudiants vont jusqu'à dire qu'il s'agirait du cours le plus important de leur formation!»

UQAM

LE DEVOIR: L'UQAM met un frein à l'embauche: L'incertitude financière force l'université à retarder le recrutement de 77 professeurs - Vendredi 02 mars 2012

Lisa-Marie Gervais
Prétextant l'incertitude financière, l'administration de l'UQAM va mettre temporairement un frein au processus d'embauche de professeurs, a appris Le Devoir.
Le vice-recteur à la vie académique, Robert Proulx, a confirmé que des 154 postes de professeurs à pourvoir, 77 le seraient d'ici le 1er juin tandis qu'il y aurait un «étalement» des 77 autres, sans qu'on précise l'échéancier. «On ne sait pas quand, mais on a dit aux directeurs de département qu'on referait le point en septembre, quand on aura plus d'information sur le financement des universités», a dit M. Proulx.
«On ne veut pas s'endetter à ce moment-ci de 9 millions de plus», soit ce que coûtent les 77 postes.
Les différents départements ont appris la nouvelle vendredi dernier, lors d'une réunion convoquée d'urgence. Même si elle appréhende un déficit plus grand que prévu, la direction de

l'UQAM se défend de procéder à un gel d'embauche. «Il n'y a pas de moratoire et on ne sursoit pas à l'embauche des profs. Mais suite à l'examen des données du budget, on a réalisé qu'il y avait eu un comblement plus rapide que prévu des postes attribués aux départements, et là, on a des incertitudes au niveau du financement», a indiqué M. Proulx.
En 2009, le syndicat des professeurs de l'UQAM (SPUQ) avait obtenu, au terme de négociations qui s'étaient soldées par une grève, que plus de 100 nouveaux postes soient créés, le nombre de professeurs étant nettement inférieur à celui des autres universités. «Le défaut de l'UQAM, en plus de semer l'émoi chez les personnes qui ont déposé des candidatures à la suite de l'affichage de postes, aura un effet démobilisateur et déstructurant sur l'activité des départements», peut-on lire dans une lettre du SPUQ à ses membres.
Plan immobilier

Le syndicat des professeurs de l'UQAM est d'autant plus en colère que depuis plus de deux ans, selon lui, des dizaines de millions de dollars ont été «détournés» du Fond de fonctionnement vers les budgets dits d'investissements, «dont 18 millions à ce jour pour son controversé Plan directeur immobilier», écrit-il dans cette même lettre. «Le corps professoral de l'UQAM refuse que soient reportées les embauches. S'il faut se donner une règle de prudence en matière financière, le report du Plan directeur immobilier constituerait une mesure appropriée, pas le gel des embauches!»
Le vice-recteur à la vie académique ne croit pas que le plan immobilier pourrait attendre. «On travaille sur le plan immobilier parce qu'on n'a plus de place pour mettre les profs qu'on embauche. On les met un peu partout, mais ça ne crée pas un environnement intellectuel propice au développement qu'on souhaite», a expliqué M. Proulx.



LE DEVOIR : UQAM - En avant la musique!: «Nous nous attardons aux besoins actuels des musiciens» - Samedi 28 janvier 2012

Catherine Lalonde
Devant le programme de l'ancestrale Université McGill, dont les premières gammes en enseignement musical se sont jouées vers 1890, devant l'insatiable recherche de virtuosité du Conservatoire de musique depuis 1943, le programme de musique de l'UQAM est fort jeune. Et fort fier de la fougue, de la polyvalence et de la mobilité qui viennent avec cette jeunesse. Regard.

Le programme de musique de l'UQAM a débuté avec l'université même, rappelle Jean-Louis Gagnon, corniste et directeur des études. À l'époque, c'est l'École normale de musique de Westmount qui, par contrat de service, assurait la formation, avant qu'elle ne soit rapatriée intramuros en 1976.

«Auparavant, on essayait de tout faire, de tout enseigner, rappelle M. Gagnon. Au début, il y avait un tronc commun, mais chaque discipline s'est mise à tirer de plus en plus sur la couverture... et le tronc commun s'est mis à rétrécir. On était en train de se ramasser avec quasiment cinq programmes différents.»

Une refonte en 2008

Une grande refonte a donc eu lieu en 2008. André Villeneuve, compositeur, théoricien, maintenant directeur du département, estime que le programme a été revu de fond en comble. «On s'est assuré non seulement de tout changer, rappelle le directeur avec un chaleureux sourire, mais de donner au baccalauréat un sens global.» L'accent a été mis sur «un décloisonnement propre à l'enseignement de la musique dans les universités, si on considère l'autre modèle transmis par les conservatoires. Le contexte est très compétitif — plusieurs universités offrent ce

programme — et notre département est relativement jeune, si on le compare à l'âge très noble du conservatoire ou de McGill, qui ont davantage d'histoire et de moyens. Mais nous n'en sommes pas moins tenaces: il a fallu qu'on se redéfinisse très rapidement, et il est intéressant de voir à quel point cette compétition nous permet de déployer notre imagination et de cibler des créneaux que les autres établissements ne pensent pas saisir. Le fait que les structures évoluent beaucoup plus lentement que les manières de faire sur le terrain est une des choses qui nous préoccupent. Nous nous attardons aux besoins actuels des musiciens, qui sont différents de ceux d'un musicien des années 1940 ou des années 1970. Tout le programme a été conçu en fonction de la réalité extérieure.»

L'UQAM propose ainsi un baccalauréat en enseignement de la musique. Le programme, disponible là et à l'Université Laval seulement, est contingenté. Seuls 50 élus sont acceptés chaque année. «L'enseignement est la seule de nos concentrations où à peu près 8 étudiants sur 10 ne poursuivent pas leurs études, précise Jean-Louis Gagnon, parce qu'ils vont tout de suite travailler après leur bac.»

Ceux qui doivent jouer pour être heureux iront plutôt en pratique artistique, dans le volet de musique populaire ou classique. Par ailleurs, une majeure en musique permet «d'intéresser des étudiants qui ne veulent ni être enseignant, ni devenir instrumentiste de carrière», explique André Villeneuve. Ce peut être aussi une voie de service pour les acharnés qui auraient échoué l'audition en pratique artistique. «Certains étudiants, en travaillant très fort et en réussissant

leur majeure, peuvent repasser avec succès l'audition», indique Jean-Louis Gagnon.

En fin d'études

À l'UQAM, le concert usuel de fin d'études a été remplacé par un projet personnel. Pensé par l'étudiant, appuyé par deux professeurs et par l'établissement, ce projet est «une antichambre de la réalité musicale, précise M. Villeneuve. Ces projets varient selon les personnalités: ça peut être un questionnement sur la manière de jouer, ça peut être un concert, un travail de groupe en musique populaire, peut-être même la production d'un disque. Mais ce n'est pas axé strictement sur l'aspect pratique. On invite déjà nos étudiants à être attentifs à ce qu'ils veulent faire en tant qu'artiste.»

Le diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS) en musique de film est aussi particulier à l'UQAM. «C'est une des grandes voies d'avenir pour les musiciens, poursuit le directeur du département. Et, pour l'université, ça permet de répondre à l'esprit de modernité, à cette manière d'appréhender les arts avec de nouveaux outils.» Contrairement à l'élitisme du conservatoire, où la virtuosité est la seule voie, «on cherche à l'université à ouvrir un champ de possibilités franchement plus large. Si vous travaillez, ici on vous donne un coup de pouce.» Les entrées se font par audition, et les études peuvent bien sûr se poursuivre au-delà du premier cycle. C'est par là que sont passés les Catherine Major, Ariane Moffat et le premier violon de l'Orchestre métropolitain, Yukari Cousineau, entre autres, parmi «tous les musiciens de l'ombre que sont les enseignants en musique, qu'il ne faut absolument pas oublier!», conclut M. Villeneuve.

LE DEVOIR : Divorce entre la TELUQ et l'UQAM : La Télé-Université redevient une école supérieure autonome - Samedi 13 janvier 2012



Photo : Annik MH De Carufel - Le Devoir
Les locaux de la TELUQ dans un édifice de l'UQAM. L'établissement, basé à Québec, recouvrira sa pleine autonomie au sein du réseau UQ.
Robert Dutrisac

Québec — Après l'îlot Voyageur, une autre réalisation de l'ancien recteur de l'Université du Québec à Montréal, Roch Denis, est allée à vau-l'eau: le rattachement de la Télé-Université (TELUQ) à l'UQAM, intervenu en 2005, s'est soldé par un divorce.

Dans un décret publié dans la Gazette officielle mercredi, le gouvernement Charest, sous la recommandation de la ministre de l'Éducation, du Loisir et des Sports, Line Beauchamp, annule la mainmise de l'UQAM sur la TELUQ pour redonner à celle-ci de nouvelles lettres patentes lui conférant son statut antérieur d'école supérieure et, ainsi, sa pleine autonomie au sein du réseau de l'Université du Québec (UQ).

«Ce projet-là est tombé à un bien mauvais moment de l'histoire de l'UQAM», a souligné, hier, le directeur général de la TELUQ, Raymond Duchesne. Alors que la TELUQ, dont le siège social

est à Québec, est tombée dans le giron de l'UQAM, l'université montréalaise, ébranlée par le fiasco de l'îlot Voyageur, avait d'autres chats à fouetter que d'assurer le développement rapide du télé-enseignement, le but principal de l'union des deux établissements. «Le projet a peut-être manqué d'un peu de suivi et d'attention de la part de nos collègues de l'UQAM», a euphémisé le directeur général. La décision s'est prise «d'un commun accord», a-t-il précisé.

Un sentiment «partagé»

Le sentiment des professeurs de TELUQ est «partagé» devant ce changement, a indiqué le président du syndicat des professeurs et des professeurs de la Télé-Université, Franck Jovanovic. D'une part, l'UQAM, vu sa taille, représentait un avantage pour développer des cours et pour la recherche. D'autre part, l'UQAM semblait s'orienter vers un enseignement à distance traditionnel alors que les nouveaux moyens de communication transforment la pratique, a-t-il fait valoir.

C'est en mars 2010 que le conseil de gestion de la TELUQ adoptait une résolution afin de réclamer de la ministre le divorce d'avec l'UQAM. En mai 2011, l'Assemblée des gouverneurs de l'UQ recommandait à l'unanimité que la TELUQ redevienne une école supérieure. Après le décret publié hier, il doit s'écouler un peu plus de deux mois avant que l'établissement universitaire obtienne ce statut.

Devant les difficultés qui minaient l'union des deux établissements, le recteur Claude Corbo a commandé en 2008 un rapport à Pierre Brossard, qui recommandait l'intégration complète de la TELUQ dans l'UQAM. L'université a repris cette recommandation pour en faire sa position.

Un autre rapport, signé par Michel Gervais au début de 2010, recommandait au contraire que l'entité de télé-enseignement soit préservée et que l'UQAM en vienne à respecter les termes de l'entente originale. Comme l'UQAM a refusé de se conformer à cette recommandation, la TELUQ a demandé de recouvrer son ancien statut.

Le projet était bien ficelé, jugeait Michel Gervais mais il n'a abouti à rien, s'était-il étonné, «sauf à la frustration d'un des ses partenaires, au désintéret de l'autre, et à l'exaspération de la ministre». «Je n'arrive pas à trouver d'autre explication principale [à cet échec] que dans cet incroyable traumatisme qu'a représenté pour l'Université du Québec à Montréal le dévoilement du désastre financier de l'îlot Voyageur et du Pavillon des sciences», écrivait Michel Gervais.

En 2002, le projet de Roch Denis, qui jouissait de l'appui du président de l'UQ à l'époque, Pierre Lucier, avait suscité de sérieuses réticences de la part du conseil d'administration de la TELUQ et de sa directrice générale d'alors, Anne Marrec, qui avait proposé une association d'égal à égal avec l'UQAM. Mais les deux parties signaient une entente quelques mois plus tard.

Une école autonome

1972: Lancement d'un projet expérimental de télé-université sur le modèle de l'Open University de Grande-Bretagne, quelques années après la fondation de l'Université du Québec.

1992: Émission des lettres patentes qui confèrent à la TELUQ le statut d'école supérieure avec la double mission de l'enseignement et de la recherche.

2002: Début des pourparlers avec le recteur de l'UQAM, Roch Denis, en vue d'un regroupement des deux établissements.



2005: Envoi des lettres patentes supplémentaires, ce qui consacre le regroupement.
2010: Le conseil de gestion de la TELUQ réclame de la ministre le divorce d'avec l'UQAM.

2012: Émission de nouvelles lettres patentes qui font de la TELUQ une école supérieure autonome.
 Dotée d'un budget de 44 millions, TELUQ compte 18 000 étudiants dans les trois cycles universi-

taires, 70 professeurs et quelque 140 tuteurs et chargés de l'encadrement des étudiants, ainsi que 60 spécialistes de l'enseignement à distance.

Concordia University

THE GAZETTE: Former university president returns : Gets teaching job after \$700,000 payout – Tuesday, January 31, 2012

By KAREN SEIDMAN, The Gazette
 Quietly, almost stealthily, the woman Concordia University paid more than \$700,000 to leave has returned to the campus.
 Former Concordia president Judith Woodsworth - who left her position in December 2010 amid a maelstrom of controversy that plunged the university into chaos - came back this month to begin teaching French translation classes.
 Her return was marked by no publicity or announcements - a sharp contrast with her noisy departure just over a year ago.
 "There was no announcement because she's just a faculty member," said Cléa Desjardins, a communications official for Concordia.
 Woodsworth said on Monday she missed the contact with students and, rather than feeling any resentment directed at her, she is where "I rightfully belong."
 While the awkwardness of having a deposed president back as an educator hasn't raised any real opposition, it has raised at least a few eyebrows.

Woodsworth abruptly left about two-and-a-half years into her contract with a substantial \$703,500 severance package - on the heels of the equally mysterious departure of her predecessor, Claude Lajeunesse, who walked away with about \$1 million.
 "It's surprising that she would come back and that there's been no publicity," said Danièle Berthiaume, president of the Concordia University Support Staff Union.
 "Nothing was clarified; the mystery is still there, and now it seems she was given tenure along with the position of president."
 Woodsworth does have tenure - and a full course load - and said she has been warmly welcomed by staff, although a few students have asked questions about her former position.
 Erik Chevrier, a board of governors representative for the Graduate Students Association, said he finds it strange that she's back after she allegedly was fired.
 "She's not capable of being president but they invite her back?" he asked.

But Lex Gill, president of the Concordia Student Union, noted that "being a university president and a teacher are two very different things."
 Maria Peluso, president of the Concordia University Part-Time Faculty Association, said the move is not so strange in the world of academia, where some administrators also teach.
 Desjardins said several administrators have returned to teaching duties at the university and that Woodsworth "was entitled to return to her academic position."
 For others, Woodsworth's departure and return are coloured by the controversy she sparked, the necessity for the temporary appointment of former president Dr. Fred Lowy as president, and the subsequent launch of major internal and external studies into governance at the university.
 Given everything that has happened, said Berthiaume, "I'm surprised she would even want to come back."

LE DEVOIR: Quartier Concordia - Plus qu'un quartier universitaire : «L'une de nos plus grandes réussites est notre intégration à la trame urbaine» - Samedi 28 janvier 2012



Photo : Source Université Concordia
 Le pavillon GM de l'Université Concordia, à la sortie de la station de métro Guy-Concordia
 Émilie Corriveau

Au cœur du centre-ville de Montréal, aux environs du campus central de l'Université Concordia, le quadrilatère que forment les rues Sherbrooke, Guy, René-Lévesque et Bishop est aujourd'hui en pleine transformation. Désormais désigné Quartier Concordia, ce secteur longtemps laissé pour compte voit ces jours-ci ses blasons redorés grâce aux efforts de l'institution universitaire.
 Confrontée depuis bon nombre d'années à une croissance qu'elle ne pouvait plus contenir, au tournant des années 2000, l'Université Concordia n'a eu d'autre choix que de réfléchir sérieusement à l'avenir de son campus du centre-ville. Plutôt que d'opter pour un simple réaménagement de ses espaces, Concordia a préféré miser sur un plan de développement plus durable.
 «Le plan, c'était vraiment de trouver une façon de non seulement agrandir le campus, mais également, de mieux s'intégrer dans le plan urbain de la ville de Montréal et de réussir à faire une différence dans un quartier qui avait été pas mal délaissé pendant des décennies», explique Clarence Epstein, directeur des projets spéciaux

et des affaires culturelles de l'Université Concordia.
 En collaboration avec la Ville de Montréal, en 2003, Concordia a donc organisé un concours afin de dénicher les maîtres d'oeuvre d'un plan d'aménagement qui saurait non seulement répondre aux besoins de l'université, mais également à ceux des Montréalais et des résidents du quartier.
 À l'issue de celui-ci, c'est la vision du Groupe Cardinal Hardy qui a été retenue. Un peu moins d'une décennie plus tard, la transformation du secteur est notable. Bien que toujours en développement, le campus Sir George William de Concordia, autrefois constitué de buildings épars et florissant au gré de la croissance de l'université, est en voie de devenir l'un des mieux intégrés à la trame montréalaise et l'un des plus tournés vers l'art.
Intégration urbaine
 «L'une de nos plus grandes réussites, c'est notre intégration à la trame urbaine. Notre défi premier, c'était de trouver une façon de diminuer la séparation physique entre la rue et l'université pour créer plus de transparence et de fluidité», soutient M. Epstein.
 Pour y parvenir, on a notamment pensé à aménager une piste cyclable traversant le Quartier Concordia au sud du boulevard de Maisonneuve. Celle-ci s'étend de la rue Saint-Hubert à l'avenue Greene et contribue à relier l'est et l'ouest du centre-ville. On a aussi entrepris des travaux de réaménagement du boulevard de Maisonneuve et de la Place Norman-Bethune en vue de favoriser les déplacements, d'uniformiser la chaussée et de verdier l'espace. À cela s'ajoutent des travaux de développement du réseau souterrain du quartier afin de mieux relier les édifices du campus et de permettre une plus grande fluidité des passants.
 «Le métro Guy-Concordia est le quatrième plus achalandé de la ville de Montréal. Il n'a pas reçu d'investissements importants depuis longtemps. Nous travaillons de concert avec la STM pour améliorer tous les éléments de cette station,

parce qu'elle est très présente dans le quotidien de notre communauté. Elle est la transition souterraine entre l'université et la ville. Nous travaillons beaucoup sur la signalisation et l'intégration de l'art public pour construire une relation beaucoup plus raffinée entre l'université et la métropole», précise M. Epstein.
Couvent et banque
 Dans le même esprit, on a également fait l'acquisition de la maison mère des Soeurs grises, ce qui a permis à Concordia de bonifier son campus.
 «Le fait que Concordia ait pu faire cette acquisition joue un rôle important dans le développement du quartier. Au départ, ce n'était pas prévu et nous étions assez limités en termes d'espaces verts. Cet ajout s'est avéré un élément fabuleux, parce que non seulement il nous a permis d'acquérir des espaces verts, mais également, d'inclure dans notre campus un élément patrimonial fort important», ajoute le directeur des projets spéciaux.
 L'édification d'un complexe de 17 étages, le Engineering, Computer Science and Visual Arts Building, la relocalisation de la John Molson School of Business dans le Molson Building et l'intégration de l'édifice historique de la banque TD Canada Trust au campus ont aussi joué un rôle important dans la revitalisation du quartier.
Tournée vers l'art
 Pour mettre en valeur ses nouveaux édifices, ses espaces verts et les lieux publics, Concordia s'est tournée vers l'art public. Cela se traduit par l'intégration de nombre d'éléments culturels sur le campus, notamment dans le réseau souterrain de l'université.
 «Pour nous, c'est très important d'utiliser l'art public pour passer notre message. Nous voulons exprimer à la communauté universitaire et au public en général que la culture est un élément enrichissant dans la vie, qu'elle est primordiale. Nous sommes le quartier où l'art public est le plus présent et nous sommes très fiers de cela», confie M. Epstein.
Perspectives



D'ici la fin de l'été 2012, l'aménagement de la piste cyclable et du boulevard de Maisonneuve sera terminé. Viendra ensuite le réaménagement des rues MacKay, Bishop et Guy, mais celui-ci n'est pas prévu avant 2013.

«On est toujours à l'étape des pourparlers préliminaires avec la ville pour voir dans quels délais il sera possible de faire le tout. C'est le prochain projet sur notre liste, mais les échéanciers ne sont pas encore tout à fait précis», note le directeur des projets spéciaux.

Le développement du Quartier Concordia devrait s'échelonner encore sur de nombreuses années. «C'est un projet qui n'a pas réellement de finalité, affirme-t-il. Éventuellement, le phasage [nombre de phases à réaliser] physique dimi-

nuera en importance, mais il y a aura toujours des améliorations ponctuelles à apporter à la signalisation, à l'éclairage, etc. C'est un quartier dynamique, qu'on ne doit pas laisser stagner.»

Si le projet d'aménagement du Quartier Concordia est encore en plein développement, il répond déjà aux attentes que s'était fixées l'institution universitaire, notamment améliorer l'utilisation des espaces extérieurs, favoriser les relations entre la communauté universitaire, les résidents du secteur et les citoyens, optimiser la circulation dans le périmètre de l'université, ainsi que bonifier la qualité de vie sur le campus.

«Déjà, la vie de tout le quartier est transformée, souligne M. Epstein. La circulation est plus fluide et la communauté universitaire apprécie beau-

coup plus l'environnement qu'elle fréquente au quotidien. De ce côté-là, il n'y a aucun doute! Quant aux gens qui habitent le quartier, ils voient naître depuis quelque temps de nouveaux cafés, de nouveaux restaurants, de nouvelles galeries d'art. Leur qualité de vie s'améliore. Pour nous, tout cela, c'est très motivant et très positif. Le projet répond tout à fait à nos attentes et bien plus encore!»

Pour plus de détails sur le Quartier Concordia: www.concordia.ca/about/major-projects/quartier-concordia/

THE GAZETTE : Students advised to 'cite the site' : Advocacy coordinator wants Concordia's revised plagiarism policy to include intent – Friday, January 27, 2012

By KAREN SEIDMAN, The Gazette

University students who don't want to be branded as cheaters need to remember a few simple words: always cite the site.

They call it cut-and-paste plagiarism and it is the most common form of cheating at universities - and even students who are more careless than malicious can find themselves charged with academic misconduct.

Advocacy coordinator Lisa White is hoping Concordia University's revised policy on academic integrity will take that into account.

She doesn't want to see sloppy students punished the same way as students who knowingly use information without proper attribution.

"There are a lot of ways students can get into trouble inadvertently," said White, who works for the Concordia Student Union, explaining they may cite a source but then forget quotation marks.

"Maybe they didn't paraphrase appropriately but even though efforts were made to cite the source, these students can still be charged because there is no intent in the code.

"There are a lot of cases like that and the code doesn't make allowances for effort."

These students, she believes, have made a careless mistake that should be reflected in their marks - but they should not necessarily face more serious sanctions.

White hopes Concordia's revised policy will include intent, as does the plagiarism policy at McGill University.

On the other hand, shouldn't students know the difference between right and wrong?

The plagiarism code at Université de Montréal, for example, expressly states an infraction can be committed whether it occurs intentionally, through carelessness or negligence.

"Intent is a very hot topic," said Catherine Bolton, associate dean of student academic services at Concordia. "It's a valid point and I know other codes do have it.

"But intent is very difficult to prove - very few students say, yes, I intended to do that."

Although McGill acknowledges intent, said Jane Everett, dean of students, the onus is on students to show there was no intent.

"There is right and wrong," she said. "Copying without attributing is just wrong, so some universities don't have intent" in their codes.

Another issue: clarity. Are professors clearly stating their intentions and directions for course work?

Almost all course outlines contain information about plagiarism, which is an improvement, Bolton said.

Concordia is reporting an average of about 280 cases a year. McGill had 210 cases last year, the Université du Québec à Montréal reported just under 200 cases that resulted in sanctions, while U de M had 175 cases.

In 2007, the Canadian Journal of Higher Education reported 53 per cent of nearly 15,000 Canadian undergraduates admitted to cheating on written work at least once in the prior 12 months.

For those who are caught, the outcome can be devastating. Sanctions range from reprimands to failing grades for a paper or exam or the whole course, a requirement of additional credits, suspension or even expulsion.

"If you're expelled, it goes on your internal and external record so it's pretty serious," White said.

"That's why we are really pushing for intent to be included, because it makes the adjudication of cases fairer."

McGill University

THE GAZETTE: McGill principal Heather Munroe-Blum will leave controversial legacy: Hailed by some for making university better, Monroe-Blum's departure welcomed by others – Thursday, February 16, 2012



Photograph by: Dave Sidaway , Gazette files
"When you call the police you don't tell them how to do their job," McGill principal Heather Munroe-Blum earlier told The Gazette's editorial board.

By KAREN SEIDMAN, Gazette Universities Reporter

MONTREAL - McGill University principal Heather Munroe-Blum says she will leave her position - as planned - at the end of her second term in 2013. News of her departure comes at what has been a tumultuous time in the university's history. Critics who have denounced what they say is a growing authoritarianism on campus will cheer, while others will lament the loss of a qualified leader.

In a brief interview on Monday, Munroe-Blum - who has been principal since 2003 - said she had always intended to serve two terms.

University officials say there is no connection between the continuing dissension on campus and her planned departure.

In fact, to accommodate the school year, Munroe-Blum's contract was extended six months - to June 30, 2013 from Dec. 31, 2012. That will mark the end of her tenure as principal and vice-chancellor of McGill.

She has overseen McGill at a time when its international reputation has flourished - it placed 17th worldwide in the QS World University Rankings and has consistently been in the top 25, as well as being top-ranked by Maclean's magazine. But recently, the campus has been plagued by protests and a protracted labour dispute - and news of her impending departure had some tongues wagging.

For Kevin Whittaker, president of the McGill University Non-Academic Certified Association, which was on strike for most of last semester - and whose members were barred from campus with an injunction - Munroe-Blum's exit cannot come too soon.

"She can still do a lot of damage in 18 months," he said. "She's really not liked on campus."

Not everyone agrees.

"The school, under her guidance, has strengthened its position and reputation as one of the world's elite higher learning institutions," said Anthony Depatie, a commerce student at McGill.

"I'm kind of sad because I feel she's very qualified," said Kayla Herbert, an English literature student who opposes the tactics of students who stage occupations as a means of protest.

"She's done a lot for McGill's profile and private funding. I know some students don't like that, but private funding really helps the school."

Munroe-Blum took a lot of heat last fall when a brief student occupation of the James Administration building resulted in riot police arriving to evict the students.

Some students and staff charged that violence and pepper spray were unnecessarily used on students, and critics said the incident underscored a new hardline attitude on the part of administrators.

In response, Munroe-Blum asked Daniel Jutras, the dean of law, to carry out an investigation - and was promptly criticized for not having chosen a more independent candidate.

Brendan Gillon, past president of the McGill Association of University Teachers, acknowledged he might have looked for someone "more removed" from McGill for the investigation.

At the same time, he said Munroe-Blum has done a good job of "raising funds and the profile of the university."
 Last week, a five-day occupation of the administration building further illustrated some students' unhappiness with the way the university operates.
 The students forced out staff over a dispute about the way a referendum was handled to provide funding to two campus organizations.

The students' peaceful departure on Sunday morning was quickly followed by new, tough measures regarding protests on campus, for which Munroe-Blum's administration was once again criticized.
 Whittaker believes the criticism is deserved.
 "There's a very fearful environment on campus now. The administration runs everything and if you step out of line there will be consequences."

Joel Pedneault, vice-president of external affairs for the Student Society of McGill University, said the perception is that Munroe-Blum's administration "has taken power away from faculty and support staff, the people who really make the university function."
 And, he said, she didn't win over students by being "one of the most active proponents of tuition increases."

THE GAZETTE.COM : Food resupply effort foiled; McGill University occupation enters Day 3 : Security guard said to have cut off rope with a bucket being lowered from sixth-floor window – Tuesday, February 9, 2012 10:40 AM



Photograph by: Jan Ravensbergen
 THE GAZETTE

A group of about 50 students gathered outside McGill's James Administration Building to show support for a sit-in on the building's sixth floor Wednesday.

By Jan Ravensbergen, The Gazette

MONTREAL – The McGill University administration appears to have augmented its toolkit for discouraging and dampening dissent – brandishing some rather sharp edges in the process.

An attempt by outside supporters to provide food to a diminishing group of students occupying offices on the sixth floor of the James Administration Building since about 11 a.m. Tuesday was stymied about 9 p.m. Wednesday, according to the group's Twitter feed.

Outside supporters had been waiting with groceries to load a bucket on a rope that was being lowered from an open sixth-floor window at the James.

The jury-rigged resupply device was being wielded by one of about a dozen occupiers left among an original office-occupancy force of about two dozen for the building's top floor.

The resupply sortie failed, however.

"Our comrades and allies on ground retook the space inside the barricaded area from the security. We started dropping our bucket ..." according to one tweet.

But a subsequent tweet noted: "When the bucket was about 2/3 of the way down, a security guard reached out of a window to CUT OUR ROPE."

The ongoing tweets – from Twitter hashtag #6partylive – also reported a "quiet night" about 4 a.m. Thursday, after the self-described Partiers said they had turned down the volume on loud dance music.

Shortly before noon Wednesday, the last 22 protesters occupying the ground floor of the James had declared a partial victory, amid an orderly withdrawal from the building, after McGill security officials had blocked their access to food and toilets for more than 12 hours.

The group hunkered down on the sixth floor has enjoyed continuing access to rest rooms – and has vowed to continue its occupation until a dispute with the university administration over funding of two student groups is resolved to its satisfaction.

Moments after undergraduate sociology student Ariel Prado left the ground-floor protest Wednesday, with his cohorts still in the chilly air soaking

up vigorous cheering from about 50 supporters, he declared partial victory, reasoning that the core issue "has a lot more visibility now."

Gesturing to the group, he beamed.
 "Look at all these people," he said, adding that the ground-floor protest contingent had stuck it out "for 24 hours."

So what the protesters describe as a "[surprise resignation party](#)" entered its third day Thursday.

The James Building "remains closed this morning," university spokesperson Doug Sweet said early Thursday.

"I don't know what's happening with any talks" to end the standoff, he added.

Asked about the foiled food-resupply effort, Sweet responded, "Hauling stuff up by rope to the sixth floor is potentially dangerous and could damage the building," citing the possibility of "broken windows below."

Nobody, apparently, was struck or injured by the empty falling bucket.

With regard to the university administration's starvation strategy, Sweet said: "Students are free to go and get food, although they won't be allowed back into the building."

Supporters of the protest – including undergrads, graduate students, teaching assistants and professors – had staged an overnight, simultaneous sit-in and teach-in on the building's ground floor Tuesday into Wednesday while university security staff "left the doors open," philosophy student Amber Gross said.

"It was very cold" for that group, Gross said, adding that she got "about two hours" of sleep.

At its peak Tuesday night, Prado estimated that "about 75" protesters had been occupying the ground floor.

In a [live blog](#), the protesters said they are seeking the ouster of a university official – Morton Mendelson, deputy provost for student life and learning – as well as continued funding for QPIRG and CKUT. QPIRG is the Quebec Public Interest Research Group and CKUT is the student-run radio station. A separate site on Tumblr features "[communiqués from the 6th floor](#)."

QPIRG issued a [statement](#) Wednesday that it is "dismayed by the response to these students and their supporters thus far. Their demands have been entirely ignored, and there have been no earnest attempts to discuss or address those demands on the part of the McGill administration."

An [eviction notice](#) issued Tuesday afternoon by Anthony Masi, McGill's provost, said the students' "occupation of the premises may ... be a violation of the law."

Masi's statement added, "The university has not excluded any options regarding what actions it will take" to end the standoff.

Wednesday morning, Montreal police Constable Yannick Ouimet said there had been no request for municipal cops to enter the downtown campus or otherwise become involved in the situation.

"It's an internal problem" for McGill, he said.

One protester who remained on the sixth floor told The Gazette on Wednesday: "We know McGill is able to take a variety of measures, which include calling the police. We're ready to face whatever measures the university takes. We're here to stay."

He spoke on condition that his name not be published.

McGill has threatened disciplinary measures against the students involved.

Sweet, the university spokesperson, said there is "a lack of support on the issue (from among McGill students) and [outright opposition](#) to the tactics being employed" by the protesters.

The university had earlier announced the James would be [closed](#) Wednesday, with the majority of its staff of more than 200 working from home.

It followed with an [update](#) Thursday morning, in which it said the James window access by protesters had been obtained late Wednesday afternoon when protesters took possession of an office with a view used during a conversation with Jim Nicell, a McGill professor acting for the university administration. Nicell, associate vice-principal (university services) at McGill, has been holding discussions with some of the protesters.

The protest group's earlier statement said a campus confrontation has been gestating for months.

"Time and time again, the McGill administration has attacked student life, student space, and student autonomy," the statement said. "We saw this when the administration signed an exclusive deal with industrial food supplier Aramark and unilaterally closed the student-organized and beloved Architecture Café."

"We saw this attack from administration in their decision to isolate student clubs and services – by claiming exclusive ownership of the McGill name. And we see this now with the administration's refusal to recognize the results of the QPIRG and CKUT student referenda – only the latest instance of the administration's patronizing attitude toward students."

The Partiers, as the protesters refer to themselves, said they wanted to speak to McGill Principal and Vice-Chancellor Heather Munroe-Blum.

One protester on the sixth floor, who didn't want to give his name, said the group was prepared to stay in the office "partying" until Mendelson stepped down and the administration respected the results of a referendum that would ensure student control for funding to QPIRG and CKUT. Sweet said that referendum questions put to students last fall over the mechanism for funding the two groups were "ambiguous and convoluted."

"We've asked for them to go back and do it again," he said.

"The university," he said, "is not trying to deny funding to these organizations."

The protester, a third-year Arts student, said the demonstrators had barricaded one door, and a second was being monitored by members of their group.



The group had been live-streaming their occupation, with Sweet confirming reports from the protesters that incoming food from the campus group Midnight Kitchen had been turned back by university authorities.

The WiFi network at the James Building was turned off by administrators Tuesday night, he added, because "there's no university business being conducted in that building."

No classes have been cancelled because of the dispute.

Christopher Curtis and Sue Montgomery of The Gazette contributed to this report.

THE GAZETTE: Student-led occupation continues at McGill : Demand ouster of provost, funding for radio station – Tuesday, February 9, 2012



Photograph by: PHIL CARPENTER THE GAZETTE, The Gazette
The standoff began Tuesday, when two dozen McGill students sprang what they called a "surprise resignation party." At least 20 students remained hunkered down on the sixth floor of the James Administration Building on Wednesday.

By JAN RAVENSBERGEN, The Gazette

Deprived of food and access to bathrooms, 22 protesters left the ground floor of a McGill University administration building shortly before noon Wednesday.

But at least another 20 - with access to restroom facilities but with their incoming food blocked by university security guards - remained hunkered down on the sixth floor of the James Administration Building.

That group has vowed to continue its occupation until a dispute with the university administration over the funding of two student groups is resolved to its satisfaction.

Sociology student Ariel Prado declared a partial victory shortly after leaving the ground-floor protest.

The core issue "has a lot more visibility now," Pardo said.

The standoff began about 11 a.m. Tuesday, when two dozen McGill students sprang what they called a "surprise resignation party" on the sixth floor of the building.

Their supporters - including undergrads, graduate students, teaching assistants and professors - staged a simultaneous sit-in and teach-in on the building's ground floor, philosophy student Amber Gross said.

University security staff "left the doors open last night and it was very cold" for that group, Gross added.

The students are seeking the ouster of Morton Mendelson, deputy provost for student life and learning, as well as continued funding for QPIRG and CKUT - the Quebec Public Interest Research Group and the student-run radio station.

Wednesday morning, Montreal police Constable Yannick Ouimet said there had been no request for municipal police to enter the downtown campus or otherwise become involved.

"It's an internal problem" for McGill, he said.

University spokesperson Doug Sweet said there is "a lack of support on the issue (from among McGill students) and outright opposition to the tactics being employed" by the protesters.

The university announced the James Building would be closed Wednesday, with the majority of its staff of more than 200 working from home.

A protester on the sixth floor, who didn't want to give his name, said the group was prepared to stay until Mendelson stepped down and the administration respected the results of a referendum that would ensure student control for funding to QPIRG and CKUT.

Sweet said the referendum questions put to students last fall over the mechanism for funding the two groups were "ambiguous and convoluted."

"We've asked for them to go back and do it again," he said. "The university is not trying to deny funding to these organizations."

Sue Montgomery and Christopher Curtis of the gazette contributed to this report

THE GAZETTE: Two dozen students occupy McGill office : Claim university has 'attacked student life,' demand resignation of deputy provost – Wednesday, February 8, 2012

By JAN RAVENSBERGEN and SUE MONTGOMERY, Demanding that the university administration recognize results of a student vote last fall over funding of two student groups, about two dozen McGill students unleashed what they called a "surprise resignation party" on Tuesday.

The students occupied a sixth-floor office in the James Administration Building on the downtown campus.

The university responded with an eviction notice, but a group of about 23 students remained in the office in the evening.

In a prepared statement, the students said they are seeking the ouster of a university official - Morton Mendelson, deputy provost for student life and learning - as well as continued funding for QPIRG and CKUT.

QPIRG is the Quebec Public Interest Research Group and CKUT is the student-run radio station. "Time and time again," the statement said, "the McGill administration has attacked student life, student space, and student autonomy."

"We saw this when the administration signed an exclusive deal with industrial food supplier Aramark and unilaterally closed the student-organized and beloved Architecture Café."

"We saw this attack from administration in their decision to isolate student clubs and services - by claiming exclusive ownership of the McGill name. And we see this now with the administration's refusal to recognize the results of the QPIRG and CKUT student referenda - only the latest instance of the administration's patronizing attitude toward students."

An anonymous spokesperson said they're ignoring the eviction notice and will stay until their demands are met.

At 2: 15 p.m., the building's staff was escorted out of the building, according to the Twitter feed of the McGill Daily student newspaper.

The students live-streamed their occupation until they shut down to hold a meeting in private. Some members could be seen wearing wigs or cardboard crowns, or bandanas on their faces.

The protesters jumped up and down when they learned their hashtag was trending on Twitter.

"Should we open the door to let a journalist in?" asked one.

"I hate journalists," said another.

"But dude, it could be on the front page!"

"I don't really want to be in the news."

THE GAZETTE: The ever-changing value of a university 'A' : Grade curving; McGill policy upsets students – February 3, 2012 5:13 AM



Photograph by: JOHN MAHONEY

"Nobody likes the policy," of grade curving, says McGill University student Amanda Hadid (right), with classmate Amanda Lo. Hadid, a first-year student who hadn't earned a mark lower than 85 before attending McGill, now "jumps for joy" with a 70.

By KAREN SEIDMAN, The Gazette

Amanda Hadid knew that her management program at McGill University was going to be academically rigorous, but she wasn't prepared for how hard it is to get high marks, or how good it finally felt to get a B+ in one course last semester.

Nor was she prepared for how extremely bad it felt to have her best mark bellcurved down to a B. Ouch.

According to Webster's Dictionary, in education, grading on a bell curve is grading a group of examinations first using a numerical point system, then assigning the highest grade an A (assuming the ABCDF grading scale), regardless of its numerical grade (which can be failing). The average grade is assigned a C and the lowest fail (even if the numerical grade is passing). Typically, it is a statistical concept which distributes grades so that 68 per cent of students are average, and the rest are divided up on either side. It is most commonly used when overall marks have been particularly low.



Bell-curving down may not be common in most of academia, but it can happen at the Desautels Faculty of Management at McGill where the department decided to address the serious issue of grade inflation by establishing a policy forcing all class averages to be maintained between 65 and 74 per cent.

And while the goal is a noble one, many students question the department's policy and wonder if it is doing more harm than good. It seems to underscore what is already a bit of a sore point with McGill students - the perception that it is harder to get an A at McGill than elsewhere.

"Nobody likes (the policy)," said Hadid, a first-year student who had never seen anything lower than an 85 before McGill and now "jumps for joy" with a 70. "The feeling among students is that they make the exams extra hard because they would rather curve up than down."

Grade inflation - the tendency for academic grades to be higher - is a real problem throughout the academic world. The website gradeinflation.com has documented the phenomenon, showing that the average GPA in the U.S. rose to 3.11 in 2006-07 from 2.93 in 1991-92. Besides devaluing As, grade inflation makes it more difficult to identify truly exceptional students.

In the U.S., some believe grade inflation started in the '60s to help students avoid the draft for the Vietnam War. Since then, it has become a universal issue, and there are lots of reasons marks have started to creep upward: pressure from students and parents that high marks are needed in the competitive job market, or to maintain a scholarship, or to get into graduate school. With the prevalence of course evaluations and popularity of websites like ratemyprofessors.com, educators may feel they need to give high marks. Lots of As also encourage high enrolment and cash-strapped universities may push for that.

In 2004, Princeton University took a stand against grade inflation by establishing a policy that A grades had to account for less than 35 per cent of all undergraduate marks. Widely lauded for this position (although not widely copied), Princeton declared five years later that its policy was a success, that the percentage of As fell to 39.7 per cent in 2008-09 from 47.9 per cent in 2002-03.

Université de Sherbrooke (UdeS)

But there has been student backlash. The New York Times reported in January 2010 that Princeton students were less than thrilled with the new approach and that the fight against grade inflation was at their expense. The Daily Princetonian denounced it in an editorial, saying there were too many "harmful consequences."

Which brings us to McGill, where the management grading policy was also implemented in 2004 - and where it has also sparked student unhappiness.

During a process in 2010 called The McGill We Want, the Management Undergraduate Society did a survey and concluded that grading was "a weakness and received mostly negative reviews from students," adding that students "largely" did not favour the mandated average.

A second-year management student, who did not want to be named, also had an exam bell-curved down last year and said it's "a difficult pill to swallow."

He said the process left him with an overall A- rather than an A, but said the policy leaves students in the department feeling singled out (it's the only faculty at McGill with that policy), frustrated and feeling that "the university doesn't take merit into question."

Furthermore, he believes he's disadvantaged when competing with Concordia University's John Molson School of Business students, who he believes have much higher GPAs.

Dave Fortin, president of the MUS, said there are mixed opinions about the mandated average, but he believes there's also a lot of misunderstanding about it.

"It was a reaction to grade inflation and it allows our grades to really mean something," he said. "This way, the people at the top really deserve to be there and employers can differentiate between students."

That's very much what McGill says, too.

"Our level is very high and not everyone can get As," said Emine Sarigollu, associate dean of student affairs for management, which has 2,300 undergraduate students.

She said the mandated average solves grade inflation and grade parity between different sections of the same course. Despite the policy, she said the average GPA in management has remained roughly the same, about 3.1.

While she acknowledges that bell-curving down is probably frustrating, she doesn't think it happens often. And if exams are tough, she said, it's only to distinguish between excellent, good and mediocre students.

"There's no data saying our students are disadvantaged in any way," she said. "I think there's an appreciation among schools and employers for schools that are challenging."

Jeremy Cooperstock teaches Artificial Intelligence in McGill's engineering department and he's often been at war with the university over grading issues. He says the university has raised students' marks in his courses without justification and he argues grading has become "a corrupt practice in itself" and professors are not free to grade as they see fit.

"Universities see students as consumers and consumers must be satisfied," he said.

All schools are dealing with the pressure for grade inflation, said Stéphane Brutus, chair of the management department at John Molson.

"Student fees are increasing so students feel they deserve an A, there's the job market, keeping up scholarships." He said John Molson handles it by explaining standards for As and what typical class averages should be.

But mandated averages try to "fit everyone within that hypothetical curve and could lead to unfairness," he said. "If it's a class where everyone does well, then it has to be brought down."

And he said McGill students' perception that it's easier to get an A at John Molson simply isn't true. The average GPA at John Molson is 2.76, and he believes that's a pretty good indicator professors there aren't being too lenient.

As Princeton knows, it's sometimes hard to lead the way. McGill management's mandated averages may not be popular, but the policy does seem to be addressing the difficult issue of grade inflation.

"This is a good school and grades really mean something," said Morton Mendelson, deputy provost of student life and learning at McGill. "I think people know if you're coming from our BCom program, it's a credential worth having."

Even Hadid, grudgingly, can attest to that. "We're at McGill for a reason and there's no question people are impressed with McGill."

LE DEVOIR : Université de Sherbrooke - «Le monde est devenu multidisciplinaire» : Réussite et qualité de vie sont des maîtres mots - Samedi 28 janvier 2012



Photo : Source Université de Sherbrooke
Luce Samoisette, rectrice de l'U-niversité de Sherbrooke

Pierre Vallée

En poste comme rectrice depuis juin 2009, Luce Samoisette a d'abord chapeauté une importante consultation au sein de l'Université de Sherbrooke, qui a ensuite mené à la mise en place du Plan stratégique 2010-2015, lequel précise le développement futur de cette institution.

«Lorsque je me suis présentée à ce poste, explique Luce Samoisette, j'avais déjà fait quelques coups de sonde pour m'apercevoir que l'on ne devait pas élaborer une planification stratégique sans au préalable avoir mené une vaste consultation, et c'est ce qu'on a fait. Et nous avons voulu que cette consultation soit très vaste, non seulement auprès des membres de la direction et du personnel enseignant, mais aussi auprès du personnel de soutien et des étudiants. On a même consulté nos partenaires externes. Au fond, on a permis à tous ceux qui le voulaient de nous dire ce qu'ils pensaient de l'Université de Sherbrooke. Le bon comme le mauvais. Et de nous dire aussi ce qu'ils attendaient de l'Université de Sherbrooke.»

C'est cette vaste consultation qui a ensuite servi à l'élaboration du Plan stratégique 2010-2015. Ce plan est articulé autour de cinq axes principaux: ouvrir les frontières; renouveler l'approche distinctive en enseignement, en recherche et en création; mobiliser la communauté universitaire pour la réussite étudiante; contribuer au développement social, économique et culturel du Québec, notamment en Estrie et en Montérégie;

et finalement, se construire un milieu de vie de qualité.

Abattre les frontières

Il s'agit ici de deux sortes de frontières. «Il y a d'abord la frontière entre les disciplines et les formations. Aujourd'hui, le monde est devenu multidisciplinaire, on pense notamment à la recherche scientifique ou même aux soins de santé. On ne peut donc plus former uniquement en silo et il faut accepter l'influence des autres disciplines. D'ailleurs, un des éléments qui est ressorti de la consultation, c'est le besoin d'une plus grande multidisciplinarité. Il faut donc que nos programmes s'ouvrent davantage.»

La seconde frontière est internationale. «À l'international, ça fonctionne dans les deux sens. Il y a les étudiants étrangers qui viennent chez nous et nos étudiants qui vont à l'étranger. Cela vaut aussi pour les chercheurs et les professeurs. Mais avant de se lancer dans l'internationalisation, il faut se demander pourquoi on le fait et qu'est-ce qu'on veut en retirer. Et comme on ne peut pas être partout, il faut faire des choix. Il faut identifier les secteurs où l'on peut se distinguer et faire une différence. On y travaille pré-



sentement et on devrait en avoir une meilleure idée d'ici la fin de l'année.»

Et bien que la réflexion ne soit pas complétée, cette approche a déjà donné des résultats. «Depuis plusieurs années, nous avons développé des liens avec des institutions de la région Lyon-Grenoble dans le domaine des nanotechnologies. Cette collaboration a fait en sorte que le CRNS a choisi d'ouvrir une Unité mixte internationale de recherche ici à Sherbrooke. Des chercheurs français viendront donc travailler avec les nôtres dans un laboratoire sur notre campus.»

Présente et attentive à son milieu

Si aujourd'hui, dans le milieu universitaire, la concurrence est internationale, une université se doit aussi d'être pleinement impliquée dans sa région. C'est d'ailleurs ce que fait depuis de nombreuses années l'Université de Sherbrooke, qui a su tisser d'innombrables liens avec des partenaires régionaux. «Ces partenaires sont, par exemple, la Ville de Sherbrooke et d'autres institutions, comme le cégep, mais aussi des entreprises, parce que nous offrons beaucoup de

stages en entreprise. On établit des partenariats autant avec des organismes sans but lucratif que des multinationales. Notre intention est de renforcer et de multiplier ces partenariats, autant dans la région de Sherbrooke qu'en Montérégie, où nous sommes présents maintenant depuis une quarantaine d'années.»

Il faut aussi considérer les nouvelles réalités. «Il faut savoir s'adapter à la société actuelle. Par exemple, les jeunes n'apprennent pas de la même manière qu'autrefois. Les cours magistraux à trente étudiants n'ont plus la cote. Il faut donc aussi adapter la formation à cette nouvelle réalité.»

Un milieu sain favorisant la réussite

Un des aspects du Plan stratégique 2010-2015 est l'accent qu'il met sur la réussite étudiante. «Que la réussite étudiante figure dans le Plan stratégique n'est pas l'aveu d'un échec, notre taux de diplomation ne faisant pas problème. C'est plutôt une façon de rappeler que la réussite étudiante est l'affaire de tous et une façon de réaffirmer la priorité des étudiants.»

L'accent est aussi mis sur la qualité de vie, d'où la raison d'avoir intégré le développement durable au cœur du Plan stratégique 2010-2015. «Aujourd'hui, un travailleur, qu'il soit professeur universitaire ou qu'il exerce une autre fonction, ne cherche pas uniquement un chèque de paie en se rendant au travail, il cherche aussi un milieu de vie. C'est également vrai pour les étudiants. C'est la raison pour laquelle nous avons aussi fait le choix de la santé organisationnelle, afin de fournir un cadre de travail sain.»

Pour la suite des choses

Suite à l'adoption du Plan stratégique 2010-2015, la direction de l'Université de Sherbrooke a mis en place un Plan d'action pour son implantation. On a aussi mis en place un comité de suivi. «En juin prochain, le comité de suivi rendra son premier rapport. C'est à ce moment que l'on pourra savoir si les actions posées ont obtenu les résultats escomptés. Ce rapport nous permettra aussi de nous ajuster.»

UQTR

LE NOUVELLISTE : Au moins 3500 rendez-vous à la clinique de l'UQTR - Vendredi 03 février 2012

Vincent Gauthier, Le Nouvelliste

(Trois-Rivières) Un peu plus de deux ans après la construction du pavillon de la Santé, la clinique multidisciplinaire a officiellement été inaugurée, hier à l'Université du Québec à Trois-Rivières, consolidant du même coup la place de l'établissement en tant que chef de file au niveau de la formation de personnel en sciences de la santé.

Avec la mise sur pied de cette clinique, non seulement les étudiants d'ergothérapie, d'orthophonie et de soins infirmiers bénéficieront d'un environnement idéal pour participer à des stages, mais les différents services seront offerts à la population.

D'ailleurs, depuis septembre 2011, des services d'ergothérapie sont déjà offerts à une clientèle référée par la pédiatrie sociale ou des Centres de la petite enfance de la région. Puis, depuis le mois dernier, les services d'orthophonie sont également disponibles à la clientèle.

Pendant la visite de la nouvelle clinique multidisciplinaire du pavillon de la Santé de l'UQTR, Guylaine Beaudoin (du service des communications) et Nadia Ghazzali (nouvelle rectrice) ont reçu quelques explications de Kathleen Ferland, (spécialiste en soins cliniques des soins infirmiers) dans une des salles de pratique.

En tout, l'UQTR estime que la clinique pourra offrir environ 3500 rendez-vous annuellement, un nombre qui pourrait même tripler au cours des prochaines années.

Les services de soins infirmiers - donnés par des infirmières praticiennes spécialisées en soins de première ligne (IPS-SPL) - seront d'abord offerts aux employés actifs et retraités de l'UQTR avant d'être éventuellement mis à la disposition du public.

«C'est fantastique, car, avec ces 3500 rendez-vous, il s'agit d'une ouverture de services vers la population qui n'existaient pas auparavant», lance fièrement le doyen de la gestion académique des affaires professorales, Daniel Boisvert.

Stages attrayants

En ce qui concerne les étudiants et les programmes universitaires, la trentaine de locaux de la clinique permettra d'accueillir plus de 80 stagiaires par année, soit 16 en ergothérapie, 51 en orthophonie et une dizaine en soins infirmiers.

«Les places de stage, c'est un aspect très important. Dans bien des secteurs, ça constitue un goulot d'étranglement. Avec la clinique multidisciplinaire, on peut ainsi offrir des stages sur place et avec de vrais patients. Il s'agit d'une façon d'intéresser les étudiants à faire leur formation à l'UQTR puisqu'on va offrir un milieu

particulièrement stimulant», mentionne Sylvain Delisle, vice-recteur aux études de premier cycle et au soutien académique.

D'autre part, l'aspect multidisciplinaire de la clinique offrira un soutien à la recherche fondamentale et clinique à l'UQTR. Ainsi, en cohabitant dans les mêmes locaux, l'ergothérapie, l'orthophonie et les soins infirmiers «favoriseront le développement d'outils et de pratiques visant à répondre aux besoins de la population», estime Lucie Guillemette, vice-rectrice aux études de cycles supérieurs et à la recherche.

Pour Daniel Boisvert, l'inauguration de cette clinique répondra à trois besoins distincts. «La mission première de l'université, c'est d'assurer l'enseignement, par des stages de qualité. Deuxièmement, ça permet à la clientèle d'obtenir des services de qualité. Puis troisièmement, ça permet la recherche pour changer et innover les pratiques», énumère-t-il.

En plus de cette clinique, l'UQTR compte également sur celles de chiropratique, podiatrie, psychologie et kinésiologie/massokinésiothérapie.

Par ailleurs, il n'est pas impossible que d'autres disciplines s'ajoutent à l'ergothérapie, l'orthophonie et aux soins infirmiers à l'intérieur de la nouvelle clinique multidisciplinaire au cours des prochaines années.

«On pense qu'il y a la possibilité d'élargir la palette de services complémentaires. C'est un élément qu'on va certainement regarder avec intérêt», note M. Delisle.



Photo: Krystine Buisson

LE NOUVELLISTE : La nouvelle rectrice amorce son mandat - Vendredi 03 février 2012



Photo: Stéphane Lessard
La nouvelle rectrice de l'UQTR, Nadia Ghazzali.

Brigitte Trahan, Le Nouvelliste

(Trois-Rivières) La nouvelle rectrice de l'Université du Québec à Trois-Rivières, Nadia Ghazzali, a livré son tout premier discours à la communauté universitaire tôt, hier matin, pendant une heure. «J'aurais passé mon heure à serrer des mains», avoue-t-elle candidement. «Les gens sont curieux de connaître leur nouvelle rectrice tout comme la rectrice est curieuse de connaître les gens», a-t-elle dit à l'occasion de la conférence de presse qui a suivi cette rencontre.

Nadia Ghazzali a bien l'intention de donner d'autres poignées de main et surtout de tendre la main aux divers intervenants politiques et socio-économiques de la région. «Je vais rencontrer toutes les personnes qui sont impliquées dans notre région, Mauricie et Centre-du-Québec, les

personnalités politiques au niveau fédéral et provincial, les municipalités, les institutions d'enseignement. Je vais m'assurer qu'il y ait une très bonne collaboration avec les cégeps, les acteurs socio-économiques, les Chambres de commerce», dit-elle.

Mme Ghazzali tend la main tout particulièrement au maire de Trois-Rivières, Yves Lévesque, avec qui elle veut collaborer pour réaliser des projets dans la région.

«Vous allez me voir, je peux vous l'assurer. Je vais être très, très présente», dit-elle.

Présente, elle entend l'être d'abord sur le campus. On la verra notamment fréquenter la cafétéria et le Centre de l'activité physique et sportive, pas seulement parce qu'elle est une adepte de la course à pied et des sports, mais parce qu'elle

veut mettre en priorité, tout au long de son mandat, une attitude de grande proximité avec le milieu, tant sur le campus qu'en dehors du campus.

«C'est très important pour moi, cette proximité. Si l'on reste dans notre tour d'ivoire, ce n'est pas comme ça qu'on peut comprendre le vécu des gens», fait-elle valoir.

Bien installée depuis peu tout près de son nouveau lieu de travail, cette statisticienne native de Casablanca, au Maroc, arrivée au Québec en 1992 après des études en France, démontre un grand enthousiasme à l'idée de s'intégrer pleinement dans la communauté trifluvienne.

«J'ai hâte de connaître la boulangerie, la pâtisserie, le boucher. C'est très, très important pour moi», raconte la toute première rectrice de l'UQTR à être originaire d'un pays étranger.

Cette valeur de proximité avec la communauté se reflétera assurément tout au long de son mandat. «L'UQTR ne va pas travailler toute seule», fait-elle valoir. «Elle a besoin de tous les partenaires qui ont à cœur le développement de la région», dit-elle.

«À titre d'université de la Mauricie et du Centre-du-Québec, l'UQTR doit s'impliquer activement dans sa région, et ce, sur les plans social, culturel et économique. Elle doit entretenir des liens étroits avec les institutions d'enseignement, le milieu socio-économique, les partenaires, les instances gouvernementales et municipales», estime la rectrice.

Mme Ghazzali espère qu'il y aura plus de professeurs pour participer aux débats, dans les divers médias et pour donner des conférences. «Je

pense que c'est notre rôle, comme universitaires», dit-elle.

Mme Ghazzali souhaite que les professeurs soient ses alliés. «Je ferai tout pour ça dans l'intérêt de l'institution», dit-elle. «Il faut qu'ils m'aident. Les projets qu'on va mettre sur la table vont émaner de ces gens-là. On ne va pas leur imposer de là-haut», promet-elle.

La nouvelle rectrice n'était pas prête à révéler son plan d'action, hier, mais elle a expliqué qu'elle entendait mettre en place des stratégies pour bien positionner l'UQTR en recherche, augmenter le nombre d'étudiants aux cycles supérieurs et favoriser la reconnaissance des compétences des étudiants étrangers.

RADIO-CANADA / MAURICIE-CENTRE-DU-QUÉBEC : Inauguration d'une clinique universitaire multidisciplinaire en santé – Mise à jour le jeudi 2 février 2012 à 12 h 12 HNE



© iStock

L'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) a inauguré officiellement jeudi sa nouvelle clinique universitaire multidisciplinaire en santé.

Cette clinique sera la première au Québec à accueillir des superinfirmières. On y trouvera également des professionnels en ergothérapie et en orthophonie, ainsi que des infirmières praticiennes de soins de première ligne.

La clinique est ouverte depuis septembre, mais les services se sont ajoutés graduellement.

Les étudiants qui effectuent leur stage à cette clinique travaillent sous la supervision de professionnels.

Lynne Thomassin est la coordonnatrice de la clinique multidisciplinaire en santé.

Clientèle cible

Les soins en ergothérapie sont offerts aux enfants de moins de cinq ans qui sont référés le plus souvent par un médecin, un centre de la petite enfance (CPE) ou un milieu scolaire.

Les soins en orthophonie sont aussi offerts aux enfants, mais ils seront aussi offerts à d'autres clientèles à partir de l'automne.

Le temps de stage des superinfirmières sera limité à une journée par semaine. Les étudiants soigneront d'abord le personnel de l'université et les retraités.

Le grand public n'aura pas accès à ces services.

L'EXPRESS DE DRUMMONDVILLE : La rectrice de l'UQTR entre officiellement en fonction - Nadia Ghazzali trace les grandes lignes de son mandat – Jeudi 02 février 2012

Dans le cadre d'une première rencontre officielle avec la communauté universitaire, suivie d'un point de presse devant les représentants des médias, la rectrice de l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR), Nadia Ghazzali, a tracé les grandes lignes de son mandat, partagé certaines réflexions relatives au type de leadership qu'elle entend exercer et fait état des orientations pour les prochains mois. Rappelons que Mme Ghazzali est entrée en fonction le 1er février 2012, pour un mandat de cinq années.

« L'UQTR se présente comme une université dynamique qui possède ses créneaux d'excellence et son caractère distinctif. Elle a le potentiel pour poursuivre son développement en étroite collaboration avec ses partenaires des régions de la Mauricie et du Centre-du-Québec, tout en se positionnant sur le plan international », affirme d'emblée Nadia Ghazzali, avant d'ajouter : « Cela exige de jouer un rôle à la fois politique et stratégique afin de faire connaître et promouvoir l'UQTR aux niveaux régional, national et international. Je consacrerai toutes mes énergies en vue d'atteindre les objectifs que notre université s'est fixés et pour m'assurer de la confiance et de la coopération de la communauté universitaire. Ainsi, les valeurs sur lesquelles je m'appuie visent à renforcer l'esprit d'appartenance, à valoriser le travail en équipe et à encourager l'ouverture sur le monde. »

Parmi les grands dossiers qui l'occuperont au cours des prochains mois, la rectrice cite le Campus de l'UQTR à Drummondville, la Campagne majeure de financement 2009-2014 et l'atteinte des objectifs émis à travers le Plan stratégique 2010-2013 de l'Université. En outre, Mme Ghazzali souhaite mettre de l'avant certains objectifs énoncés dans le Plan stratégique 2010-

2013 : « La mise en place de stratégies pour bien se positionner en recherche, l'augmentation du nombre d'étudiants aux cycles supérieurs et le déploiement de nos activités à l'échelle internationale font partie des éléments clés pour assurer le développement de l'UQTR. Nous devons également consolider nos collaborations avec nos partenaires du milieu pour libérer le plein potentiel d'une région universitaire. Sur le campus, nous travaillerons ensemble à offrir un environnement d'études et de travail agréable, accueillant et stimulant pour les étudiants et le personnel de l'Université, en plus de poursuivre nos initiatives en matière de développement durable. »

Pour y arriver, la chef de l'université trifluvienne mettra à profit ses expériences dans les domaines de la gestion universitaire et de la recherche. « Mon parcours professionnel m'a permis de développer un leadership mobilisateur, ce qui s'avère une compétence essentielle pour rassembler les gens autour d'objectifs communs. Je compte faire preuve d'ouverture d'esprit et être à l'écoute des professeurs, du personnel et des étudiants de l'UQTR, en étroite collaboration avec l'équipe de direction et en m'appuyant sur le lien de confiance qui nous unit à la communauté universitaire », exprime Nadia Ghazzali.

D'ailleurs, dès les premières semaines de son mandat, celle-ci souhaite se consacrer à établir une relation de confiance et un dialogue constructif, autant avec la communauté universitaire qu'avec les collectivités régionales. « Il s'agit là d'une étape fondamentale pour faire progresser l'UQTR et innover dans les pratiques concernant la formation, la recherche et le service à la collectivité, ainsi p. 2 de 2

qu'en matière de recrutement et de gestion humaine et financière. Il ne faut pas hésiter à imaginer ensemble des projets ambitieux qui stimulent constamment l'intérêt des gens », soutient la rectrice.

Un parcours riche et diversifié

Rappelons que Nadia Ghazzali a été officiellement nommée rectrice de l'UQTR le 19 janvier dernier, par voie de décret par le gouvernement du Québec, sur la recommandation de l'Assemblée des gouverneurs de l'Université du Québec. Auparavant, celle qui a joint le corps professoral de l'Université Laval, en 1993, y a occupé divers postes de gestion dans la haute administration entre 2002 et 2006, notamment ceux de vice-rectrice adjointe à la recherche et d'adjointe au vice-recteur à la recherche de cet établissement, ainsi que celui de vice-doyenne au développement et à la recherche de la Faculté des sciences et du génie. Depuis 2006, cette mathématicienne diplômée de l'Université de Rennes I, en France, est titulaire de la Chaire CRSNG-Industrielle Alliance pour les femmes en sciences et génie au Québec.

Sur le plan de l'engagement social et professionnel, Nadia Ghazzali siège, depuis 2006, à l'Académie Hassan II des sciences et techniques du Maroc, où elle participe encore aujourd'hui au développement de la recherche dans son pays natal. De plus, elle se fait un devoir de favoriser une meilleure représentativité des femmes en sciences et génie grâce à sa présence comme membre de l'Expert panel on Women in University Research du Conseil des académies canadiennes en 2011-2012, ainsi qu'à titre de secrétaire générale de l'International Network of Women Engineers and Scientists entre 2008 et 2011.

98,5 FM : CKOI : Nadia Ghazzali s'installe - le jeudi 02 février 2012 à 12h00



Publié par Jocelyn Ouellet

Au lendemain de son entrée en poste, la nouvelle rectrice de l'Université du Québec à Trois-Rivières a eu un premier contact avec la communauté universitaire et avec les médias régionaux jeudi. Nadia Ghazzali a tracé les grandes lignes de son mandat axé sur la collaboration de l'UQTR avec la région et son positionnement sur le plan international. Elle a aussi précisé sa pensée sur la décision de Québec d'augmenter les frais de scolarité. Madame Ghazzali avait tenu l'automne dernier des

propos pouvant être perçus comme un appui aux étudiants qui contestent cette hausse. Tout en rappelant qu'il s'agit d'une décision à laquelle l'UQTR devra se soumettre, la rectrice promet (extrait audio) de favoriser la plus grande accessibilité possible aux études. Nadia Ghazzali est une mathématicienne marocaine qui a auparavant occupé divers postes de gestion à l'université Laval, après s'être jointe au corps professoral en 1993.

L'HEBDO JOURNAL : UQTR: emphase sur l'international et la recherche - La nouvelle rectrice présente ses priorités - Jeudi 02 février 2012



Photo, Marie-Eve Alarie.

Nadia Ghazzali, nouvelle rectrice de l'UQTR.
Marie-Ève Bourgoing-Alarie
Les employés et étudiants de l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) ont eu l'occasion de rencontrer la nouvelle rectrice Nadia Ghazzali ce matin. Mme Ghazzali est officiellement entrée dans ses nouvelles fonctions de rectrice hier. Elle n'a pas voulu s'avancer de façon précise sur sa vision de l'UQTR « parce que c'est trop tôt. J'ai besoin de temps pour prendre connaissance des dossiers afin d'être en mesure de les défendre devant la communauté et le milieu universitaire ». La nouvelle rectrice préfère attendre la rentrée, en septembre, pour présenter ses grandes orientations. Mme Ghazzali indique cependant vouloir entre autres mettre l'accent sur la recherche et l'international.

« L'international joue un rôle très important et presque toutes les universités misent sur ce point, vu le bassin de recrutement très important et intéressant. Il faut absolument offrir un milieu d'apprentissage stimulant et agréable et offrir des programmes uniques et intéressants. Il y a une compétition féroce entre les universités. C'est pourquoi on doit se distinguer et miser sur la qualité des programmes et la recherche », explique Mme Ghazzali. Il est aussi important que l'UQTR continue de s'impliquer dans les activités de la région, précise-t-elle. « Je ne remettrai pas en question la hausse des frais de scolarité », soutient la nouvelle rectrice. À moins que le gouvernement ne face volte-face, les frais de scolarité augmenteront, mais mon rôle est de faciliter l'accès financier aux études pour les étudiants. »
L'AGE réagit
Le conseil exécutif de l'Association générale des étudiantEs (AGE) de l'UQTR se réjouit de la nomination de Nadia Ghazzali au poste de rectrice de l'institution, surtout que l'AGE avait soutenu sa candidature lors du processus de nomination. « Au cours des entrevues qu'elle a pu avoir, elle a fait preuve de beaucoup d'ouverture envers les étudiants. Il semble qu'elle voulait également établir un contact plus direct avec les étudiants. On donne donc la chance au coureur. J'ai hâte de voir si cela se concrétisera », commente Hugo Mailhot Couture, président de l'AGE UQTR.

L'AGE n'a pas encore eu l'occasion de rencontrer officiellement Mme Ghazzali, mais une rencontre est prévue au cours des prochaines semaines. Le conseil exécutif souhaite principalement s'assurer de l'avancement des travaux du pavillon à la vie étudiante, ainsi que les actions que la nouvelle rectrice désire accomplir pour diminuer l'impact de la hausse des frais de scolarité.
De Casablanca à Trois-Rivières
Nadia Ghazzali a grandi à Casablanca, au Maroc, avant de quitter son pays natal pour aller faire ses études en France. Elle est arrivée au Québec en 1992. « Je connaissais un peu Trois-Rivières pour y avoir donné des conférences et y avoir effectué des projets de collaboration, mais je ne l'avais pas encore vue sous l'angle administratif. L'UQTR est une belle université de taille humaine et où l'on peut faire des choses. Trois-Rivières est en expansion et l'université aussi. Ça donne le goût de réaliser des projets d'envergure », affirme-t-elle. Mme Ghazzali a occupé divers postes de gestion dans la haute administration à l'Université Laval entre 2002 et 2006, notamment ceux de vice-rectrice adjointe à la recherche et celui de vice-doyenne au développement et à la recherche de la Faculté des sciences et du génie. Diplômée de l'Université de Rennes I, cette mathématicienne est titulaire de la Chaire CRSNG-Industrielle Alliance pour les femmes en sciences et génie au Québec.

RADIO-CANADA / MAURICIE-CENTRE DU QUÉBEC : Succès pour la Journée carrière de l'Université du Québec à Trois-Rivières - Mise à jour le mercredi 25 janvier 2012 à 17 h 59 HNE



L'Université du Québec à Trois-Rivières a tenu une Journée carrière mercredi qui a été fort couru par les étudiants. Avec un total de 91 kiosques, c'est la plus grosse édition de la Journée carrières à l'UQTR. La moitié des recruteurs présents viennent de l'extérieur de la région. « Par exemple, dans le domaine de la santé et des services sociaux, il y a pénurie de main-d'oeuvre dans plusieurs Montréal. Ils viennent les chercher ici parce qu'ils ont de la difficulté à recruter même à Montréal », explique la respon-

sable de la Journée carrière à l'UQTR, Marie-Ève Perron. La présence d'employeurs d'un peu partout au Québec complique, par contre, le travail des recruteurs de la région. « C'est sûr qu'on vérifie si les gens sont de la région. On tente de les recruter, on tente de vendre le travail qu'on fait », soutient la chef en réadaptation du Centre de réadaptation de Shawinigan, Lyne Roberge.

RADIO-CANADA / MAURICIE : L'UQTR présente sa nouvelle rectrice - Mise à jour le vendredi 20 janvier 2012 à 16 h 21 HNE



Nadia Ghazzali a été nommée rectrice de l'Université du Québec à Trois-Rivières jeudi. Elle entrera en fonction le premier février prochain. Mme Ghazzali succède à Ghislain Bourque, qui a quitté ses fonctions le 1er août 2011. Son mandat est d'une durée de cinq ans. L'Association générale des étudiants de l'UQTR se réjouit de cette nomination. D'ailleurs, elle lui avait donné son appui lors d'une consultation l'automne dernier. Elle a fait ses études en France en mathématiques, statistiques et informatique. Nadia Ghaz-

zali cumule de nombreuses implications sociales et professionnelles. La nouvelle rectrice a aussi travaillé à l'Université Laval pendant presque quinze ans. Mme Ghazzali habite le Québec depuis 15 ans.

LE NOUVELLISTE : L'UQTR fait son entrée au cégep -= Vendredi 13 janvier 2012





Photo: Marc Rochette

Dans l'ordre habituel, on retrouve le vice-recteur aux études de premier cycle et au soutien académique de l'UQTR, Sylvain Delisle, la directrice générale du Cégep de Drummondville, Brigitte Bourdages, et le recteur intérimaire de l'UQTR, André Paradis.

Marc Rochette, Le Nouvelliste

(Drummondville) L'UQTR vient d'ajouter un argument à son plan d'affaires pour convaincre Québec de lui accorder son projet de campus à Drummondville. Après la promesse d'achat pour un terrain et le soutien financier du milieu à raison de plusieurs millions de dollars, voilà que les premiers programmes de baccalauréat seront offerts dès l'automne 2012, soit deux ans avant l'ouverture souhaitée du futur campus.

En attendant ce grand jour d'aménagement, le Cégep de l'endroit a accepté d'accueillir en septembre la centaine d'étudiants attendus en sciences infirmières, volet universitaire DEC-BAC, et en éducation au préscolaire et en enseignement au primaire.

«Nous n'en sommes pas encore à la brique et au mortier, c'est vrai. N'empêche, l'architecture intellectuelle est en bonne voie et cet élargissement de notre programmation académique constitue un jalon très important dans le projet de campus de l'UQTR à Drummondville», a indiqué, hier, le recteur intérimaire, André Paradis. «Vous l'avez compris, c'est un engagement ferme que notre université prend devant vous», a-t-il renchéri devant un bon nombre d'intervenants.

À son avis, ce dossier progresse «très bien» et, selon toute vraisemblance, le bâtiment du futur campus sera prêt pour l'automne 2014. Mais pour le respect de cet échéancier, il estime nécessaire de recevoir le feu vert du ministère de l'Éducation d'ici la fin de l'été afin de pouvoir débiter la construction en 2013.

Interrogé par Le Nouvelliste à savoir si la perspective de voir le projet devenir un enjeu électoral lui inspirait la crainte ou l'espoir, M. Paradis a admis ne pouvoir répondre à la question.

Par contre, il s'est bien défendu de mener un projet de délocalisation qui se ferait au détriment de Trois-Rivières.

«Les programmes en question sont en demande, le phénomène de cannibalisation ne tient pas, et notre institution est active au Centre-du-Québec depuis 1969», a-t-il répondu à un journaliste.

Et quand on lui ramène cette étude du CIRANO recommandant un moratoire sur un tel déploiement universitaire en région, le recteur se plaît à rappeler que la ministre Line Beauchamp a rejeté une pareille proposition. «Et le seul projet sur son bureau, c'est celui de l'UQTR à Drummondville», a-t-il indiqué tout en évoquant la hausse

de la scolarisation universitaire dans les régions qui accueillent ce genre de campus.

Pour sa part, le vice-recteur aux études de premier cycle et au soutien académique de l'UQTR, Sylvain Delisle, a expliqué que le Centre-du-Québec aura besoin de 1500 enseignants au primaire et au préscolaire et 2000 infirmières et infirmiers au cours des prochaines années.

«Ce sont deux programmes qui ont le mérite de répondre précisément aux besoins formulés par une communauté», a-t-il fièrement affirmé.

Selon les capacités des locaux du Cégep, celui-ci prévoit donc accueillir entre 60 et 70 étudiants au Baccalauréat d'éducation au préscolaire et d'enseignement au primaire, et entre 30 et 40 étudiants au volet DEC-BAC du Bac en sciences infirmières.

«Les admissions pour ces deux programmes se feront au trimestre d'automne seulement et l'UQTR respectera les délais habituels pour l'admission dont la date limite est fixée au 1er mars», a précisé M. Delisle.

Pour la directrice générale du Cégep de Drummondville, Brigitte Bourdages, il s'agit d'une continuité naturelle «des excellentes relations que nous entretenons avec nos amis de l'UQTR». En effet, les deux maisons d'enseignement supérieur travaillent déjà en collaboration depuis 1999, particulièrement par l'entremise du centre universitaire hors campus de l'UQTR qui a pignon sur rue dans les locaux du collège.

«Sa présence accrue au sein même de nos installations est très inspirante et motivante pour nos programmes d'études. Et nous avons déjà en tête des projets», a-t-elle laissé entendre.

L'EXPRESS DE DRUMMONDVILLE : L'UQTR offrira dès septembre deux programmes de baccalauréat à Drummondville : Une autre étape vers le futur campus universitaire – Jeudi 12 janvier 2012



Ghyslaine Bergeron

La décision de l'UQTR d'offrir deux programmes de formation initiale dès l'automne prochain a été très bien accueillie lors de la conférence de presse.

Jean-Pierre Boisvert

L'UQTR offrira dès l'automne prochain deux programmes de formation initiale dans les locaux du Cégep de Drummondville, soit le baccalauréat en sciences infirmières et le baccalauréat d'éducation au préscolaire et d'enseignement au primaire.

La nouvelle a été annoncée ce matin lors d'une conférence de presse qui a réuni, au Cégep de Drummondville, de nombreuses personnalités liées au monde de l'éducation et des intervenants sociopolitiques, tous se réjouissant de cette décision qui marque véritablement les premiers jalons du futur campus universitaire tant souhaité par l'ensemble de la population drummondvilloise.

En termes concrets, dès septembre prochain, les étudiants admis dans ces deux programmes pourront suivre leurs cours à temps complet, au Cégep de Drummondville. Il est prévu que jusqu'à 70 candidatures seront retenues pour le bac en éducation alors que 40 pourraient être acceptées en sciences infirmières.

« Cette nouveauté s'inscrit dans la foulée de l'annonce récente de l'engagement de principe concernant l'achat d'un terrain par la Ville de Drummondville en vue de la construction d'un édifice qui abritera le Campus de l'UQTR (sur le terrain des Pères Montfortains). Nous avons décidé d'offrir dès l'automne 2012 ces programmes de baccalauréat qui répondent à des besoins pressants déjà identifiés dans la région du Centre-du-Québec. Le Cégep de Drummondville, avec qui nous collaborons depuis de nombreuses années pour l'offre d'activités de formation continue, a accepté avec empressement de nous fournir les locaux nécessaires à l'accueil des futurs bacheliers », a déclaré Sylvain Delisle, vice-recteur aux études de premier cycle et au soutien académique de l'UQTR.

Selon André Paradis, recteur intérimaire de l'UQTR, cette décision confirme les premières étapes tangibles du projet de campus à Drummondville. « Le milieu socioéconomique et la population locale ont manifesté un appui enthousiaste et sans équivoque à ce projet, ce qui nous conforte dans notre certitude que le Campus de l'UQTR à Drummondville jouera un rôle important de développement et de déploiement des forces du milieu. Cela jouera un rôle de rétention auprès des jeunes et nous sommes convaincus que les effets finiront par améliorer le taux de diplo-

mation au Centre-du-Québec qui se situe à 6 % par rapport à la moyenne québécoise qui est de 10 % ».

D'après ce qu'il a été mentionné, le projet avance selon les échéances prévues et la construction du campus devrait débiter quelque part en 2013 pour une ouverture officielle à l'automne 2014. « Le dossier chemine bien au ministère de l'Éducation qui devrait donner son approbation d'ici six à huit mois. Au moment où l'on se parle, le vice-recteur de l'UQTR rencontre des fonctionnaires du ministère », a révélé M. Paradis.

La mairesse Francine Ruest Jutras s'est dit enchantée de ce développement. « C'est vraiment comme si le projet du campus universitaire démarrait maintenant. Ce que je trouve intéressant, c'est que des étudiants de première, de deuxième et de troisième années entrèrent en même temps dans le nouveau campus en 2014. Il n'y aura pas que des nouveaux pour animer la vie étudiante », a-t-elle donné à entendre.

Le Cégep, de son côté, aura à se préparer pour accueillir les nouveaux étudiants. « Un comité sera formé dès la semaine prochaine pour prévoir la reconfiguration de certains locaux et régler quelques problèmes de stationnement. Pour nous, c'est une belle nouvelle et nous allons tout faire pour que ça fonctionne correctement », a précisé la directrice générale du Cégep de Drummondville, Brigitte Bourdages.

Soulignons que la date limite pour s'inscrire à ces deux programmes de formation initiale est le premier mars 2011. On peut trouver des détails sur le site web de l'UQTR.

L'HEBDO JOURNAL : L'UQTR offrira deux programmes à Drummondville – Jeudi 12 janvier 2012



Photo, Éric Guertin.

UQTR

L'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) offrira deux programmes à compter de l'automne dans les locaux du cégep de Drummondville. Il s'agit des baccalauréats en sciences infirmières (volet universitaire DEC-BAC) et en éducation au préscolaire et d'enseignement au primaire.

Université Laval

Dès septembre, les étudiants admis dans ces deux programmes pourront suivre leurs cours au Cégep de Drummondville, en attendant d'être relogés dans un futur bâtiment devant accueillir le Campus de l'UQTR à Drummondville.

«Nous avons décidé d'offrir dès l'automne 2012 des programmes de baccalauréat à Drummondville, en choisissant des formations répondant à des besoins pressants déjà identifiés dans la région du Centre-du-Québec. Le nombre d'étudiants potentiels s'avérant prometteur, nous nous attendons à une bonne réponse quant au nombre d'inscriptions», souligne Sylvain Delisle, vice-recteur aux études de premier cycle et au soutien académique de l'UQTR.

Au cégep de Drummondville, l'annonce de l'UQTR est accueillie à bras ouverts. Les deux maisons d'enseignement supérieur travaillent déjà en collaboration depuis 1999, particulièrement par l'entremise du centre universitaire hors campus

de l'UQTR, qui a pignon sur rue dans les locaux du collège.

Rappelons que le projet de Campus de l'UQTR à Drummondville prévoit la construction d'un pavillon pouvant offrir des services universitaires à compter de l'automne 2014.

Le nouveau campus pourrait accueillir quelque 1000 étudiants équivalents temps plein. Il regrouperait des activités de formation (initiale, continue et sur mesure), de recherche et de services à la collectivité.

Les domaines considérés pour la formation universitaire initiale seraient l'éducation, l'administration, les sciences comptables, l'informatique, les sciences infirmières et certains secteurs de génie. D'autres programmes pourraient s'ajouter, suivant la demande et la disponibilité des ressources.

LE SOLEIL: Un étudiant se lance dans la course au rectorat de l'Université Laval - Publié le mardi 13 mars 2012 à 05h00 | Mis à jour le mardi 13 mars 2012 à 08h25



Le Soleil, Pascal Ratthé
Marc-André Carle, qui est aussi président de l'Association des étudiantes et des étudiants de Laval inscrits aux études supérieures (AÉLIES), a annoncé hier sa candidature dans la course au rectorat. Il affrontera Denis Brière (photo), l'actuel recteur.

Marc Allard, Le Soleil (Québec) Un étudiant au doctorat en administration se lance dans la course au rectorat de l'Université Laval.

Marc-André Carle, qui est aussi président de l'Association des étudiantes et des étudiants de Laval inscrits aux études supérieures (AÉLIES), a annoncé hier sa candidature.

M. Carle propose notamment d'augmenter le nombre de professeurs et de chargés de cours par groupe d'étudiants pour améliorer la qualité de l'enseignement et bien couvrir «l'ensemble des domaines du savoir».

«Il y a des cours à option qui se donnent une fois aux deux ans, au lieu d'une fois par année ou d'une fois par session», déplore-t-il.

L'étudiant propose notamment de diminuer les budgets des vice-rectorats de l'ordre de 2,5 millions \$ sur quatre ans afin de redistribuer ces

sommes aux facultés qui ont selon lui le plus besoin de professeurs, notamment celles de philosophie, de théologie et des sciences religieuses, de musique et des lettres.

M. Carle estime également que l'Université devrait inciter davantage ses étudiants à s'engager concrètement, que ce soit en créant une entreprise ou en s'investissant dans un projet humanitaire.

Les candidatures étudiantes sont plus rares à la course au rectorat, mais elles sont permises. En 2002, par exemple, Martin Maltais, un étudiant au doctorat en administration et évaluation en éducation, avait affronté Denis Brière et Michel Pigeon. Depuis 2006, seuls les étudiants qui ont au moins une maîtrise et ont une expérience pertinente peuvent se présenter.

LE SOLEIL: Élection à l'Université Laval: le recteur soupçonné de censure - Mardi 31 janvier 2012

Marc Allard, Le Soleil

(Québec) Le doyen de la faculté des sciences sociales de l'Université Laval, François Blais, estime qu'il est victime d'une censure de la direction de l'Université, maintenant que les candidatures au rectorat ne sont plus annoncées dans le journal de l'institution.

Le 19 janvier, M. Blais a envoyé un communiqué à la rédaction du journal *Au fil des événements* pour faire savoir à la communauté universitaire qu'il se lançait dans la course au rectorat. Il s'est fait répondre que sa candidature ne pourrait pas être annoncée ni dans la version papier du *Fil*, ni sur le site Web de l'Université, «sur ordre de la directrice des communications», Hélène Côté.

La professeure de relations industrielles Esther Déom, qui avait aussi annoncé sa candidature, a reçu la même réponse.

Dans une lettre envoyée au directeur des élections de l'Université Laval Richard Dion - et obtenue par *Le Soleil* -, le représentant officiel de François Blais, François Roy, dénonce la décision de la direction des communications.

«Le *Fil des événements* est un journal communautaire qui doit prioritairement être au service de sa communauté et qui l'informe des nouvelles importantes sur le campus», écrit M. Roy. La candidature de Mme Déom était une nouvelle, tout comme celle de M. Blais. Ces nouvelles méritent d'être reprises immédiatement et sans censure dans le *Fil*, comme cela a toujours été fait.»



Le Soleil, Patrice Laroche

François Blais juge que la situation actuelle cause du tort à la communauté universitaire.

Stratégie électorale

Le représentant de François Blais reproche à la direction de l'Université Laval de manquer de transparence. Sa lettre dénonce une «stratégie électorale en faveur de la candidature du recteur actuel qui n'a pas encore été annoncée publiquement, mais qui ne fait aucun doute».

Le *Soleil* a tenté d'obtenir des explications de la direction des communications de l'Université Laval. Celle-ci a refusé de répondre à nos questions sur sa décision, nous référant au président des élections, Richard Dion.

Celui-ci ne nous a pas rappelés vendredi. Mais dans un courriel en réponse à la plainte du représentant de François Blais, qui a aussi été transmis à Esther Déom, Me Dion a assuré que la «Politique éditoriale en période électorale», qui sera adoptée prochainement par le C. A. de

l'Université, relève uniquement du président d'élection.

«La direction de l'Université n'a pas été impliquée dans son élaboration et sa mise en oeuvre», écrit Richard Dion. L'intention n'est pas de censurer, mais bien d'assurer l'accès à des ressources et une visibilité équitables pour tous les candidats, et ce, indépendamment du moment qu'ils choisissent de s'afficher.»

Mme Déom affirme qu'elle a bien d'autres moyens, comme le courriel, de rejoindre la communauté universitaire. Elle ne s'est pas formalisée que le *Fil* n'annonce pas sa candidature. «J'ai d'autres batailles à faire, dit-elle. Pour l'instant, ça me satisfait.»

Pour sa part, François Blais doute que la directive vienne vraiment du directeur des élections et croit qu'elle émane plutôt de la direction de l'Université Laval. Selon lui, la directive s'insère dans une «stratégie électorale» de l'entourage du recteur actuel, Denis Brière, qui voudrait limiter la couverture de la course au rectorat et faire une courte campagne.

M. Blais remet aussi en cause la pertinence de la directive touchant le *Fil* des événements.

«Ce n'est pas du tout dans la tradition de l'Université Laval, dit-il, et ça cause un tort à la communauté, parce que la communauté n'est pas informée par son journal officiel des candidatures qui s'avancent.»

Selon l'ancien directeur des communications de l'Université Laval Michel Héroux, le *Fil des événements* couvre les annonces de candidatures au rectorat depuis au moins 20 ans. Plusieurs can-

didats ont annoncé qu'ils se lançaient dans la course bien avant la période de mise en candidature, souligne-t-il.

Par exemple, l'ancien recteur Michel Pigeon avait annoncé son intention de solliciter un nouveau mandat dès son discours de la rentrée en 2006, avant de perdre la course contre Denis Brière au printemps 2007.

M. Héroux, qui a occupé ce poste de 1991 à 2000, pour ensuite devenir chef de cabinet de Michel Pigeon, estime que la nouvelle directive du président des élections équivaut à un «acte de censure».

Michel Héroux soutient que le président des élections n'a pas d'autorité sur les médias du

campus et que cette autorité appartient à la directrice des communications, Hélène Côté, qui, elle, relève du vice-recteur exécutif et au développement, Éric Bauce, le bras droit de Denis Brière.

«Je suis d'accord avec le fait que, pendant la campagne, le *FiI* se donne une politique de traitement équitable des candidats durant la période statutaire, dit M. Héroux. Mais en dehors de ça, qu'il fasse sa job de journal qui couvre l'actualité de la communauté universitaire.»

Denis Brière réfléchit à son avenir
L'actuel recteur de l'Université Laval, Denis Brière, a indiqué la semaine dernière qu'il n'avait pas encore décidé s'il solliciterait un

nouveau mandat, soulignant que la période de mise en candidature, qui se déroule du 20 février au 20 mars, n'était pas encore commencée.

«À ce moment-là, je vais prendre une décision, a dit M. Brière. Le 20 mars et peut-être même avant.»

S'il décide de se présenter, le recteur préfère ne pas annoncer sa candidature plus tôt, car il lui serait plus difficile de gérer l'université en étant candidat, a-t-il expliqué. «Je ne suis pas en campagne électorale. Ceux qui le sont le sont.»

Avec la collaboration de David Rémillard

LE DEVOIR : Université Laval - La solidarité universitaire en action : Plus de 600 ententes dans une soixantaine de pays – Samedi 28 janvier 2012

Thierry Haroun

Bien qu'elle soit basée à Québec, l'Université Laval traite avec des centaines de partenaires à l'échelle internationale, et ce, sur les cinq continents. Ce volet international de la première université francophone des Amériques prend diverses formes tout en s'adaptant à la demande suivant les enjeux et les défis; qu'ils soient environnementaux, scientifiques ou humanitaires. Survol en compagnie de Nicole Lacasse, vice-rectrice adjointe aux études et aux activités internationales.

Le volet international à l'Université Laval a pour but principal «de former de meilleurs diplômés pour qu'ils puissent évoluer et oeuvrer sur la scène mondiale. Et à titre d'établissement universitaire, c'est un volet que je considère comme incontournable», juge Nicole Lacasse. À ce titre, rappelle Mme Lacasse, l'Université Laval «compte plus de 600 ententes dans une soixantaine de pays qui concernent la formation, la recherche ou encore la coopération, dont 350 portent sur la mobilité étudiante dans une quarantaine de pays. Et ce dont je suis particulièrement fière, c'est qu'à l'Université Laval, 12 % de nos étudiants auront vécu un séjour à l'étranger d'au moins une session au cours de leurs études, alors que la moyenne des universités canadiennes est de 2,5 %».

L'Université Laval prône une approche individuelle quand vient le temps d'envoyer ses étudiants à l'étranger. «On n'envoie pas des groupes de 40 étudiants à tel endroit et 50 à un autre endroit. On sait que si on envoie des groupes, ils vont rester en groupe. L'intégration ne sera pas bonne et on va se retrouver finalement avec un groupe de Québécois en voyage. Par contre, quand ils partent seuls ou à deux, ils sont obligés de s'intégrer dans le pays et de se

trouver des amis. Ce volet [social] est aussi important que ce qu'ils apprennent en classe. Cela leur permet de s'ouvrir à d'autres, de développer une capacité d'adaptation et de compléter leur apprentissage dans une deuxième langue, voire une troisième langue. Je vous dirais que ceux qui partent en Chine ou au Japon placent la barre haut parce que les étudiants doivent [avant de quitter] apprendre un peu la langue du pays, c'est une condition.»

De meilleurs citoyens

Est-ce que ces expériences à l'étranger feront d'eux de meilleurs citoyens? «Tout à fait! Écoutez, vous parlez à une convaincue. Je suis tombée dans la soupe quand j'étais étudiante à une époque où ça ne se faisait pas. Ils vivent tellement de belles expériences et ils en reviennent complètement changés. On voit qu'ils ont pris en confiance et en maturité», précise Mme Lacasse. Elle donne en exemple ceux et celles qui étudient dans le secteur de la santé. «Il y en a qui sont partis en groupe de deux ou trois en stage humanitaire en Inde ou en Afrique durant l'été. Ils sont bien encadrés et nous travaillons étroitement avec des ONG sur place. Je me souviens d'un témoignage d'un étudiant, qui m'a dit à son retour: "J'ai cousu quelqu'un sans anesthésie et il m'a dit merci!" Ce sont des expériences inoubliables. Je pense aussi à des infirmières à qui on a demandé d'accompagner une sage-femme lors d'un accouchement alors qu'elles venaient tout juste de débarquer dans le pays. C'est pour le moins impressionnant comme expérience.»

Coopération et développement

Les activités d'aide au développement représentent un volet important des partenariats de l'Université Laval à l'étranger. L'aide au développement consiste en un projet d'intervention, de recherche ou de formation qui vise à permettre

un transfert de connaissances ou de services vers un pays en voie de développement. Ces projets sont souvent soutenus par des fonds d'aide publique au développement qui proviennent d'organismes comme l'Agence canadienne de développement international (ACDI) ou encore le Centre de recherches pour le développement international (CRDI), notamment.

Ces projets de coopération touchent les secteurs de la santé, de l'éducation, de la gouvernance et de la gestion des organisations, ainsi que de l'environnement. Nicole Lacasse donne en exemple un projet financé par l'ACDI à hauteur de six millions de dollars sur cinq ans. Il vise à redémarrer la formation en foresterie et gestion des ressources naturelles en République démocratique du Congo. «Vous savez, rappelle-t-elle, ce pays abrite le deuxième plus grand massif forestier au monde après l'Amazonie. L'idée ici est d'aider les gens de ce pays à développer une expertise pour qu'ils puissent gérer eux-mêmes leurs ressources naturelles, et dans ce cas précis, on parle de foresterie. On va les aider à rebâtir, à refonder une faculté de foresterie qui a été dévastée; l'expertise a été perdue.»

Mme Lacasse note aussi le cas d'Haïti, où l'Université Laval dispense, par l'entremise de la Faculté des sciences de l'administration, une formation à distance en gestion de projets. «Il y a là-bas 60 étudiants qui suivent cette formation qui mène à un MBA sur deux ans. Le but de ce projet, qui est financé par l'Organisation des États américains, est de permettre à ces gens de bâtir leur pays et d'être en mesure de faire de la gestion de projet.» En clair, ce genre d'initiative fait partie de ce que Mme Lacasse qualifie de «solidarité universitaire».

LE SOLEIL : Robert Mantha se présente au rectorat – Samedi 28 janvier 2012

Marc Allard

Le doyen de la faculté des sciences de l'administration (FSA) de l'université Laval, Robert Mantha (photo), se lancera dans la course au rectorat. M. Mantha, qui est professeur titulaire au département des systèmes d'information organisationnels, n'a pas encore annoncé sa candidature publiquement, mais il a déjà fait savoir aux membres de la FSA qu'il se présenterait. «Je ne me cache pas, dit-il, les gens savent que je veux déposer ma candidature!» Pour l'instant, Robert Mantha préfère ne pas dévoiler son programme, qui est toujours en élaboration. Mais il assure qu'il tentera d'«amener l'institution à un autre niveau». La course au rectorat commence le 20 février, mais les candidats ont jusqu'au 20 mars pour déposer leur candidature.



LE SOLEIL : Course au rectorat de l'Université Laval: le doyen de la faculté des sciences sociales se lance - Publié le jeudi 19 janvier 2012 à 05h00



Le Soleil, Patrice Laroche

François Blais propose notamment d'améliorer le ratio élèves/professeur, de diminuer la taille des classes et d'embaucher plus de professeurs à l'Université Laval.

Marc Allard, Le Soleil

(Québec) Le doyen de la faculté des sciences sociales de l'Université Laval, François Blais, va annoncer aujourd'hui qu'il se lance dans la course au rectorat.

M. Blais, qui est professeur à l'Université Laval depuis 1992 et enseigne au département de science politique, promet notamment de réviser les priorités budgétaires de l'Université. Selon lui, celles-ci ne servent pas suffisamment à

améliorer la qualité de l'enseignement et de la recherche.

«Ces dernières années, le nombre de professeurs a diminué, le nombre d'étudiants a quand même passablement augmenté et il y a eu une diminution de la qualité de l'encadrement des étudiants, c'est très clair», dit-il.

François Blais propose d'améliorer le ratio élèves/professeur, de diminuer la taille des classes, d'embaucher plus de professeurs et de leur donner plus de temps pour l'enseignement.

M. Blais ne se dit «pas contre» les chaires de recherche et d'enseignement créées par l'administration Brière pour financer avec l'aide du privé l'embauche de chercheurs et de professeurs.

Mais il soutient qu'au bout du compte, ces investissements n'ont pas permis d'améliorer le ratio élèves/professeur. Selon lui, l'Université ne devrait pas comptabiliser ces chaires dans son plancher d'emploi, car les professeurs ont des «missions particulières» et sont moins disponibles pour enseigner qu'un professeur régulier.

Notoriété internationale

S'il est élu recteur, François Blais compte aussi mettre l'accent sur la notoriété internationale de l'Université Laval, qui a été exclue en septembre du palmarès des 300 meilleures universités de la firme britannique QS.

Selon M. Blais, il s'agit de l'exemple le plus récent de la perte de notoriété de l'Université Laval dans le monde depuis une dizaine d'années. Une perte qui affecte le recrutement d'étudiants étrangers «de qualité», souligne-t-il.

«C'est un sujet délicat, dit-il. Il y a des débats sur la méthode de ces grands palmarès-là, mais quelles que soient les méthodes, on est toujours en recul ces dernières années. Il faut s'occuper de ça.»

Plus décentralisée

François Blais estime aussi que l'Université Laval devrait être plus décentralisée. «La réalité d'un département de physique, ce n'est pas celle d'un département de management», dit-il. Le service de placement et la philanthropie, par exemple, auraient avantage à être gérés par les facultés, croit M. Blais.

Le doyen de la faculté des sciences sociales (depuis 2006) se dit également opposé à la réforme de la gouvernance de l'Université proposée dans un rapport commandé par le conseil d'administration l'an dernier.

Après Esther Déom, professeure au département de relations industrielles, M. Blais est le deuxième candidat à annoncer sa candidature dans la course au rectorat. Le recteur actuel, Denis Brière, n'a pas encore annoncé s'il sollicitera un nouveau mandat.

LA PRESSE : Les services secrets s'invitent dans les universités - Mis à jour le lundi 16 janvier 2012 à 14h35

EXCLUSIF



Photo: Patrice Laroche, archives Le Soleil

Fabrice De Pierrebouurg, La Presse

L'Université Laval a trouvé un commanditaire inattendu et peu commun pour financer un symposium sur le terrorisme qui a eu lieu en septembre dernier à Québec: les services secrets canadiens.

Le SCRS figure en effet sur la liste des agences gouvernementales (Défense nationale, Affaires étrangères, ministères québécois de la Sécurité publique et des Relations internationales) qui ont contribué financièrement à l'organisation de la «Conférence sur les relations nord-américaines en matière de sécurité, 10 ans après le 11-Septembre».

Le logo du consulat général des États-Unis à Québec figure aussi sur le programme.

Dans une note «confidentielle» adressée le 12 mai 2011 par quatre directeurs du service, dont celui de la division du renseignement, à leur grand patron Richard B. Fadden, il est en effet recommandé de «supporter financièrement cet événement».

«Un public cible»

Les auteurs de la note, obtenue par La Presse en vertu de la Loi d'accès sur l'information et partiellement caviardée, précisent que le «public cible» comprend des étudiants et des universitaires ainsi que des médias, dont des représen-

tants de «CBC/Radio-Canada» et de la «presse locale».

Cette aide financière a été puisée à même le budget du nouveau «programme de liaison-recherche» institué par le SCRS en 2008. «Le Service cherche à établir des liens plus dynamiques avec les universitaires afin de pouvoir échanger sur diverses questions liées à son mandat et de les aider à mieux comprendre les priorités du gouvernement en matière de renseignement», lit-on dans le dernier rapport annuel du service.

Les universités apparaissent surtout comme un vivier intéressant pour le service de renseignement. «Nos recruteurs se rendent sur les campus canadiens plus de 50 fois par année pour essayer de convaincre de brillants jeunes gens de faire carrière au SCRS», a déclaré en 2009 Jim Judd, ex-directeur du service et instigateur de ce «rapprochement», déjà entré dans les moeurs aux États-Unis, par exemple.

«L'équipe du programme de liaison-recherche participe, au Canada et à l'étranger, à un grand nombre d'ateliers, de conférences et de symposiums liés à des questions de sécurité nationale qui pourraient avoir une incidence sur la sécurité du Canada, précise Tahera Mufti, porte-parole du service de renseignement. Le SCRS transmet une partie de ses connaissances et de ses intérêts, ce qui peut aider les spécialistes - politologues, historiens et psychologues - à trouver de nouvelles pistes de recherche». Certains universitaires sont aussi invités à prononcer des conférences au quartier général du SCRS à Ottawa.

Mais le budget alloué à ces opérations demeure secret.

Financement secret

Joint par La Presse, le professeur de sciences politiques Jonathan Paquin, coorganisateur du symposium, explique que cette participation du SCRS, qu'il a lui-même sollicitée, était la première.

Il reconnaît que les agences gouvernementales, tel le SCRS, «ont un intérêt» à soutenir les manifestations de ce genre, mais il affirme qu'il n'a pas le choix d'accepter ce financement «parce que les universités ne roulent pas sur l'or». Sans ce soutien financier, ajoute-t-il, il n'aurait pu faire venir 16 universitaires provenant du Canada, des États-Unis, du Mexique et de France.

Combien le SCRS lui a-t-il versé? «Moins de 10 000\$», répond l'universitaire. Les espions canadiens n'avaient aucun stand de recrutement et avaient seulement délégué une personne qui assistait aux ateliers.

Jonathan Paquin est conscient du fait que, dans son milieu, toute intrusion d'agence gouvernementale, a fortiori des services secrets, suscite malaise et questions d'éthique chez certains professeurs et étudiants. Certains se rappelleront les infiltrations réalisées par le service de renseignement de la GRC, ancêtre du SCRS, durant la guerre froide et peuvent craindre encore le recrutement de taupes. «Les services secrets ont mauvaise réputation, c'est vrai, déplore M. Paquin. Mais le SCRS, ce n'est pas la CIA des années 50 ou 60. Il faut faire la part des choses. Ce qui importe, pour moi, c'est de maintenir la liberté d'expression. Si je peux créer des partenariats avec ces agences ou tout autre partenaire, tant qu'il n'y a aucun effet néfaste sur ma formation et mes étudiants, et en prenant bien soin de procéder dans les règles de l'art, je ne vois pas de problème si cela nous permet de réunir des gens qui ont des choses intéressantes à dire.»

Il ajoute au passage que ce type de partenariat n'a rien à voir à ses yeux avec ceux des laboratoires pharmaceutiques avec certains universitaires.

- Avec la collaboration de William Leclerc

LE SOLEIL : Point de vue : L'université gouvernée à la manière d'une entreprise?, par Thomas De Koninck et Luc Langlois, Faculté de philosophie, Université Laval - Mis à jour le mercredi 11 janvier 2012 à 05h45



Photothèque Le Soleil

Une gouvernance réduisant l'université au statut d'une entreprise ne saurait être à la hauteur de ses responsabilités, soutiennent les auteurs.

L'Université Laval s'apprête à transformer sa gouvernance en y réduisant drastiquement la représentation des corps professoral et étudiant, pour y augmenter le nombre d'administrateurs externes peu familiers avec la communauté universitaire, et leur donner ainsi un pouvoir décisionnel accru. On voit mal les constructeurs d'un pont ou d'un barrage en confier la responsabilité à des personnes n'ayant pas la compétence requise. C'est pourtant l'équivalent qui est proposé, comme le fait remarquer, en citant d'autres exemples, le Mémoire du Syndicat des professeurs et professeures sur la gouvernance de l'Université Laval. Le projet de loi 38 sur la gouvernance des universités étant mort au feuilleton et n'étant même plus «dans les cartons» du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, on est aussi en droit de se demander d'où viendrait l'urgence de modifier cette gouvernance à la veille d'une nouvelle course au rectorat, le 20 février prochain, et de s'étonner, comme le fait le Syndicat, de l'absence de données pertinentes et d'arguments à l'appui de ce projet.

Il faut savoir que le bilan de réformes similaires est désastreux, comme le rapportent huit ouvrages parus en 2011. Il suffit de lire le texte *Our Universities : Why Are they Failing?* qu'y consacre Anthony Grafton dans le *New York Review of Books* du 24 novembre 2011, p. 38-42. Ce sont le virus de la performance à courte vue et le mirage du financement privé qui motivent de telles orientations (cf. Vincent de Gaulejac, *La société malade de la gestion. Idéologie gestionnaire, pouvoir managérial et harcèlement social*, Paris, Seuil, 2009). Même de prestigieuses universités américaines comme Harvard,

Princeton, Yale, Chicago en ont été victimes. La conséquence est un déséquilibre croissant, au détriment de la mission de l'université, défavorisant notamment les humanités et les sciences pures au profit de domaines plus «payants» (cf. David J. Frank et Jay Gabler, *Reconstructing the University : Worldwide Shifts in Academia in the 20th Century*, Stanford University, CA, 2006; voir en outre Patricia J. Gumpert, *Academic restructuring : Organizational change and institutional imperative*, in *Higher Education* 39: 57-91, 2000).

Il en résulte la marginalisation progressive d'immenses champs de l'expérience et de tous les discours en lesquels ceux-ci tentent de se dire, de s'explicitier et de se comprendre. Les humanités, par exemple, demeurent des domaines de controverses, leur référent ultime étant la condition humaine elle-même, leur raison d'être l'épanouissement de la pensée, de l'imagination et de l'affectivité dont dépend la liberté. La littérature, l'histoire, la philosophie, la théologie, les sciences politiques - pour ne citer qu'elles - engagent en profondeur les forces de l'imagination et du raisonnement; les étudiants y sont appelés à argumenter, de sorte qu'on y voit à quel degré la marque des autres est vitale dans l'éducation.

On ne saurait non plus ignorer la place considérable revenant aux sciences pures. Elles suivent des voies de plus en plus spécialisées, si bien que la science devient davantage encore aujourd'hui une oeuvre collective, l'affaire d'une communauté. Il faut la dimension d'une université ou de son équivalent, et le type de relations humaines qui la définit en principe, pour que, sous les apparences d'une diversité insurmontable, puisse émerger la vie universelle du sens se construisant dans une approximation permanente.

Le mépris de ces exigences menace la démocratie, comme l'a mis en lumière Martha Nussbaum dans *Not for Profit : Why Democracy Needs the Humanities* (Princeton University Press, 2010). Un étudiant diplômé grâce à des habiletés techniques uniquement, sans avoir formé son jugement, n'a pas été éduqué et risque d'être un piètre citoyen. L'idéologie marchande fait accroire que le système démocratique est un produit secondaire du système de libre-échange, ce que démentent assez les lourdes crises économiques et politiques actuelles.

L'évolution des sociétés est déterminée par la culture avant tout, ainsi qu'en témoigne la

restructuration de la vie sociale qu'opèrent les nouveaux pouvoirs de communication au niveau de l'action politique et des domaines scientifiques et commerciaux. Toute société dépend du bon jugement de ses membres que seule une culture responsable peut assurer. L'université est une communauté de partage entre penseurs, artistes, savants, réunissant jeunes et aînés dans la considération imaginative du savoir. Dans l'organisme social complexe du monde moderne, l'aventure de la vie et l'aventure intellectuelle vont de pair. C'est ce que la gouvernance de l'université doit refléter et respecter.

L'université est la «centrale d'énergie de la liberté» (Northrop Frye, *By Liberal Things*, Toronto, 1989, p. 18-19). Partout où l'on accepte la vision de l'artiste, le désintéressement, la distance du savant, la patience de l'enseignant, le questionnement des jeunes, l'université est à l'oeuvre dans le monde.

Or le projet soumis par l'actuelle administration de l'Université Laval va tout à fait à l'encontre de ces principes. Il contribuera à affaiblir le débat universitaire, tel qu'il a lieu dans les échanges entre les chercheurs, les professeurs, les administrateurs et les étudiants, dont le premier forum est le Conseil universitaire. Le modèle de gouvernance de l'Université Laval, on ne le sait peut-être pas, est l'un des plus démocratiques de toutes les universités en Amérique du Nord. Il repose sur les principes du bicaméralisme (un Conseil universitaire, de composition plurielle, à qui revient l'examen des principales questions académiques, et un Conseil d'administration, première instance de la reddition de comptes), de l'élection, par un large collège électoral, du recteur (alors que dans plusieurs autres universités québécoises et canadiennes, le recteur est nommé par le Conseil d'administration). C'est ce modèle de la communauté des chercheurs, des professeurs, des étudiants, des chargés de cours et des administrateurs, définissant ensemble le bien commun hors de tout a priori corporatiste et idéologique, qu'il faut préserver pour que l'université demeure, au-delà de toutes les fausses façades de l'efficacité managériale, un authentique espace de liberté.

En un mot, une gouvernance réduisant l'université au statut d'une entreprise ne saurait être à la hauteur de ses responsabilités. L'université une fois minée de l'intérieur, qui pourra encore assumer cette mission?

LE SOLEIL : L'Université Laval dernière à offrir le sans-fil gratuit – Vendredi 06 janvier 2012



Photothèque Le Soleil

À compter du 9 janvier, l'Université Laval ne fera plus payer les étudiants pour accéder à Internet sans fil, tant sur le campus principal qu'au Vieux-Séminaire de Québec et à l'Édifice La Fabrique.

Marc Allard, Le Soleil

(Québec) À la reprise des cours, lundi, l'Université Laval offrira à ses étudiants ce qui a été instauré depuis longtemps dans les autres grandes universités québécoises : un accès gratuit à Internet sans fil.

Jusqu'à la dernière session, les étudiants devaient payer 11,50 \$ par session pour avoir accès au réseau sans fil de l'Université, une somme qui agaçait suffisamment les trois quarts d'entre eux pour s'en priver.

Mais à compter du 9 janvier, l'Université Laval ne fera plus payer les étudiants pour accéder à Internet sans fil, tant sur le campus principal qu'au Vieux-Séminaire de Québec et à l'Édifice La Fabrique.

Le vice-recteur exécutif et au développement de l'Université, Éric Bauce, explique qu'à l'heure du «campus numérique» et du iPad, le réseau sans fil représente maintenant «plus qu'une valeur ajoutée» pour les étudiants et qu'il est devenu «un must» pour eux, d'où la pertinence de la gratuité.

L'Université Laval est toutefois la dernière des grandes universités québécoises à offrir gratuitement l'accès à Internet sans fil. L'UQAM, l'Université de Sherbrooke, l'Université McGill et l'Université Concordia ont donné l'accès gratuit entre 2005 et 2006 et l'Université de Montréal a suivi en 2008.

Pendant ce temps, à l'Université Laval, les étudiants qui ne payaient pas pour le sans-fil devaient se brancher à des prises sur les murs ou utiliser les ordinateurs de l'Université. Cette contrainte irritait bon nombre d'entre eux, notamment ceux qui apportaient leurs ordinateurs portables dans les cours ou à la bibliothèque.

La Confédération des associations d'étudiants et étudiantes de l'Université Laval (CADEUL), qui représente tous les étudiants inscrits au premier cycle, revendique depuis plusieurs années un accès gratuit à Internet sans fil, indique son président, Sébastien Harvey.

«Ça fait longtemps que, dans nos instances, on entend des délégués de caucuses et des étudiants en général dire que, pour eux, c'est une préoccupation le fait que ce soit toujours payant à l'Université Laval, tandis que dans d'autres universités, c'est un service qui est offert gratuitement.»

Éric Bauce dit que l'Université Laval aurait souhaité donner l'accès gratuit avant, mais affirme que l'institution s'était entendue avec les étu-

dians sur un plan de financement du réseau sans fil sur six ans, qui vient de se terminer. «Maintenant que cette période-là de six ans est terminée, on peut le donner gratuit [l'accès au réseau sans fil]», dit M. Bauce. Selon ce plan, précise-t-il, les étudiants abonnés payaient

environ 150 000 \$ par année pour avoir accès au réseau sans fil, tandis que l'Université versait 215 000 \$. L'Université continuera à payer cette somme. Mais les étudiants n'auront maintenant qu'à avoir un identifiant de l'Université Laval et un mot de

passer pour se connecter gratuitement au réseau sans fil.

«C'est sûr que c'est un très grand retard qu'ils avaient [à l'Université Laval], dit Sébastien Harvey, le président de la CADEUL. Mais maintenant, ils l'ont offert et on s'en réjouit.»

UQAC

RADIO-CANADA / SAGUENAY-LAC-ST-JEAN: Martin Gauthier serait le prochain recteur de l'UQAC – Mise à jour le mercredi 14 mars 2012 à 18 h 02 HAE



L'Université du Québec à Chicoutimi

L'Assemblée des gouverneurs de l'Université du Québec recommanderait au gouvernement la candidature de Martin Gauthier comme prochain recteur de l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC).

Le recteur Michel Belley doit quitter son poste en mai prochain. Martin Gauthier est actuellement adjoint du recteur.

La course au rectorat a été controversée et a nécessité deux consultations.

André Dorion et Martin Gauthier avaient présenté leurs candidatures lors du premier affichage, mais l'assemblée des gouverneurs avait refusé de trancher devant la division de la communauté universitaire.

Lors de la reprise du processus, une dizaine de personnes ont déposé leurs candidatures. Celle de Martin Gauthier a été retenue pour une seconde fois.

Le syndicat des professeurs avait retiré son appui à M. Gauthier et demandé que le processus soit repris après les protestations de plusieurs professeurs.

L'Assemblée des gouverneurs de l'Université du Québec n'a pas entendu la demande du syndicat des professeurs.

Selon les informations obtenues par Radio-Canada, Martin Gauthier sera recommandé à la ministre de l'Éducation pour devenir le prochain recteur et sa nomination serait une formalité.

JOURNAL DE QUÉBEC: Bientôt un recteur à Chicoutimi - Publié le: mardi 13 mars 2012, 17H59 | Mise à jour: mardi 13 mars 2012, 18H05



photo Courtoisie

Martin Gauthier est pressenti pour devenir le prochain recteur de l'UQAC.

Diane Tremblay

L'Assemblée des gouverneurs, qui se réunit mercredi à Québec, évaluera la candidature

du prochain recteur à l'Université du Québec à Chicoutimi.

Le sujet est inscrit à l'ordre du jour. Toutefois, tel que le prévoit le règlement de sept pages sur la désignation d'un chef d'établissement, les discussions se tiendront à huis clos.

Depuis plusieurs semaines, le choix d'un nouveau recteur s'effectue sur un fond de controverse. Après avoir appuyé le seul candidat en lice, le syndicat des professeurs a dû se rétracter et demander la tenue d'un troisième concours.

« Comme exécutif, on s'est prononcé sans consulter nos membres et cela a fait réagir », a reconnu Gilles Imbeault, vice-président.

Manque de transparence

Le manque de transparence du processus est critiqué par la communauté universitaire qui demande des comptes.

Lors du premier appel de candidatures, deux personnes ont manifesté leur intérêt, mais aucune n'a été retenue pour succéder au recteur Michel Belley. À ce moment, il y avait André Dorion, vice-recteur aux ressources humaines et Martin Gauthier, responsable du bureau interna-

tional dont le Journal rapportait, il y a une semaine, les nombreux voyages en Chine.

Deuxième concours

Suite au rejet de ces deux candidatures, l'Université du Québec a lancé un deuxième concours où seul M. Gauthier a été retenu par le comité de sélection.

L'économiste et enseignant Marc-Urbain Proulx a été écarté sans même avoir eu l'occasion d'être convoqué en entrevue. « J'avais un projet pour l'Université pour les dix prochaines années dans le contexte du Plan Nord. En général, par politesse, le comité reçoit tous ceux qui viennent de l'interne de l'Université. J'ai été surpris et mes collègues aussi », a exprimé, mardi, M. Proulx qui conserve un goût amer.

L'UQAC a retourné le Journal au siège social de l'Université du Québec qui ne veut pas commenter la situation en raison du caractère confidentiel du processus de sélection. Le choix du recteur devra être entériné par la ministre de l'Éducation.

RADIO-CANADA / SAGUENAY-LAC-ST-JEAN: Rectorat à l'UQAC : les professeurs demandent la reprise du processus – Mise à jour le mardi 21 février 2012 à 17 h 46 HNE



L'Université du Québec à Chicoutimi

Réuni en assemblée générale spéciale mardi midi, le Syndicat des professeurs de l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC) demande à l'Assemblée des gouverneurs de l'Université du Québec de reprendre le processus de sélection du prochain recteur.

Lors du premier appel de candidatures pour remplacer le recteur Michel Belley, l'Assemblée des gouverneurs a refusé de trancher entre André Dorion et Martin Gauthier parce que les résultats de la consultation étaient trop serrés.

Le processus a été repris avec une dizaine de candidats. Quatre personnes ont été appelées en entrevue et Martin Gauthier a été retenu pour une deuxième fois.

Plusieurs professeurs, dont Michel Roche, protestent contre cette décision. « On a été plusieurs à trouver étrange qu'une seule personne soit retenue, d'autant plus qu'il y avait des candidatures très valables », souligne-t-il.

Le Syndicat des professeurs de l'UQAC a donc été forcé de retirer son appui à Martin Gauthier et a adopté une résolution pour réclamer la reprise du processus.

« Ça nous engage pour une dizaine d'années. Le choix du recteur, c'est aussi le choix des orientations d'une université. » — Michel Roche, professeur à l'UQAC

Toutefois, la directrice des communications de l'Université du Québec, Valérie Reuillard, indique que le syndicat ne représente qu'une seule voix.

« Tout le monde a le droit à son avis, dit Mme Reuillard. L'important, c'est d'écouter tout le monde. C'est pour ça qu'il va y avoir un dépouillement et que l'étude des résultats va avoir lieu. »

L'Assemblée des gouverneurs de l'Université du Québec devrait entériner le choix du prochain recteur de l'UQAC le 14 mars prochain. La situation sera analysée la semaine prochaine.



LE SOLEIL : Mission accomplie pour le recteur de l'UQAR, Michel Ringuet – Mardi 07 février 2012



Carl Thériault, collaboration spéciale
Sous le règne de Michel Ringuet, le budget de l'UQAR est passé de 55 à 78 millions \$.

Carl Thériault, collaboration spéciale, Le Soleil (Rimouski) Le recteur de l'Université du Québec à Rimouski (UQAR), Michel Ringuet, prendra sa retraite, à la fin du mois d'août, six mois avant la fin de son deuxième mandat, qui prenait fin le 4 mars 2013.

C'est pour respecter les 200 jours de délai nécessaires au choix de son successeur, mais aussi pour laisser à celui-ci les choix d'orientation budgétaire 2012-2013, que M. Ringuet choisit de quitter son poste.

«À la fin d'un deuxième mandat, je voulais aussi écourter une année fébrile pour la communauté universitaire», a expliqué Michel Ringuet, qui

tourne ainsi la page sur 36 années dans le monde universitaire, dont neuf ans et demi comme recteur de l'UQAR. «Je laisse une université en excellente santé qui est sur une belle lancée. Durant mes années, il n'y a jamais eu de budget déficitaire. Le raffermissement des liens de l'Université avec le milieu a été très important puisque les gens m'ont dit pendant trop longtemps voir l'Université dans une tour d'ivoire. Une chose que j'aurais pu mieux faire est de convaincre la population de la pertinence de la structure actuelle de l'Université avec le campus de Lévis et nos services sur le territoire», a précisé M. Ringuet, qui aura assumé le plus longtemps la fonction de recteur de l'UQAR.

L'incendie de 2009 aura eu comme effet indirect de permettre un raffermissement des liens de la communauté rimouskoise avec l'Université. «On s'est aperçu que la population de Rimouski tenait à son université à la suite de l'inquiétude et des incertitudes qu'avait engendrées cet incendie.» Le budget de l'UQAR est passé sous le règne de Michel Ringuet de 55 à 78 millions\$.

Le déficit a baissé de 7 à 5 millions\$. L'UQAR a reçu le prestigieux prix Mercure de la Fédération des chambres de commerce du Québec pour l'accroissement de sa productivité dans la catégorie Administration publique. Le défi de son successeur sera celui de la baisse démographique dans les institutions collégiales, qui se

répercutera sur les admissions dans les universités. «Il faut chercher une meilleure proportion d'étudiants dans les cégeps locaux, à l'extérieur de la région et à l'international.»

Bilan positif

Le recteur a tracé le bilan de ses deux mandats en relevant le rayonnement exceptionnel de l'UQAR, le budget alloué à la recherche, qui a atteint un sommet de 22 millions\$, la hausse du nombre de chaires de recherche (de 6 à 15), l'augmentation des effectifs étudiants et le nombre d'étudiants étrangers, qui a atteint le plateau des 400. L'établissement d'un campus moderne à Lévis, la construction de nouvelles résidences étudiantes au campus de Rimouski et la mise en place du Centre d'appui à l'innovation par la recherche font aussi partie du bilan.

Michel Ringuet a été professeur à l'Université nationale du Rwanda de 1976 à 1979, a travaillé à l'Université du Québec à Trois-Rivières de 1979 à 1997 comme professeur, a été directeur du département de chimie-biologie et doyen de la gestion des ressources. En 1997, il a assumé le poste de vice-recteur à la formation et à la recherche de l'UQAR jusqu'en 2003, pour alors devenir recteur. Le huitième recteur de l'UQAR sera choisi à la suite d'un processus qui sera mené par l'Université du Québec.

L'INFORMATION : Le recteur Michel Ringuet annonce son départ à la retraite - Publié le 6 février 2012 à 17:54

Communiqué



Le recteur Michel Ringuet quittera ses fonctions à la tête de l'Université du Québec à Rimouski à la fin du mois d'août prochain, tournant la page sur 36 années dans le monde universitaire.

C'est avec sérénité que M. Ringuet a pris la décision de quitter l'UQAR six mois avant la fin prévue de son deuxième mandat. « Je trace un bilan qui est au-delà des objectifs les plus ambitieux que j'aurais pu imaginer en mars 2003. J'apprécie surtout le raffermissement des liens avec le milieu qui nous permet de mieux accompagner le développement socio-économique de l'Est-du-Québec. La renommée de l'UQAR s'est aussi beaucoup améliorée tant au Québec qu'à l'international. Notre dynamisme et la qualité de nos interventions sont souvent soulignés sur plusieurs tribunes », indique M. Ringuet.

Mandat

Le mandat de M. Ringuet devait se terminer le 4 mars 2013. Cette date coïncide cependant avec la période de préparation du budget de l'année

financière 2013/2014. « Le fait de quitter plus tôt permettra à mon successeur d'établir ses priorités pour son premier budget à titre de recteur. Je crois ainsi favoriser la transition plus harmonieuse. »

L'UQAR a connu un rayonnement exceptionnel au cours des deux mandats de M. Ringuet. Non seulement le budget alloué à la recherche a culminé en dépassant les 22 M\$ dans la dernière année, mais la firme indépendante RESEARCH Infosource Inc. a désigné l'UQAR comme étant l'université de l'année en recherche au Canada parmi les universités généralistes qui offrent majoritairement des programmes de premier cycle. En outre, le nombre de chaires de recherche est passé de six à quinze.

Malgré les prévisions démographiques, l'UQAR a su tirer son épingle du jeu durant le rectorat de Michel Ringuet. Les effectifs étudiants ont constamment augmenté tant aux campus de Lévis qu'à Rimouski et sur le territoire et le nombre d'étudiants étrangers a atteint le plateau des 400 étudiants cette année.

Développement

Par ailleurs, l'UQAR a poursuivi son développement sur le plan des infrastructures tout en maintenant une saine gestion financière sous la gouverne de M. Ringuet : un campus moderne a été établi à Lévis, de nouvelles résidences étudiantes ont été construites au campus de Rimouski et le Centre d'appui à l'innovation par la recherche a lancé ses activités en 2011.

Le milieu des affaires québécois a reconnu les qualités de gestionnaire de M. Ringuet et de son équipe en décernant un prix Mercure à l'UQAR,

au printemps dernier, pour l'accroissement de sa productivité. Ce prix a été attribué par la Fédération des chambres de commerce du Québec dans la catégorie administration publique.

Chimiste de formation

Né à Rimouski en 1948, Michel Ringuet est chimiste de formation. Il a obtenu un doctorat en chimie de l'Université Laval en 1978. L'Institut de chimie du Canada lui a d'ailleurs décerné le titre de Fellow en 1992 et l'Ordre des Chimistes du Québec celui de Compagnon de Lavoisier, en 2008.

Après avoir été professeur à l'Université Nationale du Rwanda de 1976 à 1979, M. Ringuet a travaillé à l'Université du Québec à Trois-Rivières de 1979 à 1997. Il y a occupé les fonctions de professeur, de directeur du Département de chimie-biologie et de doyen de la gestion des ressources.

C'est en 1997 qu'il a fait un retour dans sa ville natale pour y occuper le poste de vice-recteur à la formation et à la recherche de l'UQAR jusqu'en 2003. « Ce fut un privilège de faire carrière dans le milieu universitaire et surtout de travailler avec des gens très compétents et entièrement dédiés à leurs fonctions. Si nous pouvons aujourd'hui dresser un bilan positif de mes années de rectorat, c'est d'abord et avant tout parce que j'ai eu la chance d'avoir autour de moi de merveilleux collaborateurs », conclut M. Ringuet. Le huitième recteur de l'UQAR sera choisi à la suite d'un processus rigoureux encadré par l'Université du Québec.

RADIO-CANADA : Bas-Saint-Laurent : le recteur de l'UQAR Michel Ringuet part à la retraite – Mise à jour le lundi 6 février 2012 à 17 h 40 HNE





Université du Québec à Rimouski

Le recteur de l'UQAR, Michel Ringuet, quittera ses fonctions au mois d'août prochain après 36 ans de travail dans le monde universitaire.

M. Ringuet partira six mois avant la fin prévue de son second mandat qui devait se terminer le 4 mars 2013. L'universitaire estime que quitter son poste plus tôt permettra à son successeur d'établir ses propres priorités pour le budget qui sera à déposer à la fin mars 2013.

Durant ses deux mandats comme recteur, l'UQAR a accru son rayonnement international, à

augmenter le nombre de chaires de recherches qui est passé de 6 à 15. Les budgets alloués à la recherche ont dépassé 22 millions de dollars dans la dernière année. L'UQAR a aussi été reconnue comme l'université de l'année en recherche au Canada parmi les universités généralistes qui offrent majoritairement des programmes de premier cycle.

L'université rimouskoise s'est également dotée d'un campus moderne à Lévis ainsi que de nouvelles résidences pour étudiants sur le campus de Rimouski. Toutefois, lorsque Michel Ringuet fait le bilan de son rectorat, il souligne surtout la relation avec le milieu régional. « J'apprécie surtout le raffermissement des liens avec le milieu qui nous permet de mieux accompagner le développement socio-économique de l'Est-du-Québec », indique Michel Ringuet.

Le devoir accompli

Le recteur quitte avec le sentiment du devoir accompli : « J'ai l'impression que je laisserai une université en excellente santé. »

Le défi de son successeur sera, selon Michel Ringuet, de maintenir le nombre d'inscriptions de

l'université, déjà fortement touchée par le déclin démographique de l'Est du Québec. Il faut aller, explique le recteur, chercher une meilleure proportion des étudiants des cégeps locaux. « Allez chercher des gens de l'extérieur que ce soit de Montréal ou de l'international, c'est le nerf de la guerre » poursuit Michel Ringuet.

Né à Rimouski en 1948, Michel Ringuet est chimiste de formation. Diplômé de l'Université Laval en 1978, il a été professeur à l'Université nationale du Rwanda de 1976 à 1979 et à l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQAT) de 1979 à 1997. Il a aussi occupé les fonctions de directeur du Département de chimie-biologie et de doyen de la gestion des ressources à l'UQAT.

Michel Ringuet devient vice-recteur à la formation et à la recherche de l'UQAR en 1997. Il a été nommé recteur en 2003.

Le nouveau recteur, le huitième de l'histoire de l'UQAR sera nommé d'ici la fin de la période estivale.

L'AVANTAGE.QC.CA : Il quittera l'UQAR en août : Michel Ringuet est fier du travail accompli - Publié le lundi, 06 février 2012 13:52 -

par Thérèse Martin

Le recteur de l'UQAR, Michel Ringuet, a annoncé son départ à la retraite pour août 2012. Il quittera donc son poste un peu plus tôt que prévu puisque son 2e mandat devait se terminer en mars 2013.

M. Ringuet explique sa décision de quitter ses fonctions un peu plus tôt par des motifs d'ordre budgétaire : « Le fait de quitter plus tôt permettra à mon successeur d'établir ses priorités pour son premier budget (2013-2014) à titre de recteur. Je crois ainsi favoriser une transition plus harmonieuse. »

Le choix d'un nouveau recteur sera l'aboutissement d'un processus qui durera environ six mois et qui mettra à contribution, notamment, l'assemblée des gouverneurs du réseau, le conseil d'administration de l'UQAR et la communauté de cette université, qui sera consultée. La nomination du nouveau recteur devrait se faire à peu près au moment du départ de Michel Ringuet.



(Photo Thérèse Martin)

Le recteur de l'UQAR, Michel Ringuet, a le sentiment du devoir accompli, après avoir évolué durant 36 ans dans le milieu universitaire.

M. Ringuet trace un bilan très positif des neuf années et demie qu'il a consacrées au rectorat de l'UQAR. Au total, il aura œuvré durant une quinzaine d'années au sein de l'équipe de direction de l'université. « Je pars avec sérénité, en laissant une université en excellente santé. » Au chapitre des points forts, il place en tête de liste le raffermissement des liens avec la communauté. « L'UQAR n'est pas dans une tour d'ivoire, mais elle accompagne de mieux en mieux le milieu socio-économique. » L'obtention du titre

d'« Université de recherche de l'année au Canada », avec la plus forte croissance de la recherche sur une période de dix ans (350 %), est aussi un grand succès, pour le recteur et son équipe. « L'amélioration des infrastructures de recherche et d'enseignement et la croissance de la clientèle, malgré les prédictions, font également partie de ce bilan positif », ajoute Michel Ringuet.

Côté budget, le recteur précise qu'en 2003, le déficit accumulé de l'UQAR était de 7 millions \$, sur un budget de 55 millions \$. Il est aujourd'hui de 5 millions \$, pour un budget de 78 millions \$. « Notre équipe n'a jamais fait de budget déficitaire. »

Michel Ringuet souhaite que le milieu rimouskois réalise encore plus que la présence de l'UQAR à Lévis ne menace pas le campus de Rimouski mais, qu'au contraire, elle permet de donner à l'université une masse critique qui favorise son développement. Les prochains défis de l'UQAR seront liés à la démographie et à la présence d'étudiants provenant d'autres régions du Québec et de l'étranger.

À la retraite, M. Ringuet souhaite demeurer à Rimouski, un milieu dont il est originaire.

L'AVANTAGE.QC.CA : Inscriptions à la hausse à l'UQAR - Publié le mardi, 03 janvier 2012 09:49 -



Le recteur de l'UQAR, Michel Ringuet

par Thérèse Martin

L'Université du Québec à Rimouski entreprend l'année 2012 avec optimisme. Le nombre d'étudiants est en croissance et l'université a obtenu des marques de reconnaissance qui la positionnent mieux que jamais sur l'échiquier québécois.

Le recteur, Michel Ringuet, rappelle que 2011 a été une grande année de reconnaissance pour l'UQAR, notamment dans le cadre des Mercuriades, mais également par son classement en première position au chapitre de la recherche. « Nous avons adopté notre plan d'orientation

stratégique 2011-2016, un instrument d'animation important pour la communauté. Nous souhaitons que les orientations de ce plan soient vécues tous les jours et que tous se sentent investis de la mission de l'UQAR. »

Ces orientations visent l'excellence en formation, l'intensification du leadership de l'UQAR en recherche, l'accroissement de l'accessibilité aux études et l'attractivité de l'université, de même que le renforcement d'un environnement sain, motivant et efficient.

Pour la session d'hiver 2012, le nombre d'inscriptions est à la hausse. De nouvelles chaires de recherche seront également annoncées en cours d'année. Le nombre d'étudiants étrangers a dépassé 400 et une nouvelle entente conclue avec la Guadeloupe devrait attirer une dizaine d'étudiants en provenance de ce pays. Notons que la clientèle est aussi en croissance au campus de Lévis.

Une entente avec les trois agences régionales de la santé favorisera un partage de connaissances en sciences infirmières et en travail social, dans la région. En partenariat avec le milieu et le

Cégep de Rimouski, l'UQAR favorisera la valorisation du patrimoine.

Michel Ringuet est convaincu que les marques de reconnaissance obtenues récemment par l'UQAR contribueront à rendre l'université encore plus attractive auprès des étudiants et des professeurs et auront ainsi des effets positifs sur le recrutement. « Les étudiants choisissent leur université en fonction de différents critères, par exemple, des programmes qui se distinguent, une plus grande proximité avec les professeurs, un milieu intéressant. Il faut se distinguer en innovant et en étant créatif. »

Dans le dossier de la délocalisation des universités, le recteur croit plus que jamais à l'avenir du campus de Lévis. « Si l'UQAR est implantée à Lévis, c'est parce que les gens nous l'ont demandé. Depuis le début des années 80, nous avons choisi les créneaux en fonction des besoins de cette région. Nous ne faisons pas concurrence l'Université Laval. Le campus de Lévis accueille 3 000 étudiants et il permet à l'UQAR de se développer et d'obtenir un financement dont bénéficie aussi le campus de Rimouski. »



La hausse des frais de scolarité annoncée par le gouvernement et l'inquiétude des étudiants préoccupent le recteur. « 72 % des étudiants de l'UQAR sont de première génération, c'est-à-dire que leurs parents n'ont pas fait d'études universitaires. La hausse des frais de scolarité peut avoir un impact sur la perception de l'accessibilité aux études. De plus, je m'inquiète pour ceux qui n'ont pas droit aux prêts et bourses et je souhaite que des améliorations soient apportées à ce programme. »

UQAT

RADIO-CANADA / ABITIBI-TEMISCAMINGUE: Une chaire de recherche sur les eaux minières à l'UQAT – Mise à jour le mardi 13 mars 2012 à 14 h 06 HAE



© Karine Mateu

La titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur le traitement passif des eaux minières contaminées, Carmen Mihaela Neculita

L'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT) annonce la création de la Chaire de recherche du Canada sur le traitement passif des eaux minières contaminées.

L'objectif des recherches sera de trouver de meilleures façons de traiter les eaux minières contaminées, l'un des défis environnementaux de l'industrie minière.

La chaire aura un financement annuel de 100 000 \$ et embauchera de 10 à 15 chercheurs.

Ils se pencheront entre autres sur l'efficacité d'une nouvelle technique prometteuse : la pile à combustible microbienne.

La professeure-chercheuse Carmen Mihaela Neculita sera la titulaire de la nouvelle chaire de recherche.

Elle explique que les travaux se feront en deux étapes. Les chercheurs tenteront d'abord de comprendre les mécanismes d'enlèvement des métaux. Ensuite, ils s'attarderont sur le design des systèmes de traitement.

En complément



Audio - Karine Mateu donne plus de détails sur la future Chaire de recherche du Canada sur le traitement passif des eaux minières contaminées.

RADIO-CANADA / ABITIBI TEMISCAMINGUE: L'UQAT aura sa propre école de génie – Mise à jour le mercredi 8 février 2012 à 16 h 55 HNE



© Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue

L'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT) regroupe tous ses programmes de génie, pour créer sa propre école.

Celle-ci permettra, entre autres, une meilleure collaboration entre les professeurs. Le recrutement de nouveaux étudiants pourrait aussi être favorisé.

L'agrandissement de l'UQAT permettra d'ouvrir trois nouveaux laboratoires de génie.

L'établissement compte également offrir de nouveaux programmes, comme génie mécanique et génie civil, deux domaines dans lesquels les besoins de main-d'oeuvre sont criants.

L'UQAT souhaite aussi s'appropriier les programmes de génie qu'elle offre présentement en partenariat avec d'autres institutions.

En complément

Audio - Le reportage de Catherine Contant

RADIO-CANADA – ABITIBI-TEMISCAMINGUE : Les travaux de deux chercheuses de l'UQAT parmi les dix découvertes de 2011 – Mise à jour le lundi 9 janvier 2012 à 11 h 38 HNE

L'étude de la professeure Annie Desrochers et de l'étudiante au doctorat Émilie Tarroux sur les greffes racinaires a été choisie comme l'une des dix découvertes de 2011 par le magazine *Québec Science*.

Leurs travaux portaient plus précisément sur l'effet de la présence des greffes racinaires sur la croissance de pin gris d'origine naturelle et artificielle dans la forêt boréale de l'ouest du Québec.

Les deux chercheuses de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT) ont permis de démontrer que la fusion des racines de deux arbres peut affecter la croissance de ces derniers.



© Yvon Thériault

Annie Desrochers croit que cette découverte va entraîner des changements dans la façon d'aménager la forêt. « On est allés dans des peupl-

ments éclaircis où 50 % des arbres avaient été enlevés et on a démontré que le fait d'être greffés à une souche qui avait été coupée pouvait affecter négativement la croissance des arbres qui restent », explique-t-elle.

Même une souche d'arbre mort peut ainsi rester en vie pendant plusieurs années grâce à l'apport d'un arbre voisin.

Les critères de sélection des découvertes de Québec Science sont la rigueur scientifique, l'originalité, la diversité et l'aspect novateur et utilitaire de la recherche.

